

GRID 2024



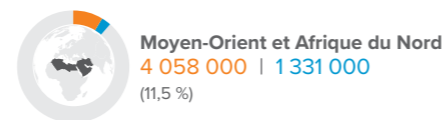
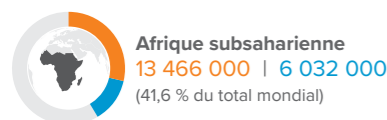
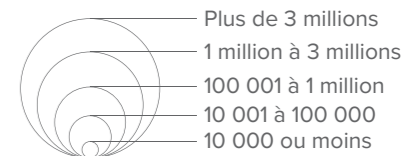
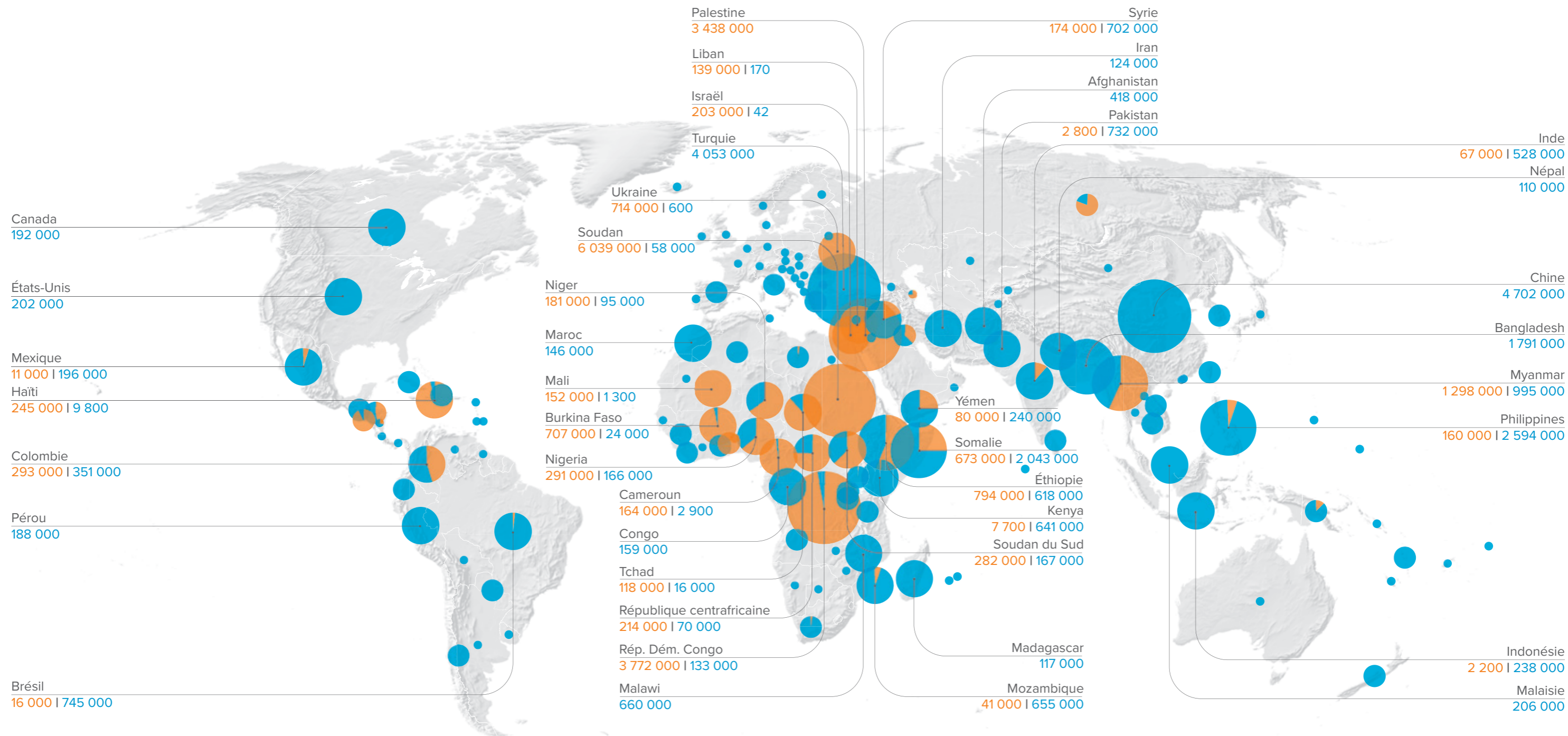
Rapport mondial sur le déplacement interne

iDMC observatoire
des situations
de déplacement
interne

CONSEIL NORVÉGIEN
POUR LES RÉFUGIÉS

NRC

Déplacements internes déclenchés par les conflits et les catastrophes en 2023



Les noms et chiffres des pays et territoires ne sont indiqués que lorsque la valeur totale des nouveaux déplacements dépasse 100 000. En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte ne constituent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part de l'IDMC.

Avec nos remerciements



Femmes transportant des biens sur un terrain inondé dans un site pour personnes déplacées au Soudan du Sud. Les pays de la Grande Corne de l'Afrique ont enregistré d'importants déplacements à la suite de conflits et de catastrophes en 2023.

© UNOCHA/Alidou Ndiaye

Le Rapport mondial sur le déplacement interne de 2024 de l'IDMC a été produit grâce à la contribution généreuse des partenaires suivants: Agence des États-Unis pour le développement international, Agence suédoise de développement et coopération internationale, Banque asiatique de développement, Fondation Robert Bosch, ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein, ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, ministère norvégien des Affaires étrangères et Union européenne.

Photo de couverture:

Illustration: © Matt Murphy/Handsome Frank, Avril 2024

Lorsque des conflits, des violences ou des catastrophes obligent des personnes à fuir leur foyer, leur vie s'en trouve bouleversée de bien des manières, souvent tragiques. Bien que leur situation puisse être accablante et leurs besoins considérables, leur espoir, leur force et leur résilience sont une source d'inspiration. Nous voulions une couverture qui montre la réalité des défis auxquels sont confrontées les personnes déplacées, mais aussi l'espoir qu'elles nourrissent de retrouver une vie normale et l'action qu'elles mènent pour trouver des solutions à leur déplacement.

L'œuvre captivante de Matt montre des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en train de se frayer un chemin à travers les situations négatives qui leur ont été imposées, révélant ainsi cet espoir. Elle transmet la positivité sans cacher les réalités de la vie en temps de guerre, de violence et de catastrophe. La lumière brillante qui émane de l'avenir vers lequel elles travaillent, à travers la scène déchirée et sur leurs bras et leurs visages, montre la perspective du progrès dans le passage d'une période sombre à une période plus lumineuse de leur vie. En mettant en lumière les personnes déplacées, l'image renforce également la nécessité pour le monde d'accorder plus d'attention à cette crise trop souvent invisible.



Avant-propos



Les élèves d'une école pour enfants déplacés dans la région de Tillabéri au Niger. En 2023, le pays a enregistré son chiffre le plus élevé de déplacements liés au conflit depuis que les données sont disponibles. © UNOCHA/Alassane Sarr

Vous avez vu les images horribles – des personnes fuyant la violence, des maisons détruites par les bombes, les tempêtes, les feux de forêt et les tremblements de terre, des camps de fortune où s'entassent des familles qui ont tout perdu. Les images de Gaza, de l'Ukraine et du Soudan ne sont que les plus récentes d'une tendance qui ne cesse d'augmenter de bouleversements et de déplacements de civils à travers le monde. Mais une fois que les caméras se détournent, bien trop souvent, ces personnes chassées de chez elles deviennent invisibles.

Malgré l'idée largement répandue du contraire, l'écrasante majorité de ces personnes déplacées de force restent dans leur pays d'origine où elles luttent pour survivre et reconstruire leur vie. Elles n'ont pas choisi ce destin et, bien qu'elles aient les mêmes droits que tout autre citoyen, trop souvent, elles n'ont pas les mêmes opportunités. Des mois, voire des années peuvent s'écouler avant que les personnes vivant en situation de déplacement interne n'aient plus besoin d'assistance et de protection. Il n'est jamais facile de trouver des solutions durables aux déplacements, et le fait d'être invisible n'aide pas.

Il y a deux ans, j'ai été nommé Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes auprès du secrétaire général des Nations unies afin de contribuer à améliorer la manière dont les gouvernements nationaux et leurs partenaires traitent les déplacements internes. Avec un leadership gouvernemental fort, un soutien et un financement internationaux, et un véritable engagement à écouter les personnes déplacées, nous pouvons mieux soutenir celles-ci dans leurs efforts à trouver des solutions et sortir d'une situation de déplacement prolongé.

Une visibilité accrue et une meilleure compréhension sont essentielles pour progresser vers des solutions pour les

personnes déplacées; le Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID) de l'IDMC est indispensable pour ces deux éléments.

Chaque année, les gouvernements, leurs partenaires humanitaires et de développement et d'innombrables autres personnes s'appuient sur les données et les analyses du GRID. La présentation de l'ampleur du problème nous rappelle avec brutalité les vies en jeu et le travail qu'il nous reste à accomplir. L'analyse des causes des déplacements et de leurs impacts nous aide à évaluer les nuances des situations à travers le monde et à adapter nos plans afin de mieux répondre aux besoins des personnes déplacées. Le GRID nous donne aussi souvent des raisons d'espérer, en mettant en lumière les leçons émergentes et les meilleures pratiques dans tous les domaines, de la prévention à la réponse aux solutions.

Cette année, cependant, le GRID confirme ce que nous craignons: l'augmentation continue des conflits dans le monde oblige encore des millions de personnes à fuir leur foyer et rend plus difficile la recherche de solutions pour d'autres personnes déjà déplacées. En l'absence de voies claires vers des solutions concrètes, la vague actuelle de déplacements se traduira par une augmentation du nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne dans les années à venir. Et bien que les chiffres fluctuent d'une année à l'autre, les déplacements liés aux catastrophes restent élevés, dans presque tous les coins du monde et sont souvent liés à des dynamiques de conflit dans des contextes fragiles.

Mon mandat s'achève en décembre de cette année, mais la recherche de solutions ne fait que commencer. D'après nos apprentissages, nous avons besoin d'un leadership fort de la part des gouvernements nationaux et locaux, avec des ministères sectoriels mobilisés pour soutenir les solutions pour le déplacement qui soient

ancrées dans les plans de développement et les investissements à plus long terme. La plupart des gouvernements ont également besoin et s'attendent à un soutien financier approprié pour les accompagner dans ce qui est un effort structurel à long terme – le type de soutien fourni en particulier par les institutions internationales de développement et de financement. L'intégration le plus tôt possible d'une approche axée sur les solutions dans les plans humanitaires peut également réduire le décalage entre la réponse humanitaire et les solutions de développement.

Si tout cela semble compliqué, c'est que ça l'est. Nous devons reconfigurer et réformer les systèmes pour surpasser des idées démodées selon lesquelles le déplacement interne est un phénomène à petite échelle, à court terme, essentiellement rural qui peut être résolu par des remèdes à court terme – ce qui est faux sur presque tous les points.

Ensemble, avec des données et des analyses solides et pertinentes telles que celles fournies par le GRID, nous pouvons rendre les personnes déplacées plus visibles et les solutions plus efficaces. Et nous n'avons pas un instant à perdre.

Robert Piper

Conseiller spécial pour les solutions à apporter à la question des déplacements internes auprès du Secrétaire général des Nations unies

Principaux résultats

Les déplacements internes ont battu de nouveaux records en 2023

- À la fin de l'année 2023, **75,9 millions de personnes** vivaient en situation de déplacement interne dans le monde, contre **71,1 millions en 2022**.
- Ce chiffre continue d'augmenter, car les personnes forcées de fuir en raison des catastrophes, des conflits ou des violences rejoignent celles qui sont déplacées depuis des années, voire des décennies, et qui n'ont pas encore trouvé de solution durable.

Les déplacements dus aux conflits ont continué d'augmenter

- **68,3 millions de personnes** étaient déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison des conflits et de la violence à la fin de 2023, soit le chiffre le plus élevé depuis que les données sont disponibles. Le Soudan, la Syrie, la République démocratique du Congo (RDC), la Colombie et le Yémen accueillent près de la moitié des personnes déplacées dans le monde.
- Ce chiffre a augmenté de **49 pour cent** au cours des cinq dernières années, en raison de la recrudescence et de la prolongation des conflits en Éthiopie, en RDC, au Soudan et en Ukraine.
- Les conflits et la violence ont provoqué **20,5 millions de nouveaux déplacements internes, ou mouvements, dans 45 pays et territoires au cours de l'année 2023**. Le Soudan, la RDC et la Palestine représentent près des deux tiers du total.

El Niño a modifié les tendances de déplacements liés aux catastrophes

- À la fin de l'année 2023, **7,7 millions de personnes** étaient déplacées à l'intérieur de leur pays à la suite d'une catastrophe. Bien que le manque de données sur la durée des déplacements dus aux catastrophes rende ce chiffre conservateur, il montre que, comme les conflits, les catastrophes peuvent maintenir les personnes en situation de déplacement interne pendant de longues périodes.
- Les catastrophes ont provoqué **26,4 millions de nouveaux déplacements internes, ou mouvements, dans 148 pays et territoires en 2023**. Il s'agit du troisième chiffre le plus élevé de la dernière décennie. Un tiers a eu lieu en Chine et en Turquie à la suite de phénomènes liés au climat et de tremblements de terre de forte magnitude.
- Les déplacements causés par des catastrophes liées au climat ont diminué d'un tiers par rapport à 2022, en partie grâce au passage de La Niña à El Niño au cours de l'année. Les tempêtes et les inondations ont entraîné moins de déplacements dans la majeure partie de l'Asie, mais les inondations dans d'autres régions ont déclenché un nombre record de déplacements, en particulier dans la Corne de l'Afrique.
- Les tremblements de terre ont provoqué **6,1 millions de mouvements, le chiffre le plus élevé depuis 2008**. En plus de la Turquie et de la Syrie, les Philippines, l'Afghanistan et le Maroc ont également rapporté le plus grand nombre de déplacements liés aux tremblements de terre.

Tendances régionales

- **L'Afrique subsaharienne**, qui accueille 46 pour cent des personnes vivant en situation de déplacement interne dans le monde, fut à nouveau la région la plus touchée par les déplacements internes en 2023. Les conflits et les catastrophes se sont superposés dans de nombreux pays, obligeant les personnes à fuir de nouveau et/ou prolongeant leur déplacement.
- Le conflit en Palestine a contribué à multiplier par huit les déplacements liés au conflit au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord** en 2023, après trois années consécutives de baisse. Le nombre de déplacements liés aux catastrophes a également été le plus élevé jamais enregistré dans la région, en grande partie à cause des tremblements de terre et des inondations.
- **L'Asie de l'Est et le Pacifique** ont enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes au niveau mondial, bien que ce chiffre soit le plus bas depuis 2017 pour la région. Les déplacements liés à des conflits y ont augmenté pour la troisième année consécutive, principalement en raison de la situation au Myanmar.
- Les conflits et les catastrophes ont provoqué 47 pour cent moins de déplacements que la moyenne de la dernière décennie en **Asie du Sud**, bien que les catastrophes aient à nouveau déraciné des millions de personnes de leur foyer.
- Les ouragans et les tempêtes qui ont frappé les **Amériques** ont provoqué moins de la moitié des déplacements enregistrés en 2022 et moins d'un quart de la moyenne annuelle depuis 2015. Les conflits et la violence ont déclenché le plus grand nombre de mouvements dans la région depuis le début des données en 2009, la Colombie et Haïti représentant 85 pour cent du total.
- **L'Europe et l'Asie centrale** ont de loin enregistré leur plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes en 2023. Les tremblements de terre en Turquie sont à l'origine de la plupart d'entre eux, mais les déplacements dus aux incendies, aux tempêtes et aux inondations ont également augmenté dans le bassin méditerranéen. Presque tous les déplacements liés à des conflits enregistrés dans la région étaient associés au conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Un enfant joue dans la cour d'école d'un camp de personnes déplacées au Yémen. Après des années de conflit, le pays compte l'une des plus grandes populations de personnes déplacées au monde. Des inondations ont eu lieu en 2023, compliquant encore leur situation.
© UNICEF/UNI530328/Alhamdani

La situation globale



Une famille dans un camp de déplacés à Idlib, en Syrie, après que de graves tremblements de terre en Turquie voisine aient provoqué des millions de déplacements dans les deux pays.
© UNOCHA/Madevi Sun-Suon

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023

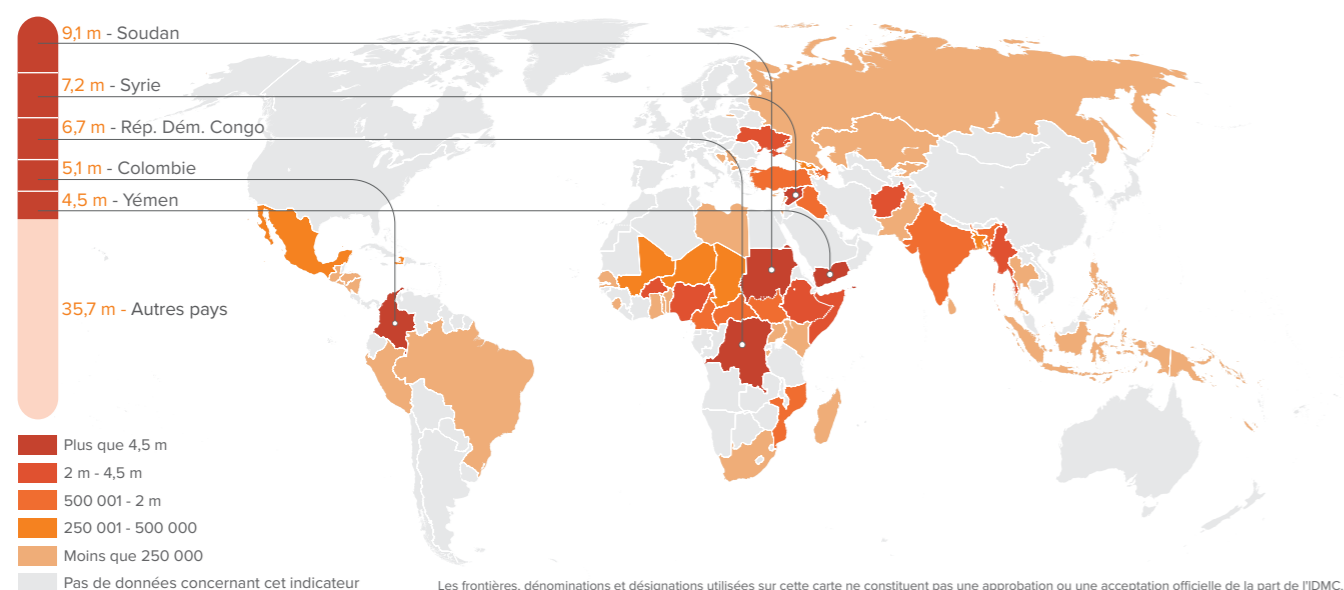
75,9 m



Qu'est-ce que le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ?

C'est un aperçu du nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année. En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels. (voir p. 127 pour plus d'informations)

Suite à des conflits et de la violence



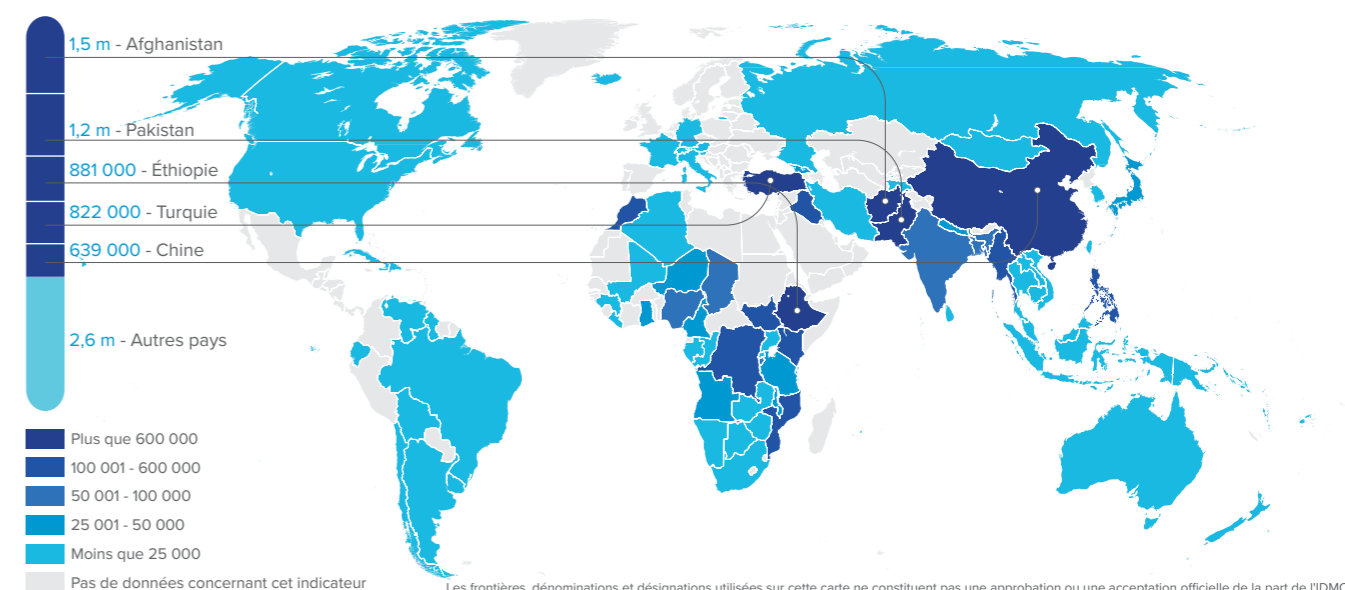
68,3 millions

de personnes déplacées suite à des conflits et de la violence dans 66 pays et territoires au 31 décembre 2023

↑ 9 %

d'augmentation du nombre de personnes déplacées suite à des conflits et de la violence depuis 2022

Suite à des catastrophes



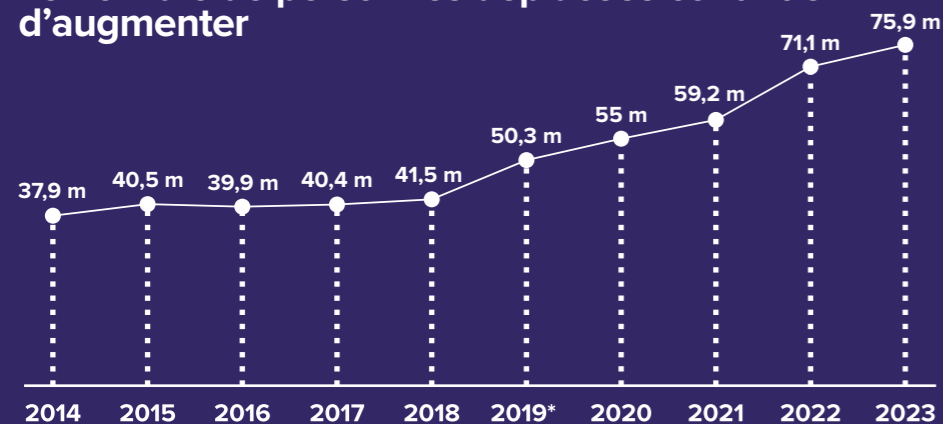
7,7 millions

de personnes déplacées suite à des catastrophes dans 82 pays et territoires au 31 décembre 2023

↓ -11 %

de réduction du nombre de personnes en situation de déplacement interne à cause de catastrophes depuis 2022

Le nombre de personnes déplacées continue d'augmenter



Le nombre total de personnes vivant en situation de déplacement interne a augmenté de **51 pour cent** au cours des cinq dernières années, atteignant le chiffre record de **75,9 millions de personnes** dans 116 pays à la fin de l'année 2023.

Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Pourquoi le nombre de personnes déplacées ne cesse-t-il d'augmenter ?

De nouvelles montées de conflits, tels qu'au Soudan et en Palestine, ont forcé des millions de personnes à fuir en 2023, se joignant aux dizaines de millions de personnes déjà déplacées en raison de conflits actuels ou antérieurs. Des tremblements de terre, des tempêtes, des inondations et des incendies de forêt ont détruit un grand nombre de maisons, obligeant encore plus de personnes à rester déplacées à la fin de l'année. En l'absence de solutions durables au déplacement, ce nombre continuera probablement d'augmenter.

Que faut-il faire pour diminuer le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ?

Il est essentiel de soutenir le retour, l'intégration locale ou la relocalisation et de s'attaquer aux vulnérabilités des personnes déplacées. Pour prévenir de nouveaux déplacements et mettre fin aux crises en cours, les gouvernements doivent renforcer la résolution de conflits, la consolidation de la paix, la réduction des risques liés aux catastrophes, la réduction de la pauvreté et la résilience climatique. De meilleures données pour informer la prévention et la réponse, ainsi que le suivi des progrès vers des solutions, aideront à maximiser l'impact de ces interventions.

Déplacements internes en 2023

Conflits et violence

20,5 m

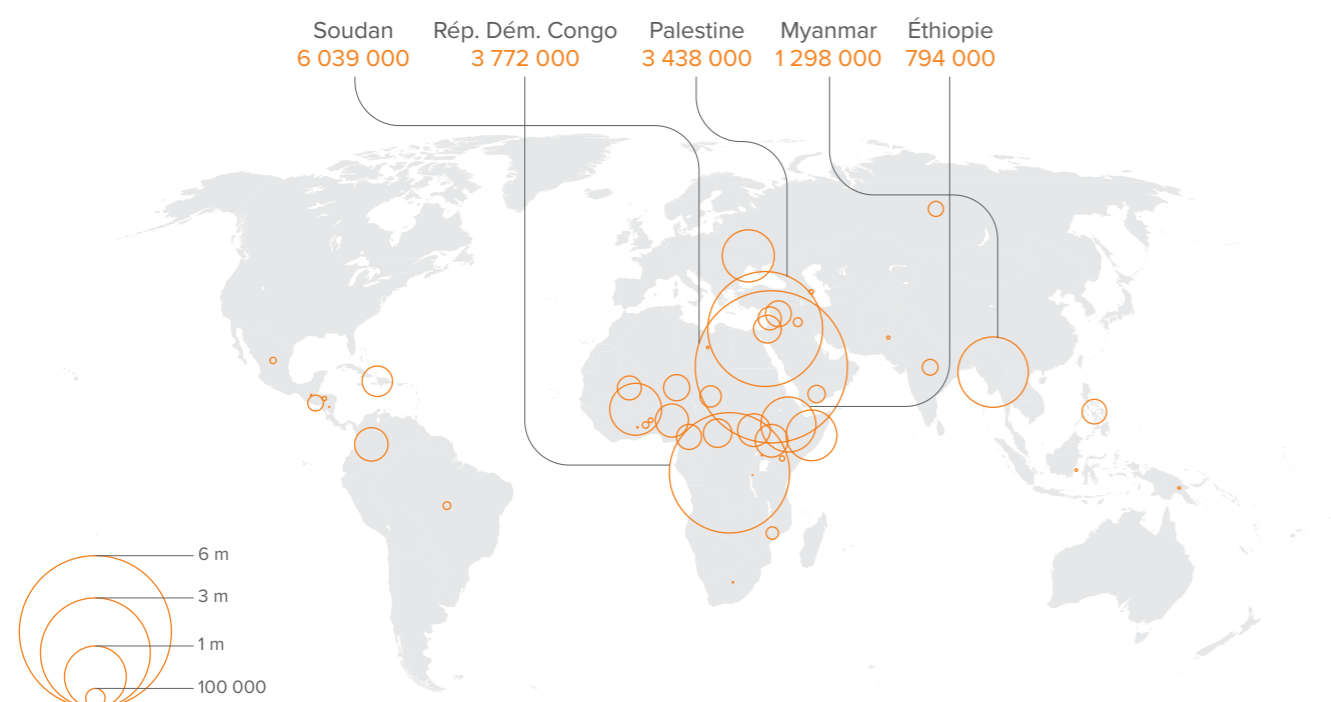


44 %
des déplacements internes
ont été déclenchés par les
conflits et la violence

Qu'est-ce qu'un déplacement interne ?

Le nombre de déplacements internes correspond au nombre enregistré de mouvements forcés de personnes au sein des frontières de leur pays au cours de l'année. Ceci permet d'enregistrer les mouvements répétés et multiples. (voir p. 127 pour plus d'informations)

Les cinq pays affichant les chiffres les plus élevés



Répartition par type de violence



~1/2
de tous les déplacements liés
au conflit en 2023 ont été
enregistrés au Soudan et en RDC

45 %
Augmentation de 45 % des déplacements dus
à la violence liée à la criminalité par rapport à
2022, principalement en Haïti et au Nigeria

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels

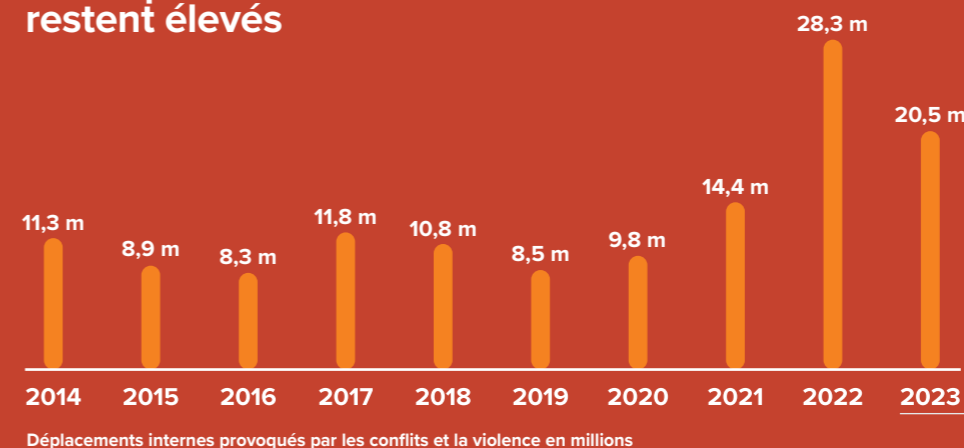
Situations principales de déplacement

6 millions
de personnes déplacées
par le conflit au Soudan,
le deuxième chiffre le plus
élevé jamais enregistré
après l'Ukraine en 2022

3,4 millions
de personnes déplacées par
le conflit en Palestine, son
chiffre le plus élevé depuis
que des données sont
disponibles en 2008

707 000
déplacements au Burkina
Faso, le chiffre le plus élevé
depuis la montée du conflit
en 2019

Les déplacements liés aux conflits restent élevés



28 %
moins de déplacements liés
aux conflits par rapport à 2022,
principalement en raison de
la diminution des mouvements
en Ukraine, les lignes de front
étant devenues plus statiques.
Néanmoins, les chiffres
globaux sont
70 %
plus élevés que la moyenne
annuelle de la dernière
décennie.

Les conflits et la violence

continuent de provoquer de plus en plus de déplacements

Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence a fortement augmenté en 2022 et à nouveau en 2023 pour atteindre le chiffre record de 68,3 millions à la fin de l'année. La montée des conflits en Ukraine en 2022, puis au Soudan et en Palestine en 2023, a entraîné le déplacement de millions de personnes (voir «En détail», p. 35 et 49), qui sont venus s'ajouter aux millions de personnes déjà déplacées dans le monde.

Mais les chiffres annuels ne représentent qu'une partie de l'histoire. Les conflits durent souvent longtemps, et même lorsqu'ils perdent de leur intensité ou sont résolus, l'instabilité, l'insécurité, les dommages causés aux infrastructures et les perturbations institutionnelles qu'ils ont entraînés peuvent laisser des personnes en situation de déplacement pendant des années. La Syrie en est un clair exemple. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint un pic de 7,6 millions en 2014, mais s'élevait toujours à 7,2 millions en 2023, malgré une réduction significative de la violence depuis le paroxysme du conflit en 2017.

La façon dont les personnes se déplacent, ainsi que le moment et l'endroit où ils le font, varient considérablement. Au fur et à mesure que les conflits évoluent, la violence peut obliger certaines personnes à se déplacer plusieurs fois. D'autres se déplacent moins souvent, mais restent déplacées. Même dans des périodes relativement stables ou après des accords de paix, les tensions sous-jacentes peuvent déboucher sur de nouvelles violences, déplaçant davantage de personnes et

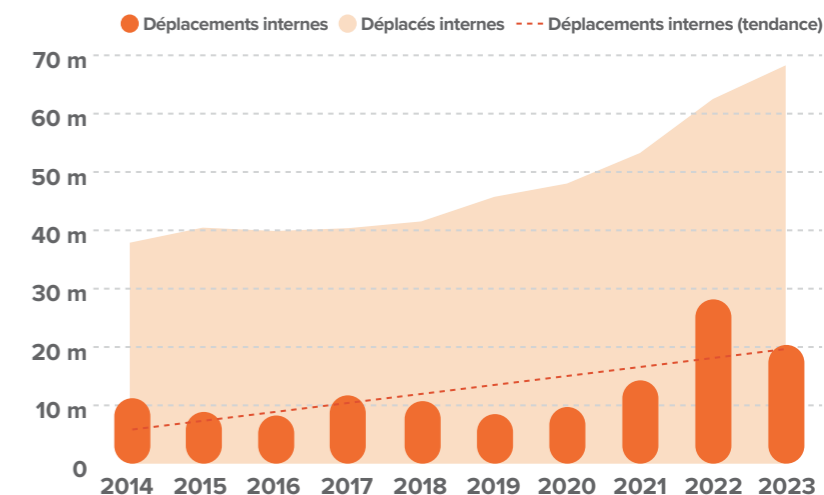
L'instabilité, l'insécurité, les dommages causés aux infrastructures et les perturbations institutionnelles provoquées par les conflits peuvent entraîner le déplacement de populations pendant des années.

obligeant celles vivant déjà en situation de déplacement à fuir de nouveau. En Colombie, des années après l'accord de paix conclu avec le plus grand groupe armé non étatique du pays, les mines et les violences impliquant d'autres groupes continuent de déplacer un grand nombre de personnes et d'en contraindre d'autres au confinement (voir «En détail», p. 91).

Les conflits rendent également difficile la collecte de données sur les déplacements. Les données désagrégées, qui nous montrent qui a été déplacé, depuis combien de temps et les défis spécifiques auxquels les différents groupes sont confrontés pour tenter de résoudre leur déplacement, sont souvent particulièrement rares. De meilleures données collectées au fil du temps aideraient les acteurs politiques à évaluer l'évolution des besoins des personnes déplacées et à concevoir des solutions durables plus efficaces.

Le nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence continue d'augmenter

Le nombre de déplacements déclenchés par les conflits et la violence fluctue d'une année à l'autre (barres), mais le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de chaque année a inexorablement augmenté au cours de la dernière décennie (graphiques en aires). Cela montre à quel point il s'est avéré difficile pour les populations de mettre un terme durable à leur déplacement.

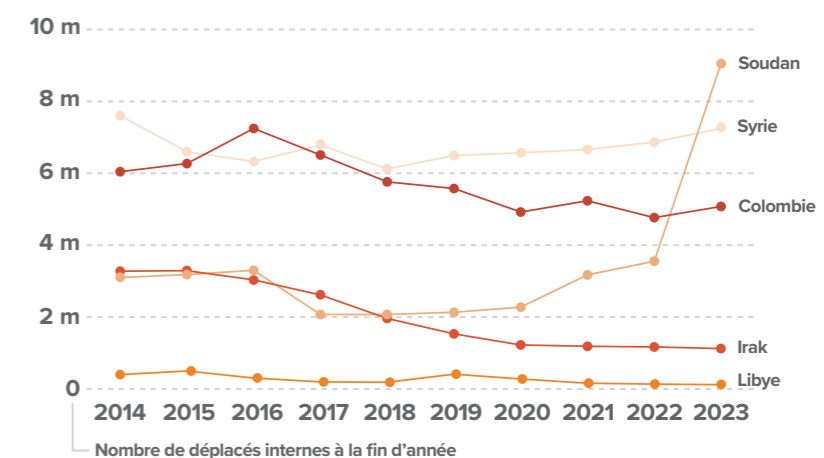


Au fur et à mesure que les conflits évoluent, la violence peut contraindre certaines personnes à se déplacer plusieurs fois.

Une jeune fille au camp de Shahshabo, dans le nord-ouest de la Syrie, sourit malgré les circonstances. La violence persistante a prolongé le déplacement de millions de Syriens, contribuant à l'augmentation du nombre de personnes déplacées au cours de chacune des cinq dernières années. © UNOCHA/Bilal Al-Hammoud

La mise en place de solutions durables peut prendre de nombreuses années

Depuis le cessez-le-feu en Libye en 2020, une stabilité accrue a permis à plus de la moitié des personnes déplacées après des années de conflit de retourner dans leur région d'origine pour chercher des solutions à leur déplacement. D'autres pays, tels que la Colombie et l'Irak, ont également connu un certain succès, mais le nombre toujours élevé de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays témoigne de l'ampleur de ce défi.



Déplacements internes en 2023

Catastrophes

26,4 m

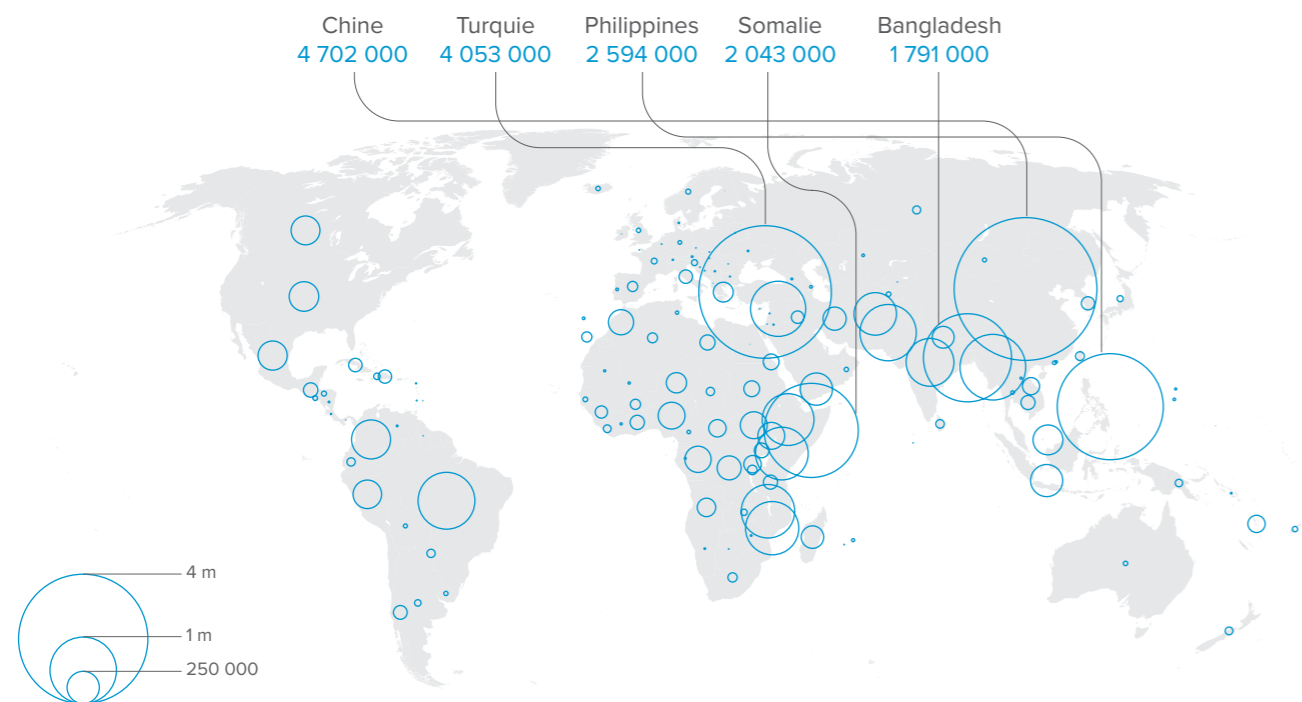


56 %
des déplacements internes
ont été déclenchés par
des catastrophes

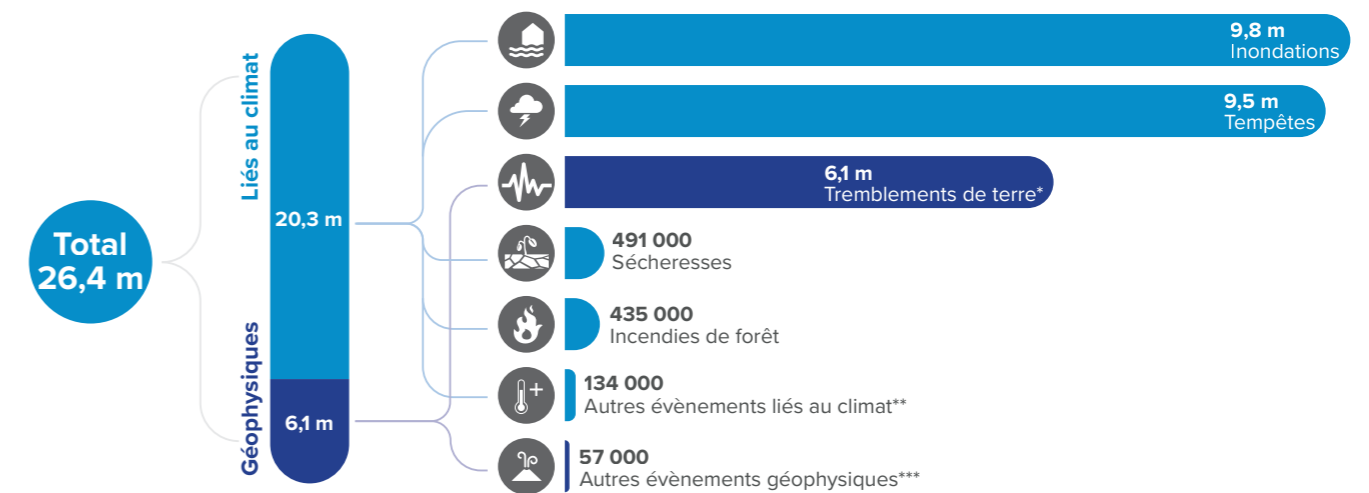
Qu'est-ce qu'un déplacement interne ?

Le nombre de déplacements internes correspond au nombre enregistré de mouvements forcés de personnes au sein des frontières de leur pays au cours de l'année. Ceci permet d'enregistrer les mouvements répétés et multiples. (voir p. 127 pour plus d'informations)

Les cinq pays affichant les chiffres les plus élevés



Répartition par type d'aléa



~1/4

de tous les déplacements liés à des catastrophes ont été déclenchés par des tremblements de terre

Réduction de 1/3

des déplacements dus aux aléas climatiques par rapport à 2022, en partie en raison de la fin du phénomène La Niña et du début du phénomène El Niño

*Peut également inclure les tsunamis

**Inclus les températures extrêmes, les glissements de terrain, l'érosion et l'action des vagues

***Inclus les éruptions volcaniques et les mouvements de terrain

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Situations principales de déplacement

4,7 millions

de personnes déplacées par les tremblements de terre en Turquie et en Syrie, le chiffre le plus élevé lié aux tremblements de terre depuis 2008

2,9 millions

de personnes déplacées par les inondations dans la Corne de l'Afrique après des années de sécheresse

~2/3

de tous les déplacements liés aux incendies de forêt ont été enregistrés au Canada et en Grèce

Les déplacements liés aux catastrophes restent élevés



Déplacements internes liés à des catastrophes en millions

3^{ème}

chiffre le plus élevé au cours de la dernière décennie, malgré une diminution des déplacements dus aux aléas liés au climat

Les déplacements liés aux catastrophes

peuvent toucher n'importe qui, n'importe où

Nous avons enregistré des déplacements liés à des catastrophes dans 148 pays et territoires en 2023, avec des événements significatifs sur six continents. Certains pays à revenu élevé, tels que le Canada et la Nouvelle-Zélande, ont rapporté leurs chiffres les plus élevés jamais enregistrés (voir les «En détail», p. 93 et 65).

Les tremblements de terre et l'activité volcanique ont déclenché autant de déplacements en 2023 qu'au cours des sept années précédentes réunies, en grande partie à cause de graves tremblements de terre qui ont touché la Turquie, la Syrie, les Philippines, l'Afghanistan et le Maroc (voir les «En détail», p. 103, 51 et 79). Après une année record en 2022, les déplacements causés par les aléas liés au climat ont diminué en 2023, en partie en raison de la fin du phénomène La Niña, qui se caractérise par un réchauffement des températures océaniques dans le Pacifique équatorial.

Les inondations et les tempêtes ont toutefois continué à provoquer le plus grand nombre de déplacements, notamment au sud-est de l'Afrique où le cyclone Freddy a provoqué 1,4 million de mouvements dans six pays et territoires (voir «En détail», p. 37). Les incendies de forêt et les sécheresses font de plus en plus partie de la réalité mondiale, mais il est difficile d'obtenir des données globales complètes.

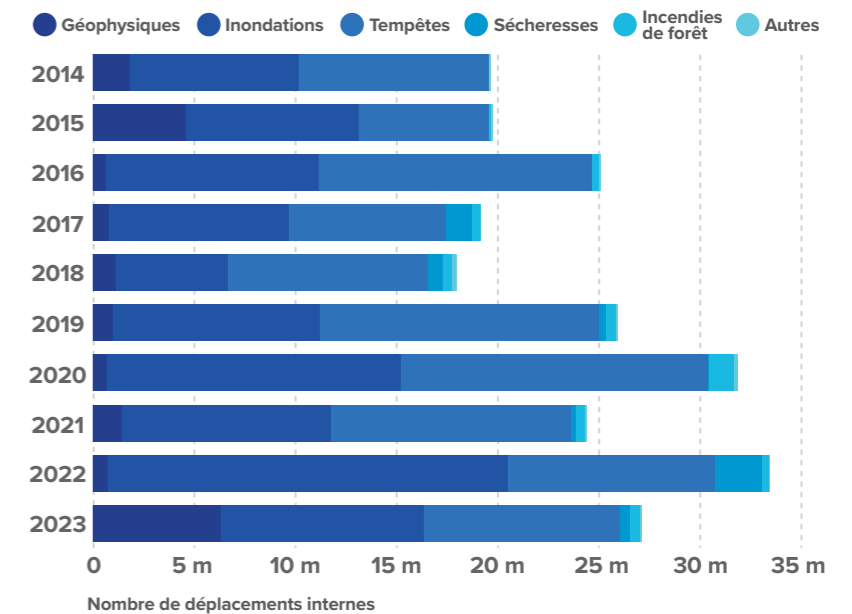
Certains pays à revenu élevé, comme le Canada et la Nouvelle-Zélande, ont enregistré les chiffres les plus élevés de leur histoire.

Toutes les catastrophes liées au climat ne sont pas le résultat du changement climatique, mais celui-ci rend certains aléas plus fréquents et plus intenses. Il rend également les communautés plus vulnérables et le besoin de s'attaquer aux causes sous-jacentes des déplacements plus urgent.

Il est essentiel de disposer de données sur les taux de reconstruction, la durée des déplacements liés aux catastrophes et les distances que les personnes sont obligées de parcourir pour élaborer des plans à long terme visant à réduire les risques que les déplacements font peser sur les communautés. Il est important de collecter des données non seulement pendant les périodes d'urgence liées à une catastrophe, mais aussi tout au long de la période de redressement. Les autorités locales sont souvent les mieux placées pour recueillir des informations détaillées, et les initiatives nationales et internationales de collecte de données devraient leur donner les moyens de le faire.

Les inondations et les tempêtes sont à l'origine de la plupart, mais pas de la totalité, des déplacements liés aux catastrophes

Les tempêtes et les inondations sont systématiquement à l'origine du plus grand nombre de déplacements. Les événements géophysiques majeurs sont également à l'origine d'un grand nombre de déplacements, mais leur fréquence varie considérablement d'une année à l'autre. Les investissements dans les technologies météorologiques et sismologiques peuvent aider à prévoir bon nombre de ces événements.

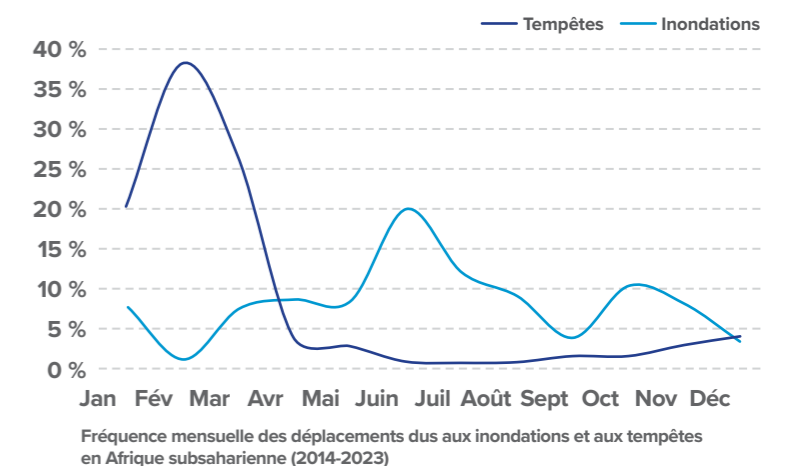


Toutes les catastrophes liées au climat ne sont pas le résultat du changement climatique, mais celui-ci rend certains aléas plus fréquents et plus intenses.

Les catastrophes, telles que les inondations à New Delhi, en Inde, peuvent survenir n'importe où, ce qui rend la préparation essentielle pour tous les pays. © REUTERS/Adnan Abidi

Les déplacements associés aux aléas liés au climat se produisent souvent selon des schémas prévisibles

Lorsque l'on examine la moyenne mensuelle des déplacements provoqués par les tempêtes et les inondations en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie, des schémas reconnaissables se dessinent. La compréhension de ceux-ci peut contribuer à améliorer la préparation, la réponse et la planification du développement à long terme afin de minimiser le risque et l'impact des déplacements.



Les conflits et les catastrophes

se chevauchent souvent, ce qui multiplie les vulnérabilités

Étant donné que les déplacements dans les situations de conflit durent souvent des mois, voire des années, les personnes déplacées risquent davantage d'être confrontées à des difficultés supplémentaires à la suite d'une catastrophe. Tous sauf trois des 45 pays et territoires ayant rapporté des déplacements dus à des conflits l'année dernière ont également rapporté des déplacements dus à des catastrophes.

Les tremblements de terre en Syrie et en Afghanistan ont frappé des régions où vivaient un grand nombre de personnes déjà déplacées par des années de conflit (voir «En détail», p. 51 et 79). En Somalie et au Nigéria, ce sont les inondations qui ont fait rage. Et il y a bien d'autres exemples. Les conflits et la violence peuvent également venir s'ajouter aux catastrophes. Après d'importantes inondations au Soudan du Sud en 2022, des groupes armés non étatiques ont pillé des convois d'aide et perturbé l'acheminement de l'aide aux communautés touchées.

Il n'est pas rare que des cycles de conflits et de catastrophes apparaissent. En 2020, la violence criminelle a explosé en Haïti après des années de dévastations et de déplacements répétés, et largement non résolus, à la suite de tremblements de terre et d'ouragans. Les habitants de Cabo Delgado au Mozambique luttent contre les effets de graves inondations lorsque la violence a éclaté en 2017. Les violences étaient toujours en cours lorsque les cyclones Idai et Kenneth ont frappé en 2019, puis en 2023 lorsque cyclone Freddy a frappé deux fois. Haïti et le Mozambique étaient toujours confrontés aux effets combinés de ces événements.

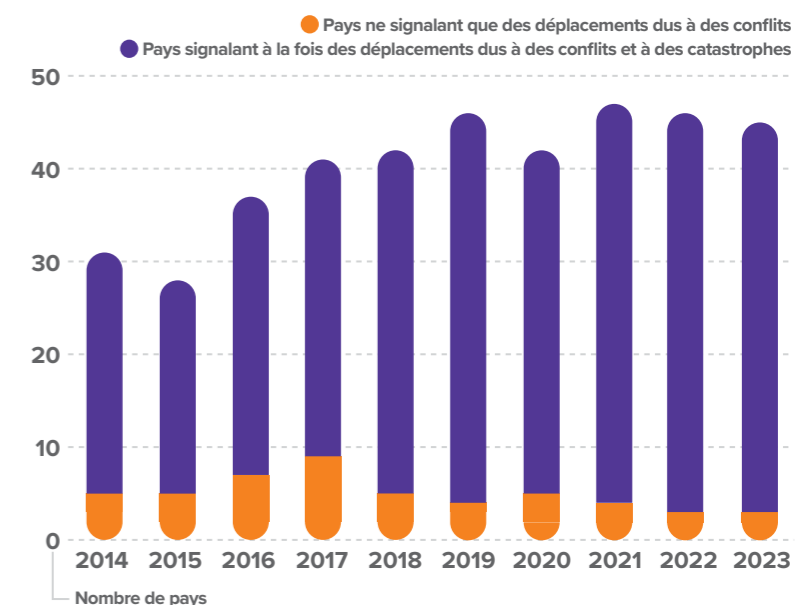
Tous sauf trois des 45 pays et territoires qui ont signalé des déplacements dus à des conflits l'année dernière ont également signalé des déplacements liés à des catastrophes.

Les conflits peuvent également accroître la vulnérabilité au déplacement lié aux catastrophes des personnes non déplacées. Des années de guerre civile en Libye ont limité les investissements dans l'entretien des infrastructures, notamment les barrages qui ont cédé près de la ville de Derna l'année dernière, tuant des milliers de personnes et déplaçant près d'un quart de la population de la ville (voir «En détail», p. 53).

Le succès des efforts déployés pour remédier à ces situations dépend directement de la manière dont nous comprenons la contribution des conflits et des catastrophes au déplacement dans des situations spécifiques. Des données désagrégées indiquant le nombre de fois où des personnes ont été déplacées, par quel élément déclencheur et dans quel ordre peuvent aider les personnes en charge de la réponse et du développement à atténuer l'impact sur les personnes déplacées et les communautés d'accueil.

Les catastrophes s'ajoutent souvent aux défis des pays confrontés à des déplacements de population dus à des conflits

Au cours de la dernière décennie, les pays qui ont enregistré des déplacements dus à des conflits ont souvent également enregistré des déplacements dus à des catastrophes. Cette combinaison complique les efforts visant à répondre aux besoins immédiats des personnes touchées et à les aider à trouver des solutions durables.



Ce graphique n'inclut pas les pays qui rapportent exclusivement des déplacements dus à des catastrophes.

Il n'est pas rare que des cycles de conflits et de catastrophes apparaissent.



En Éthiopie, le conflit et les inondations qui ont suivi des années de sécheresse ont contraint les habitants à se déplacer à de multiples reprises.
© UNICEF/UNI485996/Pouget

70 %

des pays confrontés à la fois à des conflits et à des catastrophes ont un indice de développement humain faible ou moyen.

Aperçus régionaux



Des personnes sauvent des objets dans des maisons détruites à Khan Younis, dans la bande de Gaza, en Palestine. Plus de 60 pour cent des logements de la bande de Gaza ont été endommagés ou détruits à la fin de l'année 2023. Ainsi, même une fois le conflit apaisé, les solutions durables resteront probablement une perspective lointaine pour de nombreuses personnes vivant en situation de déplacement interne.

© Ahmad Hasaballah/Getty Images



Afrique subsaharienne

Enfants déplacés dans le camp de Bulengo, à l'ouest de la ville de Goma, en RDC. Les violences dans la province du Nord-Kivu ont provoqué plus de 821 000 déplacements en l'espace de deux mois, avec de nombreuses personnes fuyant vers la capitale provinciale et ses environs. © UNICEF/UNI418264/Ndebo

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

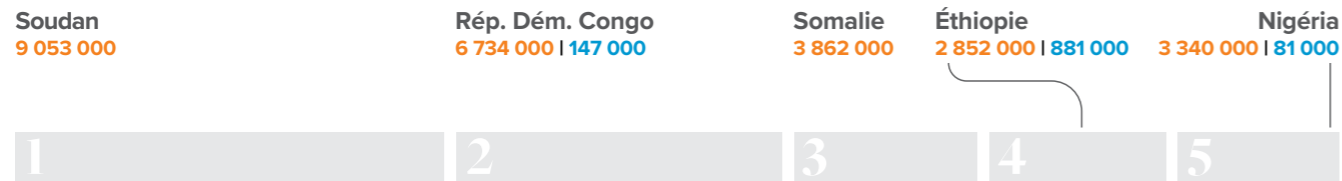
34,8 m
à la fin de l'année 2023

46 %
du total mondial

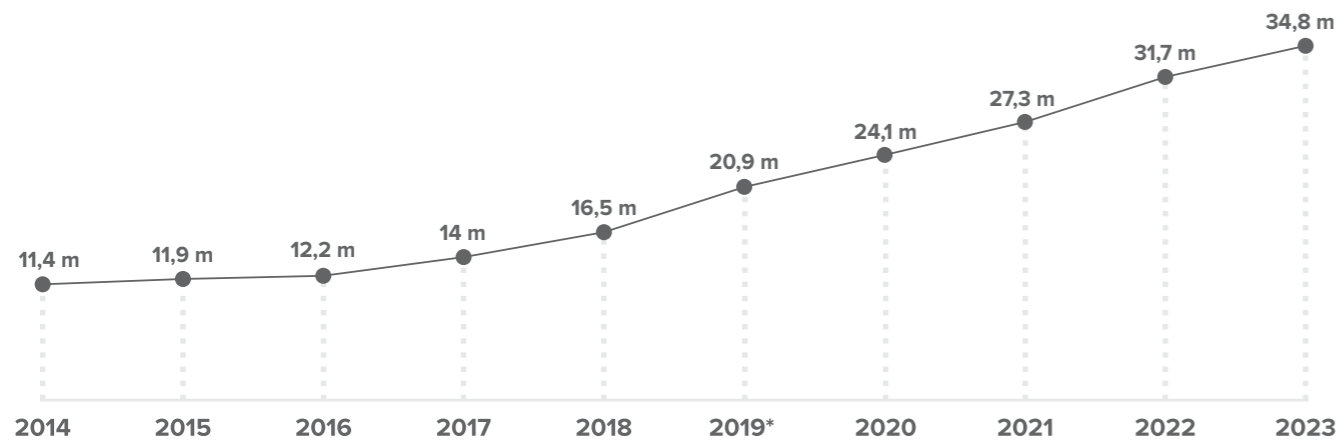
32,5 m
Suite des conflits et de la violence

2,3 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

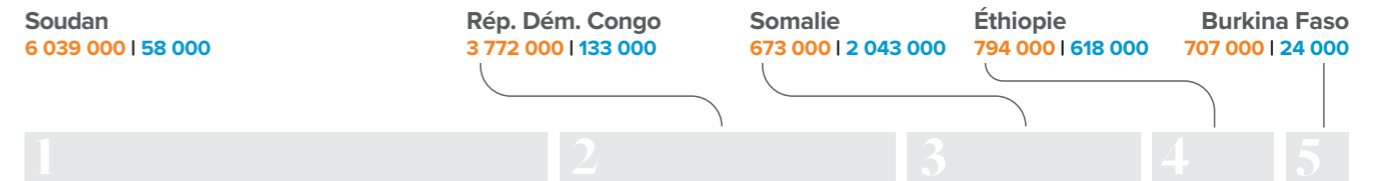
19,5 m
durant 2023

42 %
du total mondial

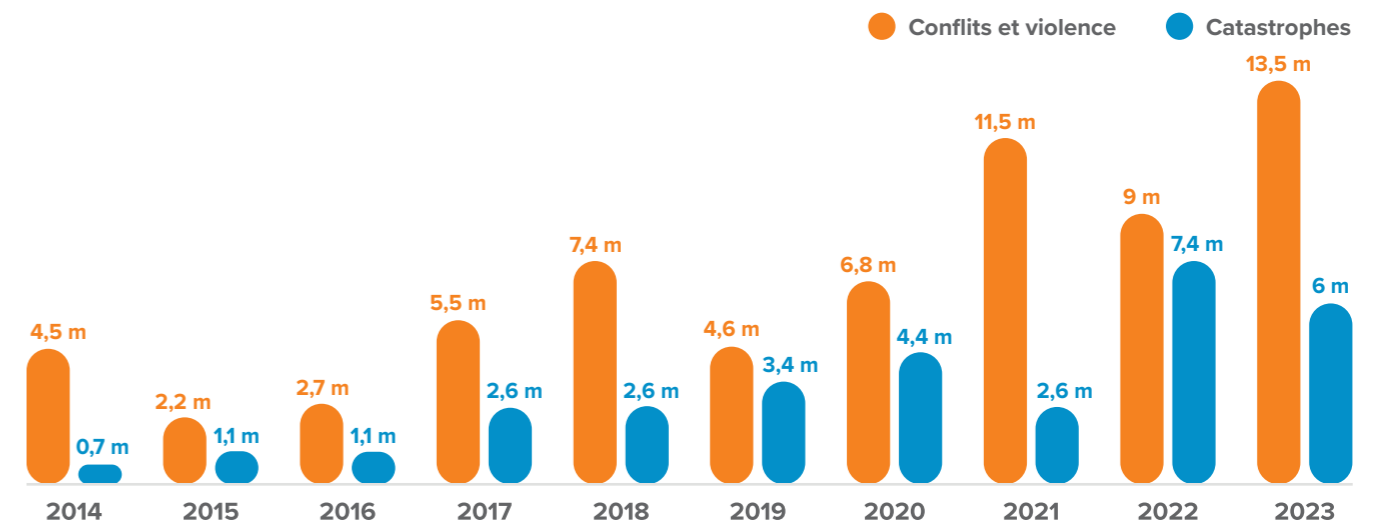
13,5 m
Suite des conflits et de la violence

6 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en millions

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concerne l'Afrique subsaharienne

Afrique subsaharienne

Le nombre de déplacements internes en Afrique subsaharienne a atteint le record de 19,5 millions en 2023, contre 16,5 millions en 2022, soit 42 pour cent du total mondial. Les mouvements dans la région ont augmenté au cours des cinq dernières années.

Les conflits et la violence ont provoqué 13,5 millions de déplacements, le chiffre le plus élevé de ces 15 dernières années. Le Soudan a représenté 45 pour cent de ce total et la République démocratique du Congo (RDC) a enregistré le deuxième chiffre le plus élevé. À eux seuls, ces deux pays représentaient près de la moitié de tous les déplacements liés aux conflits dans le monde en 2023. D'importants déplacements ont également eu lieu dans d'autres pays aux prises avec des conflits prolongés dans la Grande Corne de l'Afrique, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

Les catastrophes ont provoqué six millions de déplacements dans la région, soit le deuxième chiffre le plus élevé depuis le début des relevés en 2008 et près du double de la moyenne de la dernière décennie. Ces déplacements étaient principalement dus à de fortes inondations dans la Corne de l'Afrique qui ont suivi des années de sécheresse. Le cyclone Freddy a été la tempête la plus importante à frapper l'Afrique subsaharienne, et la plupart des déplacements ont été signalés au Malawi et au Mozambique.

Les catastrophes et les conflits sont présentés comme des déclencheurs différents, mais leurs impacts peuvent se chevaucher, conduisant souvent à des déplacements répétés et/ou prolongés. Ensemble, les conflits et les catastrophes ont laissé 34,8 millions de personnes déplacées dans la région à la fin de l'année 2023, soit 46 pour cent du total mondial. Si l'on considère la tendance sur le long terme, le nombre total de personnes déplacées en Afrique subsaharienne a presque triplé depuis 2013.

Conflits et catastrophes se chevauchent dans la Grande Corne de l'Afrique

Les pays de la Grande Corne de l'Afrique ont continué à enregistrer d'importants déplacements en 2023 en raison de

conflits et de catastrophes. Pour certains d'entre eux, les chiffres ont été les plus élevés jamais enregistrés.

Le **Soudan** était responsable de la majeure partie de l'augmentation des déplacements liés au conflit dans la région. Une nouvelle vague de violence qui a débuté à la mi-avril a provoqué six millions de déplacements en 2023, laissant 9,1 millions de personnes en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Ce chiffre est le plus élevé jamais enregistré pour un seul pays dans le monde depuis 2008 (voir « En détail », p. 35).

L'**Éthiopie** a enregistré 794 000 déplacements dus au conflit et à la violence, contre deux millions en 2022. Un accord de paix entre le gouvernement et le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), conclu en novembre 2022, a permis d'améliorer l'accès à l'aide humanitaire et a permis à des centaines de milliers de personnes de rentrer chez elles. Les besoins des personnes déplacées restaient cependant élevés, notamment en matière de nourriture, en partie à cause d'une invasion de criquets en août.¹

Les conflits et la violence ont provoqué 13,5 millions de déplacements dans la région, le chiffre le plus élevé de ces 15 dernières années.

Alors que la situation sécuritaire s'est améliorée dans le Tigré, une nouvelle vague de violence a éclaté dans la région voisine d'Amhara, provoquant environ 407 000 déplacements, soit près de la moitié du total national. Les contraintes d'accès ont toutefois entravé la collecte de données dans la région, ce qui peut avoir influencé la diminution par rapport à 2022. Les principales villes, dont Bahir Dar, la capitale de la région, ont été touchées, ce qui a incité le gouvernement à déclarer un état d'urgence régional de six mois au début du mois d'août.²

Environ 140 000 déplacements ont également été signalés dans la région d'Oromia, principalement en raison des affrontements entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération de l'Oromo.

À la fin de l'année, environ 2,9 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la



Des femmes et des enfants déplacés attendent dans une zone de distribution d'eau dans un camp de déplacés de la région de Gedo en Somalie. La Somalie fait partie des dix pays qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées par les conflits dans le monde.
© Giles Clarke/UNOCHA/Getty Images

violence, ce qui représente une baisse par rapport aux 3,9 millions signalés en 2022. Les chiffres pour le Tigré ont diminué de près de moitié, mais la région abritait encore 949 000 personnes déplacées, soit la plus grande proportion du total du pays. Les régions d'Oromia, de Somali et d'Amhara accueillent également un nombre important de personnes déplacées.

Le nombre de déplacements liés aux conflits enregistré en **Somalie** a augmenté pour la quatrième année consécutive pour atteindre 673 000. Les affrontements entre l'armée nationale du Somaliland et les forces SSC-Khatumo du clan Dhulbahante ont provoqué environ 157 000 mouvements à Laas Aanood, la capitale de la région de Sool, en février et mars, alors que les gens fuyaient vers les zones rurales et cherchaient refuge dans des familles d'accueil. Une autre vague de violence a éclaté dans la même région en mai.³

Des déplacements ont également eu lieu dans les régions centrales de Galgaduug, Mudug et Middle Shabelle, alors que l'armée somalienne réalisait des gains territoriaux dans sa lutte contre Al-Shabaab avec le soutien de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS).⁴ La menace qu'al-Shabaab continuait de faire peser sur la sécurité et la stabilité du pays a toutefois conduit à une extension du mandat de l'ATMIS.⁵

À la fin de l'année, environ 3,9 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de conflits et de violence, ce qui plaçait la Somalie parmi les dix pays qui comptaient le plus grand nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne en raison de conflits.

Le nombre de déplacements liés au conflit enregistré en Somalie a augmenté pour la quatrième année consécutive.

Les attaques d'Al-Shabaab ont également provoqué des déplacements au **Kenya**, en particulier dans les comtés situés le long de la frontière avec la Somalie, notamment Lamu, Garissa, Wajir et Mandera.⁶ Toutefois, les données disponibles sont limitées. Les violences communautaires survenues ailleurs dans le pays représentaient 90 pour cent des 7 700 mouvements enre-

gistrés. La plupart ont eu lieu dans le comté de Samburu au début du mois de mars, lorsque les habitants ont été contraints de fuir vers les villages voisins.⁷

L'Éthiopie, la Somalie et le Kenya ont également subi de graves inondations en 2023. Causées en grande partie par l'apparition d'El Niño, ces inondations ont provoqué 2,9 millions de déplacements, soit près d'un tiers de tous les déplacements causés par les inondations dans le monde. Celles-ci ont été précédées par six échecs consécutifs de la saison des pluies attribués à La Niña. Ces événements ont affecté les moyens de subsistance pastoraux et agricoles dans les trois pays et ont alimenté une crise de la sécurité alimentaire, y compris parmi les personnes en situation de déplacement interne.⁸

La sécheresse a provoqué 331 000 déplacements en **Somalie** au début de l'année, principalement dans les régions de Bay, Gedo et Lower Shabelle au sud du pays. Lorsque le phénomène El Niño s'est installé, les fortes précipitations des saisons des pluies Gu et Deyr, respectivement d'avril à juin et d'octobre à décembre, ont provoqué de graves inondations dans tout le pays, entraînant un total de 1,7 million de déplacements.⁹

L'Éthiopie, la Somalie et le Kenya ont subi de graves inondations, alimentées en grande partie par l'apparition d'El Niño.

Les inondations du Deyr ont perturbé les efforts d'aide humanitaire et ont poussé le gouvernement fédéral à déclarer une situation d'urgence dans les États de Galmudug, Hirshabelle, Puntland et Sud-Ouest. Certains sites accueillant des personnes déplacées ont été inondés à Galmudug, entraînant de nouveaux déplacements de population.¹⁰ Environ 85 pour cent de la ville de Beledweyne s'est retrouvée sous les eaux en mai, ce qui a provoqué le déplacement de 260 000 personnes.¹¹ Des déplacements dus aux inondations ont lieu dans cette ville presque chaque année, ce qui a progressivement érodé la résilience des personnes touchées.¹²

La sécheresse et les inondations ont provoqué deux millions de déplacements en Somalie en 2023, le nombre le plus élevé de déplacements dus à des catastrophes pour le pays. En raison du manque

de données, il n'a pas été possible d'estimer le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne à la suite de catastrophes à la fin de l'année 2023.

Le **Kenya** a également enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes, avec 641 000 personnes. Les inondations soudaines ont particulièrement touché les comtés de Mandera et de Wajir, au nord-est, et le comté de Garissa, à l'est.¹³ D'importantes inondations ont également eu lieu dans le comté de Turkana, au nord-ouest du pays, où les réfugiés vivant dans le camp de Kakuma ont été touchés.¹⁴

Les inondations ont provoqué 550 000 déplacements en **Éthiopie**. La plupart ont eu lieu pendant le Deyr dans les régions du sud et du sud-est, où les précipitations ont été supérieures de 300 pour cent à la moyenne.¹⁵ La région Somali a été l'une des plus touchées, mais des déplacements ont également eu lieu dans les régions d'Éthiopie du Sud, Éthiopie du sud-ouest, Oromia, Afar, Amhara et Gambela. Les inondations ont également empiré une épidémie de choléra, y compris parmi les personnes déplacées, en particulier dans les régions d'Amhara et de Somali.¹⁶

D'importants déplacements dus aux inondations ont également eu lieu dans les pays situés le long du bassin du Nil blanc, bien qu'à une moindre échelle. Le conflit au **Soudan** a entravé la collecte de données, ce qui signifie que les 58 000 mouvements enregistrés sont probablement un chiffre conservateur. Le chevauchement des déplacements dus aux catastrophes et aux conflits a été évident dans l'état du Nil, qui a enregistré la plus grande part des déplacements dus aux inondations du pays tout en accueillant le deuxième plus grand nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence.

Dans l'état du Darfour du Sud, qui abrite le plus grand nombre de personnes déplacées par les conflits et la violence et est le deuxième plus touché par les catastrophes, les inondations ont frappé des personnes qui avaient déjà fui le conflit, les obligeant à se déplacer à nouveau.¹⁷ Là aussi, les inondations ont aggravé une épidémie de choléra.¹⁸

Après d'importantes inondations en 2022, le **Soudan du Sud** a enregistré une forte baisse des déplacements dus aux catastrophes en 2023, pour atteindre 167 000, soit le chiffre le plus bas depuis 2018. La



Une famille se déplace le long d'une route endommagée par les inondations dans le comté de Garissa, au Kenya. Les inondations et les crues soudaines dans l'est et le nord-est du pays ont contribué aux chiffres les plus élevés jamais enregistrés en matière de déplacements liés à des catastrophes.
© Luis Tato/AFP/Getty Images



Personnes déplacées dans le camp de Rusayo au Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. La RDC fait partie des deux pays les plus touchés par les déplacements liés aux conflits dans le monde depuis 2016.
© UNICEF/UNI418238/Ndebo

plupart de ces déplacements ont eu lieu dans les états d'Unity et de Jonglei, où le conflit et la violence ont également forcé les gens à fuir leur domicile. Les conflits et les catastrophes combinés ont entraîné 450 000 déplacements dans l'ensemble du pays. Un afflux important de réfugiés en provenance du Soudan a également accru les besoins humanitaires.¹⁹

L'Ouganda a signalé plus de 50 000 déplacements dus à des catastrophes, dont plus de la moitié ont eu lieu au cours de la saison des pluies en octobre, laquelle a été accrue par El Niño.²⁰ Ce chiffre est supérieur de 49 pour cent à celui de 2022, mais inférieur à la moyenne de la dernière décennie. Le Rwanda a enregistré son chiffre le plus élevé depuis 2008, avec 70 000 mouvements, soit près de dix fois plus que l'année précédente. Une tempête qui a frappé les régions situées le long du lac Kivu en mai en a causé 38 000. Plus de 18 000 déplacements ont ensuite été enregistrés dans tout le pays pendant la saison des pluies entre octobre et décembre.²¹

L'Afrique centrale reste un foyer de conflit

Le conflit et la violence ont provoqué 3,8 millions de déplacements en RDC en 2023, une légère baisse par rapport au record de 4 millions enregistré en 2022, mais tout de même le deuxième chiffre le plus élevé au monde après le Soudan. Depuis 2016, la RDC fait partie des deux pays les plus touchés par les déplacements liés aux conflits dans le monde.

Un certain nombre de groupes armés non étatiques (GANE), en particulier le Mouvement du 23 mars (M23), les Forces démocratiques alliées (ADF) et la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), ont continué à opérer dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu à l'est du pays, menant des attaques contre les civils, y compris les personnes déplacées.²²

Le gouvernement s'est efforcé de rétablir la paix et la sécurité, notamment à travers le déploiement de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est en novembre 2022.²³ L'Angola et l'Union africaine ont également facilité un cessez-le-feu entre le gouvernement et le M23 en mars 2023, ce qui a entraîné le retrait du groupe de certaines zones et une légère accalmie dans les combats et les déplacements.²⁴ Le cessez-le-feu a été généralement respecté jusqu'en octobre, lorsque les violences ont

repris dans le Nord-Kivu et ont provoqué plus de 821 000 déplacements en l'espace de deux mois.²⁵

La province a enregistré les chiffres les plus élevés en RDC depuis la réapparition du M23 en novembre 2021, et a représenté plus de la moitié du total national des conflits en 2023, avec près de deux millions de mouvements. La plupart ont eu lieu dans les mêmes endroits que les années précédentes, en particulier les territoires de Masisi et de Rutshuru. De nombreuses personnes ont fui vers la capitale provinciale de Goma et ses environs.²⁶

Les tensions pour les terres et les ressources ont alimenté une augmentation du conflit et des déplacements en Ituri, où environ un million de déplacements ont été enregistrés.²⁷ Nombre d'entre eux étaient des mouvements répétés de personnes fuyant les affrontements entre les GANE. La violence a également mis à mal les moyens de subsistance de millions de personnes qui dépendent de l'agriculture de subsistance, aggravant l'insécurité alimentaire dans la province.²⁸ Le Sud-Kivu a enregistré au moins 330 000 mouvements, principalement dus à des affrontements localisés entre GANE.

À la fin de l'année, environ 6,7 millions de personnes étaient déplacées en raison des conflits et de la violence en RDC. Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays, en partie en raison d'une couverture plus large des données. Cinquante-deux pour cent des personnes déplacées se trouvaient dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, où nombre d'entre elles étaient confrontées à d'importants problèmes d'insécurité alimentaire, d'eau, d'assainissement, de santé et d'éducation.²⁹

Les conflits et les violences ont provoqué 3,8 millions de déplacements en RDC en 2023, soit le deuxième chiffre le plus élevé au monde après le Soudan.

Le nombre de déplacements liés au conflit en République centrafricaine a diminué pour la deuxième année consécutive pour atteindre 214 000 grâce à l'amélioration de la situation générale en matière de sécurité.³⁰ Les violences communautaires et les affrontements entre GANE ont particulièrement affecté la préfecture de l'Ouham, dans le nord-ouest du pays, qui a enregistré 75 000 mouvements en 2023.³¹

À la fin de l'année, environ 512 000 personnes étaient déplacées en raison du conflit et de la violence, principalement dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ombella M'Poko et dans la capitale, Bangui. Les besoins humanitaires étaient élevés dans tout le pays, en raison non seulement de la situation de déplacement interne, mais aussi de l'afflux récent de réfugiés en provenance du Soudan.³²

Les conflits et les violences ont provoqué 164 000 déplacements au **Cameroun**, dont 93 000 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et 71 000 dans la région de l'Extrême Nord. Dans cette dernière, la plupart des mouvements ont eu lieu dans les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga, qui bordent le Nigéria et le Tchad. La concentration des déplacements dans ces zones est en partie due au fait que les GANE profitent de la porosité des frontières pour lancer des attaques contre les forces gouvernementales et menacer les civils, ce qui déclenche parfois des mouvements répétés.³³

À la fin de l'année, plus d'un million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison de conflits et de violence, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le Cameroun. Environ 422 000 personnes se trouvaient dans l'Extrême Nord et 284 000 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Environ un quart des personnes déplacées au Tchad sont des Tchadiens qui ont fui la guerre au Soudan et se sont retrouvés en situation de déplacement interne.

Les chiffres des déplacements liés au conflit au **Tchad** ont atteint un niveau record de 118 000 mouvements, soit une augmentation de 48 pour cent par rapport à 2022. La plupart de ces déplacements ont eu lieu dans la province du Lac, où le conflit de longue date qui affecte le bassin du lac Tchad a continué à déraciner la population. Là aussi, les GANE ont traversé les frontières avec le Cameroun et le Nigéria et ont mené des attaques, des enlèvements et des extorsions, et intimidant les communautés. Certaines personnes ont été contraintes de fuir à plusieurs reprises au cours de l'année.³⁴

Les violences communautaires ont également connu une forte montée dans la province du Logone Oriental, provoquant 26 000 déplacements dans les départements de Nya Pendé, Monts de Lam et Pendé entre avril et mai. Plus d'un millier de maisons ont été brûlées, prolongeant la situation critique des personnes contraintes de fuir.³⁵

Le nombre de personnes déplacées en raison de conflits et de violences a atteint le chiffre record de 452 000 à la fin de l'année. Plus de la moitié d'entre elles vivaient un déplacement prolongé dans la province de Lac, et environ un quart étaient des ressortissants tchadiens qui fuyaient la guerre au Soudan et se trouvaient dans une situation de déplacement interne.³⁶

Les pays d'Afrique centrale n'ont pas enregistré de déplacements importants liés à des catastrophes en 2023, à l'exception notable de la **République du Congo**. Le pays a enregistré l'un des chiffres les plus élevés de son histoire, avec 159 000 mouvements, soit près de quatre fois plus qu'en 2022. Ces déplacements ont été le résultat des pires inondations que le pays ait connues depuis 1961, et ont eu lieu dans les derniers jours de l'année près de la capitale, Brazzaville, et dans des départements tels que Cuvette, Likouala, Plateaux et Sangha.³⁷

Un débordement de violence et de déplacements en Afrique de l'Ouest

Les pays du Sahel central, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ont généralement connu une augmentation des déplacements liés aux conflits et à la violence au cours des cinq dernières années, les GANE ayant profité de la porosité des frontières pour étendre leurs gains territoriaux et économiques, ce qui a poussé les gens à fuir.³⁸

En 2023, le déplacement a eu lieu dans le contexte d'un changement significatif dans les dynamiques de sécurité dans la région. Le gouvernement malien a demandé à l'opération de maintien de la paix des Nations unies dans le pays de se retirer en juin.³⁹ Au Niger, l'armée a pris le pouvoir en juillet et a mis fin à la présence des troupes françaises, qui ont commencé à se retirer en octobre.⁴⁰ Les gouvernements des trois pays ont alors conclu un nouveau pacte militaire, connu sous le nom



Camp de déplacés à Metche au Tchad. Les chiffres des déplacements liés au conflit au Tchad ont atteint un niveau record de 118 000 mouvements, soit une augmentation de 48 pour cent par rapport aux nombres enregistrés en 2022. © Abdulmonam Eassa/Getty Images

d'Alliance des États du Sahel, et ont cherché d'autres soutiens étrangers pour leurs opérations de lutte contre les insurrections des GANE.⁴¹ Ces pays se sont également retirés de la force du G5 Sahel, une initiative de sécurité régionale établie en 2014, ce qui a conduit à sa dissolution.⁴²

Le **Burkina Faso** a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés au conflit dans l'Afrique de l'Ouest, avec 707 000 personnes, soit une augmentation de 61 pour cent par rapport à 2022 et le chiffre le plus élevé depuis l'intensification du conflit en 2019. Des déplacements ont été signalés dans toutes les régions, résultat d'une augmentation des combats entre les forces gouvernementales et plusieurs GANE, en particulier Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affilié à Al-Qaïda, et l'État islamique au Sahel, qui opèrent dans la région du Liptako-Gourma, le long de la frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.⁴³

La plupart des déplacements ont eu lieu dans les régions du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun au nord du pays, où les GANE ont continué à exercer un contrôle sur les populations locales, notamment en limitant leurs mouvements.⁴⁴ Dans la région du Sahel, par exemple, le nombre de communes sous blocus a doublé en 2023, perturbant les marchés et augmentant l'insécurité alimentaire et la malnutrition. À Djibo, où vivent 300 000 personnes, un grand nombre d'entre elles étaient confrontées à de l'insécurité alimentaire, avec des populations en urgence, voire en catastrophe.⁴⁵

Le Burkina Faso a enregistré 707 000 déplacements liés au conflit, soit le chiffre le plus élevé d'Afrique de l'Ouest et le plus important depuis la montée du conflit en 2019.

Près de 2,1 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violences en mars, lorsque les dernières données ont été disponibles. Il s'agit d'une augmentation de 268 pour cent par rapport à 2019, mais il est presque certain qu'il s'agit d'une sous-estimation étant donné que la violence et les nouveaux déplacements se sont poursuivis pendant le reste de l'année.

Le **Niger** a enregistré 181 000 déplacements liés au conflit en 2023, le chiffre le plus élevé depuis que les données sont devenues disponibles en 2015. Comme les années précédentes, la plupart ont eu lieu dans les régions de Diffa, dans le bassin du lac Tchad, et de Tillabéri, dans la région occidentale du Liptako-Gourma.

Plusieurs GANE ont continué à déraciner des personnes dans les régions de Diffa, près de la frontière avec le Nigéria et le Tchad, provoquant plus de 44 000 déplacements.⁴⁶ Les attaques des GANE à Tillabéri, qui se sont multipliées dans les semaines qui ont suivi la prise du pouvoir par les militaires, ont entraîné environ 104 000 déplacements. Les sanctions internationales et régionales, la fermeture des frontières et les restrictions d'accès imposées par les autorités de facto dans certaines régions ont empêché d'atteindre de nombreuses personnes dans le besoin, y compris les personnes déplacées.⁴⁷ À la fin de l'année, quelque 347 000 personnes étaient déplacées en raison du conflit et de la violence, un chiffre qu'il convient de considérer comme conservateur.

Les conflits et les violences ont provoqué 152 000 déplacements au **Mali** en 2023, un chiffre similaire à celui de l'année précédente mais qui doit être considéré comme conservateur car les restrictions d'accès ont entravé la collecte de données dans de nombreuses régions. L'insécurité croissante a incité les forces de maintien de la paix de l'ONU à accélérer leur retrait.⁴⁸ Peu après, les combats se sont intensifiés entre les forces gouvernementales et les GANE, dont certains étaient signataires de l'accord de paix de 2015.⁴⁹ Cela a conduit à une montée significative de la violence, en particulier dans les régions du centre et du nord tels que Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou en septembre et octobre.

La violence criminelle et communautaire a déclenché près des trois quarts des 291 000 déplacements liés au conflit au Nigeria.

À la fin de l'année, environ 344 000 personnes étaient déplacées en raison de conflits et de violences, ce qui représente une légère diminution par rapport au chiffre de 2022. Les personnes déplacées étaient confrontées à des besoins plus importants que les

personnes non déplacées. Nombre d'entre elles avaient perdu leurs revenus à la suite de leur déplacement, ce qui a entravé leur capacité à subvenir à leurs besoins.⁵⁰

La violence et les déplacements dans le Sahel central se sont également étendus aux pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, en particulier au Togo et au Bénin.⁵¹ Le **Togo** a enregistré environ 12 000 mouvements, soit plus de cinq fois plus qu'en 2022. La plupart ont eu lieu dans la région de Savanes, au nord du pays, où de nombreuses personnes déplacées n'ont pas pu retourner en raison de l'insécurité et des munitions non explosées. À la fin de l'année, environ 18 000 personnes étaient déplacées en raison du conflit et de la violence, ce qui a incité le gouvernement à demander un soutien accru à ses partenaires humanitaires.⁵²

Le **Bénin** a enregistré 6 500 déplacements dus aux conflits et à la violence, soit cinq fois plus qu'en 2022, laissant 8 800 personnes déplacées à la fin de l'année.

Le **Nigéria** a de nouveau été l'un des pays d'Afrique de l'Ouest à enregistrer le plus grand nombre de déplacements liés à des conflits, soit 291 000, ce qui représente presque le double du chiffre de 2022. Cette augmentation est en partie due à une collecte de données plus complète, mais aussi au prolongement du conflit dans les états d'Adamawa, de Borno et de Yobe, dans le nord-est du pays, où opèrent divers GANE. Le nombre d'attaques contre les installations militaires et gouvernementales a diminué à Borno, mais les affrontements entre GANE et les attaques contre les civils se sont poursuivis et, dans certaines régions, se sont intensifiés.⁵³

Il y a dix ans, la plupart des déplacements au Nigéria étaient associés au conflit armé, en particulier dans le nord-est, mais en 2023, près des trois quarts ont été déclenchés par des violences criminelles et communautaires, y compris des affrontements entre éleveurs et agriculteurs, dans les États du nord-ouest.⁵⁴

Le gouvernement a repris son plan de fermeture des camps de déplacés et, bien que certaines personnes déplacées aient pu rentrer chez elles ou se relocaliser, l'offre de services de base et la sécurité n'ont pas toujours été propices à des solutions durables.⁵⁵ L'insécurité s'est aussi parfois superposée aux catastrophes, entravant l'accès des personnes déplacées à l'aide humanitaire.⁵⁶ Les inondations

ont provoqué 166 000 déplacements en 2023, ce qui représente une forte baisse par rapport aux 2,4 millions enregistrés en 2022, mais qui correspond à la moyenne de la dernière décennie.

À la fin de l'année, environ 3,3 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence, dont la moitié dans l'État de Borno. Il s'agit d'une légère baisse par rapport aux 3,6 millions de personnes en 2022, mais le Nigéria figure toujours parmi les dix pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées au monde.

La persistance des conflits et des violences a entravé la collecte de données sur les déplacements dus aux catastrophes dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Ces données sont rares depuis 2021, principalement en raison des contraintes d'accès et du fait que les gouvernements et leurs partenaires humanitaires concentrent leurs efforts dans la collecte de données visant la réponse aux conflits.

Catastrophes liées au climat et déplacement en Afrique australe

Le **Mozambique** est le seul pays d'Afrique subsaharienne à avoir enregistré une réduction significative des déplacements liés aux conflits en 2023, avec 41 000 mouvements, soit une baisse de 86 pour cent par rapport à 2022 et le chiffre le plus bas depuis 2020. Les forces gouvernementales, soutenues par la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique (SAMIM) et les forces de défense rwandaises, ont amélioré la sécurité dans de nombreuses zones de la province de Cabo Delgado.⁵⁷ De nombreuses personnes déplacées ont ainsi pu rentrer chez elles, laissant 592 000 personnes en situation de déplacement interne à la fin de l'année, contre un million en 2022. Toutefois, cette tendance s'est interrompue au début de l'année 2024, lorsque la violence s'est ravivée dans la province.⁵⁸

À l'inverse, le pays a enregistré le nombre le plus élevé de déplacements liés à des catastrophes depuis 2008 lorsque les données sont devenues disponibles, soit 655 000. Le cyclone Freddy en a provoqué environ 640 000, affectant dans certains cas des foyers déjà déplacés par la violence.⁵⁹

Freddy a été le cyclone tropical avec la plus longue durée dans le monde. Il a touché terre à deux reprises au Mozambique, le 24 février à Inhambane et le 12 mars à Zambezia. Il a frappé pendant la saison des récoltes, obligeant les agriculteurs à replanter leurs cultures, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire. Il a touché 8 des 10 provinces du pays et détruit plus de 129 000 maisons.⁶⁰

Le Mozambique est le seul pays de la région à avoir enregistré une réduction significative des déplacements dus aux conflits, mais il a également enregistré le plus grand nombre de déplacements liés aux catastrophes.

Malgré les dégâts et les destructions, les évacuations préventives ont permis de sauver des vies par rapport aux cyclones précédents d'intensité similaire. Tirant des leçons des catastrophes précédentes, le gouvernement a mis au point des systèmes d'alerte précoce et des protocoles d'évacuation. Une meilleure technologie a permis d'identifier les zones à risque, les itinéraires d'évacuation et les zones sécuritaires, tandis qu'une approche communautaire et multilingue a amélioré la diffusion de l'information. Le gouvernement a également inauguré un système de radar quelques mois après le passage de Freddy, afin d'améliorer ses capacités d'identification des risques et d'alerte précoce.⁶¹

La tempête a également provoqué 659 000 déplacements au **Malawi** voisin, le chiffre le plus élevé de déplacements dus à une catastrophe pour ce pays depuis que les données sont disponibles en 2009 (voir «En détail», p. 37). **Madagascar**, qui avait subi d'importants dégâts en 2022 à la suite de plusieurs tempêtes consécutives, a également été touchée. Freddy a touché terre dans le pays le 21 février, provoquant près de 63 000 déplacements, soit le deuxième chiffre le plus élevé dû à une catastrophe pour le pays depuis 2018. Près de la moitié ont été enregistrés à Atsimo-Andrefana, dans la province de Toliara, au sud-est du Madagascar. Les autorités chargées de la gestion des risques de catastrophe ont évacué au moins 7 000 personnes des régions côtières qui avaient déjà été frappées par les cyclones Batsirai et Emnati en 2022.⁶²



Inondations causées par le cyclone Freddy dans la province de Zambezia, au Mozambique. La tempête a provoqué environ 640 000 déplacements dans le pays, affectant dans certains cas des ménages déjà déplacés par la violence.

© UNICEF/UN0801711/Zuniga

À la fin de l'année, Freddy avait laissé quelque 26 000 personnes déplacées, mais comme cette information n'était pas disponible dans les six pays et territoires affectés, ce chiffre doit être considéré comme très conservateur.

L'augmentation de la collecte de données ailleurs en Afrique australe a permis de brosser un portrait plus clair des déplacements dus aux catastrophes dans d'autres pays. Plus de 79 000 mouvements ont été enregistrés en **Angola**, dont 36 000 ont été déclenchés par une tempête dans la province côtière de Cuanza-Sul à la mi-décembre.⁶³ De fortes pluies et des inondations ont provoqué 6 800 mouvements supplémentaires à Malanje au début du mois de novembre.⁶⁴ D'autres catastrophes de moindre ampleur survenues tout au long de l'année ont été à l'origine des autres déplacements.

Le cyclone Freddy a laissé environ 26 000 personnes déplacées à la fin de l'année, un chiffre très conservateur.

En **Afrique du Sud**, des inondations au Cap ont provoqué plus de 9 100 déplacements en septembre, soit près de la moitié du nombre de déplacements liés aux catastrophes pour le pays.⁶⁵ La province du KwaZulu Natal, qui avait enregistré un nombre record de déplacements dus aux inondations en avril 2022, a de nouveau été touchée en décembre 2023, mais les inondations n'ont déclenché que 4 700 déplacements, soit près de dix fois moins que l'année précédente.⁶⁶ Le nombre de déplacements dus à des catastrophes dans l'ensemble du pays a également diminué par rapport à 2022, mais les 20 000 mouvements enregistrés reste le deuxième chiffre le plus élevé de la décennie.

En détail – Soudan

Le conflit provoque plus de déplacements que les dernières 14 années combinées

Les combats entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (RSF) ont éclaté le 15 avril 2023, plongeant le Soudan dans la plus grande crise de déplacement interne depuis 2009, année à laquelle les données ont été disponibles pour la première fois. Le conflit a provoqué 6 millions de déplacements au cours de l'année, soit plus que les 14 années précédentes réunies. Il a laissé 9,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays à la fin de l'année, faisant du Soudan le pays comptant le plus grand nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne au monde.

Malgré l'empreinte nationale du conflit, près des deux tiers des déplacements internes enregistrés en 2023 provenaient de l'État de Khartoum. Plus de 39 pour cent des habitants de cet État ont été contraints de fuir, vidant des quartiers entiers. La plupart des personnes déplacées se sont abritées chez des familles d'accueil dans d'autres zones urbaines, tandis que les réfugiés, principalement originaires du Soudan du Sud, d'Érythrée et d'Éthiopie, ont dû s'installer dans des camps déjà surpeuplés.⁶⁷

Avec l'expansion du conflit, de nombreuses personnes déplacées ont été contraintes de fuir à nouveau.⁶⁸ Ce fut le cas dans l'État d'Al Jazira, où le conflit s'est étendu en décembre, entraînant 327 000 déplacements, dont plusieurs étaient des mouvements secondaires de personnes ayant déjà fui Khartoum.⁶⁹ D'autres personnes déplacées se sont installées dans des zones rurales tout au long de l'année, et ont eu besoin d'aide humanitaire pour trouver des moyens de subsistance alternatifs et pour accéder à des services de base.⁷⁰

La plupart des autres déplacements en 2023 ont été enregistrés au Darfour, une région historiquement affectée par les conflits et le déplacement. Il y a 20 ans, les prédécesseurs de la RSF, les Janjawids, ont mené des attaques à grande échelle dans la région, ciblant les civils selon des critères ethniques, ce qui a entraîné des déplacements importants.⁷¹ Des tensions

communautaires de longue date se sont ravivées lors des violences de 2023, et certains camps accueillant des personnes déplacées ont même été pris pour cible, ce qui a provoqué d'autres déplacements secondaires.⁷² L'intensification du conflit a également déclenché plus de 616 000 mouvements transfrontaliers vers le Tchad.⁷³

La destruction d'infrastructures essentielles étant concentrée dans les centres urbains, elle a eu des répercussions importantes sur l'accès des personnes déplacées aux services de base et aux moyens de subsistance. La plupart devaient s'en remettre à elles-mêmes pour subvenir à leurs besoins. Entre 70 et 80 pour cent des hôpitaux dans les zones touchées par le conflit ont cessé de fonctionner, laissant près de deux tiers de la population sans services de santé, entravant la réponse à une épidémie de choléra.⁷⁴ La saison des pluies entre mai et octobre a rendu la situation encore plus complexe, car les inondations ont touché des camps abritant des personnes qui avaient déjà fui le conflit, en particulier dans les états du Nil et du Darfour du Sud.⁷⁵

L'insécurité alimentaire est également devenue un défi majeur, car les marchés, les chaînes d'approvisionnement alimentaire et l'agriculture ont été perturbés, ce qui a entraîné un grave déclin économique. À la fin de l'année, 37 pour cent de la population était en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Le Darfour-Occidental est l'État du pays qui compte à la fois le plus grand nombre de personnes déplacées et le taux le plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë.⁷⁶

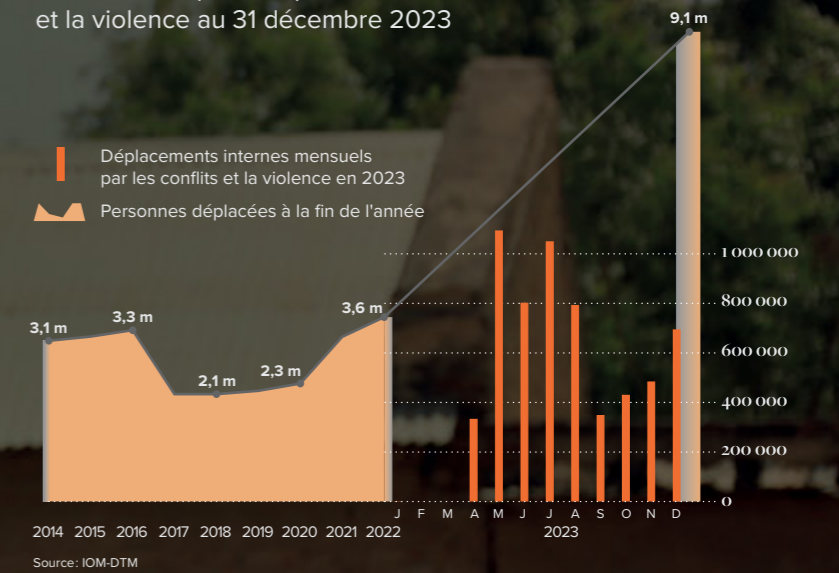
Le conflit et l'insécurité alimentaire ont eu un impact particulièrement lourd sur les enfants déplacés. En novembre, le taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans était le plus élevé au monde. Le Soudan était considéré comme le pays avec le plus grand nombre d'enfants déplacés au monde. On estimait que 7 600 enfants étaient contraints de fuir chaque jour.⁷⁷ De nombreux établissements scolaires étant fermés, 19 millions

d'enfants n'avaient plus accès à l'éducation et étaient exposés au recrutement par des groupes armés, à l'exploitation et à la violence basée sur le genre.⁷⁸

La crise humanitaire et de déplacement qui continue de s'aggraver dans le pays était l'une des plus négligées au monde en 2023.⁷⁹ Les contraintes d'accès ont également persisté, empêchant les humanitaires de répondre aux besoins croissants des personnes déplacées.⁸⁰ À la fin de l'année, la médiation internationale visant à mettre fin aux hostilités n'avait pas abouti et la violence et les déplacements se poursuivaient sans relâche, laissant près de 20 pour cent de la population soudanaise en situation de déplacement interne.⁸¹

9,1 millions

Personnes déplacées par les conflits et la violence au 31 décembre 2023



Des élèves dans une école pour enfants déplacés dans le Kordofan du Sud, au Soudan. Le conflit a laissé 9,1 millions de personnes en situation de déplacement à la fin de l'année, soit le nombre le plus élevé au monde. © Rawan Kara/NRC

En détail – Malawi

Le cyclone Freddy met à l'épreuve la gestion des risques de catastrophes

Le cyclone tropical Freddy s'est formé dans l'océan Indien le 5 février 2023 et a maintenu des conditions cycloniques jusqu'à son arrivée au Malawi le 14 mars, ce qui en fit l'un des cyclones les plus longs jamais enregistrés au monde.⁹² Il a également été exceptionnel en termes d'intensité, devenant la troisième tempête la plus meurtrière jamais enregistrée dans l'hémisphère sud.⁹³ Freddy a provoqué 1,4 million de déplacements internes dans six pays et territoires du sud-est de l'Afrique, soit deux fois plus que le cyclone Idai en 2019. Plus de 659 000 ont été enregistrés au Malawi, le chiffre le plus élevé depuis 2009 lorsque les données sur le déplacement sont devenues disponibles pour le pays.

Le Département du changement climatique et des services météorologiques du Malawi a activé ses protocoles d'alerte précoce une semaine avant l'arrivée de la tempête, informant les communautés à risque en les encourageant à se mettre à l'abri, à se déplacer en altitude et à éviter les bassins fluviaux. Ces mesures ont permis à certaines communautés d'utiliser le déplacement comme stratégie de survie, mais l'impact du cyclone a dépassé les capacités d'adaptation de nombreuses personnes qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance.⁸⁴

Des déplacements ont été signalés dans la région sud, en particulier dans les districts de Nsanje, Mulanje, Phalombe, Chikwawa, Zomba et Blantyre. La plupart ont eu lieu dans les deux premiers districts, qui se remettaient encore des impacts de la tempête tropicale Ana et du cyclone Gombe de 2022.⁸⁵ Les routes, les ponts et les réseaux électriques de ces zones essentiellement rurales ont été gravement endommagés. Ceci a entravé l'acheminement de la nourriture et d'autres types d'aide aux communautés éloignées, dont certaines ont dû être desservies par hélicoptère.⁸⁶ Les dégâts et les pertes agricoles ont été moins importants qu'anticipé, mais le cyclone a tout de même contribué à aggraver l'insécurité alimentaire.⁸⁷

Moins de déplacements ont été enregistrés à Blantyre, mais les glissements de terrain ont fait plus de décès. Après des semaines de fortes pluies, Freddy a provoqué des défaillances structurelles du sol et des bâtiments fragiles sur les pentes de la zone urbaine de Blantyre, détruisant des logements et empêchant le retour des personnes déplacées. La déforestation et la construction d'habitations informelles sur les espaces en pente ont augmenté le risque de glissements de terrain, ce qui n'avait pas été envisagé dans la stratégie de gestion des risques de catastrophes du Malawi, qui se concentrait davantage sur la prévention des inondations et la réduction des risques.⁸⁸

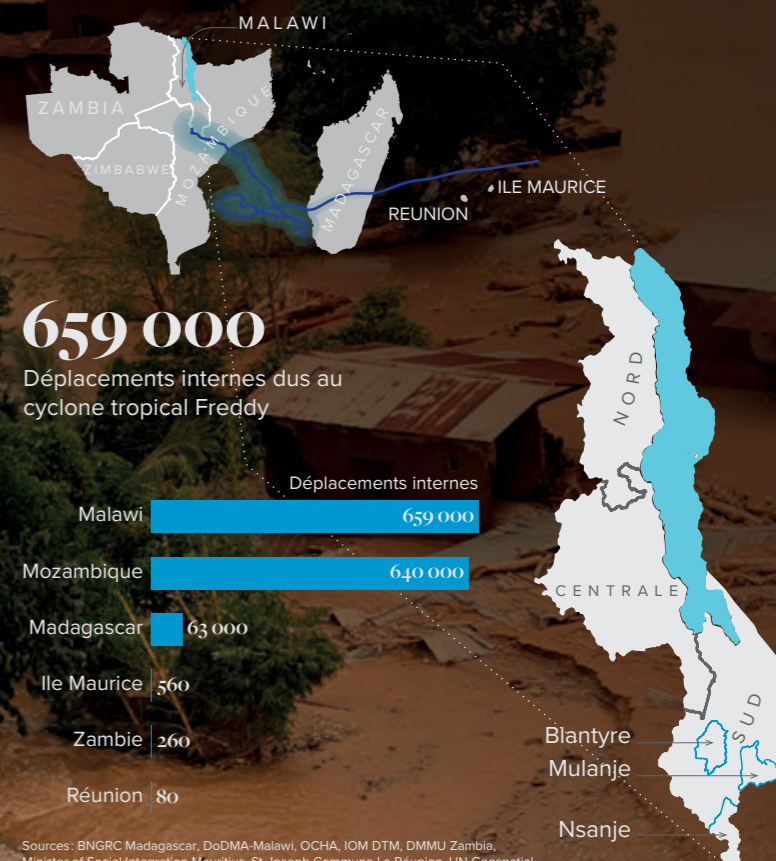
Des centaines de milliers de maisons ayant été endommagées ou détruites, les autorités ont dû établir des camps d'urgence. La plupart avaient été démantelés à la mi-octobre, mais on estimait à 26 000 le nombre de personnes vivant encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année. Le gouvernement, en collaboration avec des organisations internationales, a soutenu le retour ou la relocalisation des personnes déplacées en leur fournissant une aide financière et des articles non alimentaires.⁸⁹

Les effets de Freddy ont été à bien des égards exceptionnels, mais les aléas météorologiques ont régulièrement touché le Malawi ces dernières années. Ceci avait incité le gouvernement à redoubler d'efforts pour renforcer la résilience nationale et réduire les risques de déplacement dû aux catastrophes. En termes de cadres juridiques et politiques, le pays a adopté la loi sur la gestion des risques de catastrophes un mois après le passage de Freddy. Celle-ci met davantage l'accent sur l'alerte précoce, la prévention et la réduction des risques, ainsi que sur la réponse et le rétablissement.⁹⁰

La loi a également mis à jour les plans de gestion des risques de catastrophes, en attribuant des rôles et des responsabilités pour la réalisation d'une évaluation des risques multi-aléas. Celle-ci permettrait

de mieux informer la reconstruction dans les zones les plus fréquemment touchées par les catastrophes et, le cas échéant, de reloger les personnes dans des zones plus sûres. La loi détaille également le processus d'évacuation préventive, y compris la durée maximale pour les camps d'urgence. Cela devrait permettre un meilleur suivi de la durée des déplacements internes.⁹¹

Ces initiatives arrivent à point nommé étant donné les projections suggérant que la fréquence et l'intensité des cyclones devraient augmenter dans la région.⁹² Une plus grande collaboration régionale par le biais du partage de données et de l'assistance technique pourrait améliorer la gestion des risques de catastrophe et les réponses aux déplacements.



Des personnes traversent une zone inondée à Muloza, au Malawi, après le passage du cyclone tropical Freddy. Les impacts exceptionnels de la tempête montrent l'importance pour le gouvernement de poursuivre ses efforts pour renforcer la résilience et réduire le risque de déplacement en cas de catastrophe. © Reuters/Esra Alexander



Moyen-Orient et Afrique du Nord

Une mère et ses enfants au camp d'Al Sha'ab à Aden, au Yémen. Le nombre de déplacements liés au conflit au Yémen a été le plus bas de la décennie, mais les personnes déplacées continuent de faire face à des pénuries de nourriture et d'abris.
© UNICEF/UN0793388/Bin Hayan - YPN

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

15,3 m
à la fin de l'année 2023

20 %
du total mondial

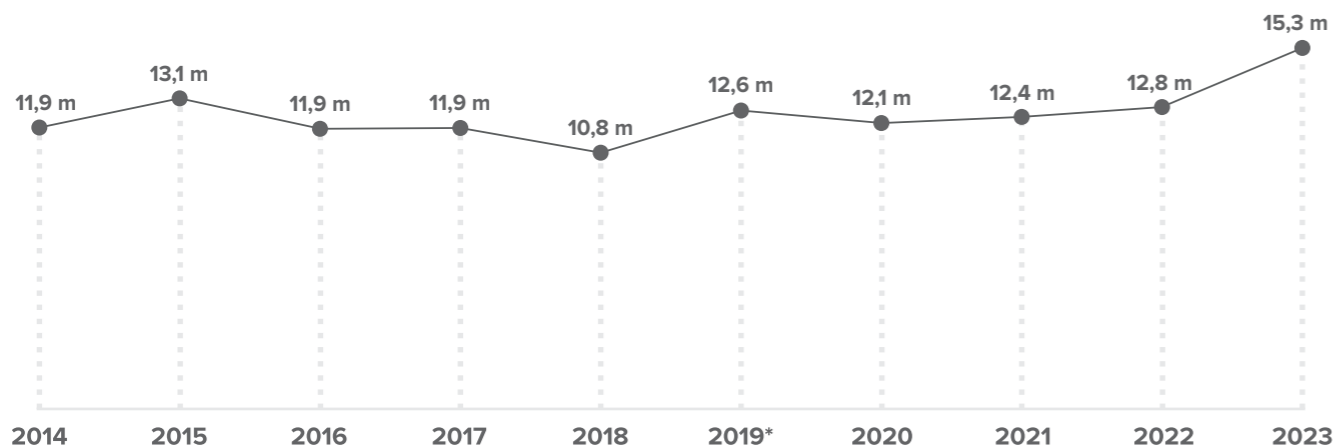
15 m
Suite des conflits et de la violence

285 000
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

5,4 m
durant 2023

11 %
du total mondial

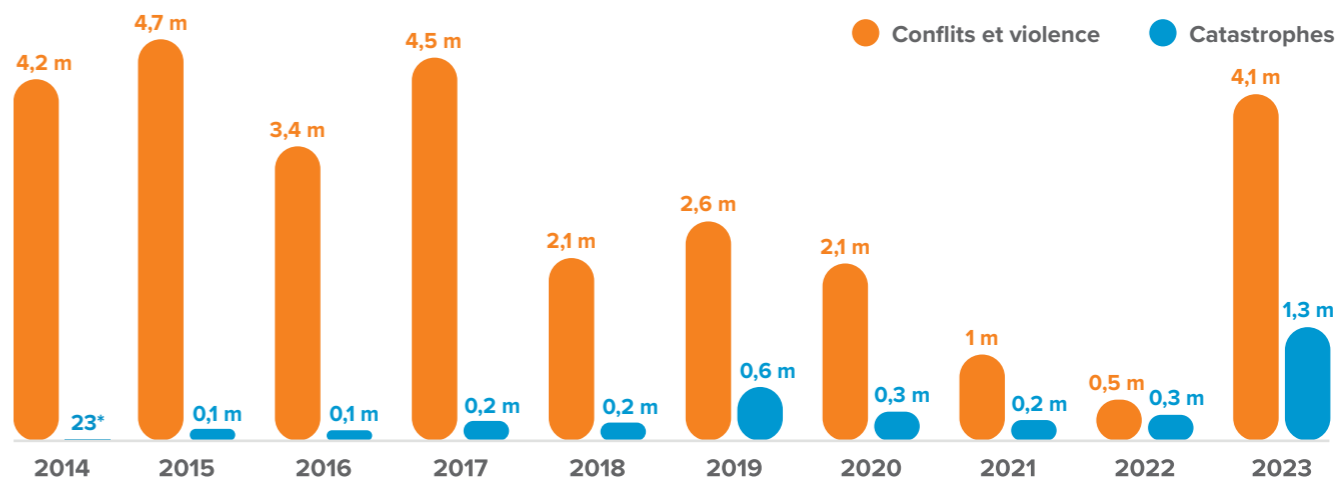
4,1 m
Suite des conflits et de la violence

1,3 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en millions
*en milliers

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concernent le Moyen-Orient et Afrique du Nord

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Environ 5,4 millions de déplacements internes ont été enregistrés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2023. Après trois années de diminution graduelle du nombre de déplacements liés à des conflits, ceux-ci ont été multipliés par plus de huit entre 2022 et 2023. Selon les estimations, 4,1 millions de mouvements ont été signalés, dont 203 000 en Israël et 3,4 millions en Palestine, la grande majorité dans la bande de Gaza (voir « En détail », p. 49). Des déplacements liés au conflit ont également été enregistrés en Syrie, au Liban, au Yémen, en Irak et en Libye.

Les déplacements dus aux catastrophes ont atteint leur niveau le plus élevé depuis que des données sont devenues disponibles en 2008, atteignant 1,3 million de déplacements, soit presque autant que les quatre années précédentes réunies. Les tremblements de terre de février en Turquie ont provoqué 678 000 déplacements dans les gouvernorats du nord-ouest de la Syrie, qui abritent le plus grand nombre de personnes déplacées internes lié au conflit qui sévit depuis plus d'une décennie dans le pays (voir « En détail », p. 51).

Les inondations ont provoqué 239 000 déplacements dans la région, soit une augmentation de 14 pour cent par rapport à 2022. La plupart ont été signalés au Yémen, et beaucoup dans des gouvernorats déjà touchés par le conflit et la violence. Les effets combinés des conflits et des catastrophes ont également été visibles en Libye, où la tempête Daniel a provoqué 52 000 déplacements dans plusieurs districts, principalement dans la ville de Derna, qui avait déjà été touchée par des conflits et des violences au cours des années précédentes (voir « En détail », p. 53).

Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne dans la région a atteint 15,3 millions à la fin de l'année, un record depuis le début des données en 2009. La Syrie et le Yémen ont enregistré le plus grand nombre, ce qui les a placés parmi les six pays comptant le plus de personnes déplacées au monde.



Des Palestiniens déplacés fuient le long de l'autoroute côtière détruite vers le camp de Nuseirat, dans le centre de la bande de Gaza. Le conflit à Gaza a provoqué un nombre record de 3,4 millions de déplacements dans le territoire en 2023.
© Majdi Fathi/NurPhoto/Getty Images

Déplacements records liés au conflit en Palestine, en Israël et au Liban

Avant même qu'une nouvelle vague de conflit n'éclate en Israël et en Palestine le 7 octobre, les deux pays avaient connu une augmentation des déplacements liés au conflit et à la violence. Environ 6 200 mouvements avaient été enregistrés en **Palestine** entre le 1^{er} janvier et le 6 octobre, soit plus de trois fois plus qu'en 2022. Les chiffres pour **Israël** au cours de cette même période avaient également doublé par rapport à l'année précédente, atteignant 2 700 mouvements.

Le nombre de personnes déplacées dans la région a atteint 15,3 millions, un chiffre record.

Les violences entre les Forces de défense israéliennes (FDI) et les groupes armés non étatiques (GANE) palestiniens se sont intensifiées dans la bande de Gaza entre le 9 et le 13 mai, entraînant plus de 1 200 déplacements et la destruction de 122 maisons.⁹³ Environ 2 000 évacuations d'urgence ont été signalées dans le district sud d'Israël.⁹⁴

Deux mois plus tard, les FDI ont lancé une opération aérienne et terrestre d'envergure en Cisjordanie, sur le camp de réfugiés de Jénine, densément peuplé, provoquant 3 500 déplacements. Cette opération a constitué une recrudescence notable de la violence, étant donné que des frappes aériennes n'avaient pas eu lieu dans le territoire depuis 2006.⁹⁵ Le nombre de personnes déplacées à la suite de cette opération était presque le double du chiffre de 2022 pour l'ensemble de la Palestine.

La démolition de maisons palestiniennes et la violence imputable aux colons israéliens ont augmenté en Cisjordanie au cours des neuf premiers mois de 2023, provoquant près de 1 500 déplacements internes, soit 30 pour cent de plus qu'en 2022.

La situation s'est rapidement aggravée après le 7 octobre, lorsque le Hamas et d'autres GANE palestiniens ont lancé une attaque contre Israël depuis la bande de Gaza, ce qui a incité le gouvernement israélien à déclarer l'état de guerre et à lancer une opération militaire aérienne, terrestre

et maritime.⁹⁶ Le conflit qui s'en est suivi a provoqué un nombre record de 3,4 millions de déplacements dans le territoire de Gaza, soit près de 17 pour cent du total mondial des conflits en 2023 (voir « En détail », p. 49). Le conflit s'est également étendu au Liban, où un nombre record de 78 000 déplacements a été signalé.

La violence imputable aux colons et les démolitions ont augmenté en Cisjordanie après le 7 octobre, provoquant près de 8 100 déplacements à la fin de l'année. Parmi ceux-ci, 5 900 étaient des mouvements de personnes vivant originellement à Gaza et travaillaient en Israël, mais dont les permis ont été révoqués le 10 octobre, les obligeant à fuir vers la Cisjordanie.⁹⁷ D'autres, notamment des membres de communautés bédouines, ont été contraints de fuir la montée de la violence imputable aux colons.⁹⁸

Les déplacements en **Israël** pour 2023 étaient également les plus élevés jamais enregistrés, atteignant 203 000. Environ 120 000 ont eu lieu dans le sud, le long de la frontière avec Gaza, à la suite de l'intensification de la violence et des tirs depuis la bande de Gaza au cours de la deuxième semaine d'octobre qui ont poussé des communautés entières à évacuer.⁹⁹ Alors que les tensions montaient entre les FDI et les GANE basés au Liban, l'autorité nationale israélienne de gestion des urgences a annoncé un plan d'évacuation des habitants des régions du nord du pays jusqu'à deux kilomètres de la Ligne bleue qui sépare l'Israël et le Liban, ce qui toucha environ 80 000 personnes.¹⁰⁰

À la fin de l'année, près de 200 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement interne en Israël et le gouvernement évaluait les mesures à prendre pour leur venir en aide. Ces mesures comprenaient des subventions et la relocalisation dans des zones plus sûres, étant donné l'impossibilité pour certaines communautés de retourner chez elles dans les zones limitrophes de la bande de Gaza.¹⁰¹

Comme en Palestine et en Israël, les déplacements liés au conflit et à la violence ont également augmenté au **Liban**, qui a enregistré 62 000 mouvements entre le 1er janvier et le 7 octobre, de loin le chiffre le plus élevé depuis que des données sont devenues disponibles pour le pays en 2015. Environ 49 000 ont été déclenchés lorsque des affrontements entre des GANE palestiniens ont éclaté à El Hilweh, le plus grand

camp de réfugiés palestiniens du pays, à la fin du mois de juillet.¹⁰² Des établissements scolaires gérés par les Nations unies ont été touchés, ce qui a perturbé l'éducation des enfants.¹⁰³ Après une brève accalmie, la violence a de nouveau éclaté pendant une semaine en septembre, déclenchant 13 000 mouvements additionnels.¹⁰⁴

En plus de déclencher des mouvements répétés, la violence persistante a prolongé le déplacement de millions de Syriens.

À partir du 8 octobre, des affrontements localisés entre les FDI et les GANE basés au Liban se sont intensifiés et ont forcé des personnes à quitter leur domicile, en particulier dans les zones situées autour de la Ligne bleue.¹⁰⁵ Comme dans le nord d'Israël, les hostilités fréquentes ont fait des victimes et des dégâts dans le sud du Liban et ont provoqué 78 000 déplacements.¹⁰⁶ Plus des trois quarts d'entre eux venaient des districts de Bint Jbeil et de Marjaayoun, dans le gouvernorat de El Nabatieh. La plupart des ménages ont fui par leurs propres moyens et se sont réfugiés dans des familles d'accueil, la majorité dans le district voisin de Sour.¹⁰⁷ Plus de 74 000 personnes étaient encore déplacées à la fin de l'année, le chiffre le plus élevé enregistré au Liban depuis plus de dix ans.

Les déplacements ont persisté dans d'autres pays touchés par des conflits prolongés

Ailleurs dans la région, les déplacements se sont poursuivis dans les pays en proie à des conflits prolongés. La **Syrie** a enregistré 174 000 mouvements, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente après une tendance à la baisse depuis 2020. Une recrudescence de la violence dans le nord-ouest du pays à la fin du mois d'août a provoqué environ 8 100 déplacements.¹⁰⁸ Puis, début octobre, une attaque non revendiquée contre un événement militaire à Homs a incité le gouvernement à lancer des opérations de représailles dans plus de 1 100 endroits, déclenchant 79 000 mouvements supplémentaires. Certains camps accueillant des personnes déplacées ont été touchés, obligeant de nombreuses personnes à fuir à nouveau.¹⁰⁹



Des enfants au camp de Kabarto pour personnes déplacées, gouvernorat de Dohuk, Irak. Le gouvernement a lancé un plan national pour résoudre les déplacements prolongés, mais de nombreuses personnes déplacées manquent encore de services de base et de moyens de subsistance.
© OIM/Sarah Gold

En plus de déclencher des mouvements répétés, la violence persistante a prolongé le déplacement de millions de Syriens. Le nombre de personnes déplacées en raison de conflits et de catastrophes a augmenté pour la cinquième année consécutive, atteignant le chiffre record de 7,2 millions à la fin de l'année 2023, soit le deuxième chiffre le plus élevé au monde après le Soudan.

Au **Yémen**, bien que la trêve entre la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et Ansar Allah, également connu sous le nom de mouvement Houthis, ait expiré en octobre 2022, des éléments de cette trêve ont été généralement respectés en 2023, sans qu'aucune intensification majeure ne soit signalée. Ainsi, le nombre de déplacements internes dus au conflit et à la violence a atteint son niveau le plus bas en dix ans, avec 80 000 mouvements. Soixante pour cent d'entre eux ont été signalés dans les gouvernorats de Hodeidah et de Taiz, situés sur la ligne de front.¹¹⁰

Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne au Yémen ont toutefois continué à faire face à d'importants besoins humanitaires, notamment en matière d'abris et de nourriture. Les difficultés économiques ont affaibli leur capacité à surmonter les vulnérabilités liées à leur déplacement, ce qui explique pourquoi le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année s'élevait toujours à 4,5 millions.¹¹¹

Le nombre de déplacements internes dus au conflit et à la violence au Yémen est le plus bas depuis dix ans.

L'**Irak** a enregistré 21 000 mouvements liés au conflit et à la violence en 2023, le chiffre le plus bas depuis dix ans. Cela dit, environ 1,1 million de personnes vivaient toujours en situation de déplacement dû au conflit, dont un grand nombre depuis des périodes prolongées. Ce chiffre n'a pratiquement pas changé au cours des trois dernières années et certains éléments indiquent que des déplacements secondaires ont eu lieu.¹¹²

La plupart des personnes déplacées en Irak sont confrontées à des problèmes complexes et multiples qui les empêchent de trouver des solutions durables. Les recherches menées par l'IDMC révèlent une disparité substantielle entre les personnes déplacées et non déplacées en termes

d'accès à un logement adéquat et à des activités lucratives. Dans le gouvernorat de Dohuk, par exemple, les personnes déplacées ont cité le manque de logement comme l'un des principaux obstacles au retour. Elles ont également mentionné le manque d'opportunités d'emploi comme un obstacle à leur intégration locale. Les résultats d'une autre étude montrent qu'environ la moitié des personnes déplacées ont déclaré avoir des difficultés à maintenir un revenu stable, contre moins d'un tiers des personnes non déplacées.¹¹³

Le gouvernement a lancé un plan national en 2020 pour le retour des personnes déplacées dans les zones libérées du groupe de l'État islamique. Le plan est conçu pour résoudre les déplacements prolongés et passer d'une réponse de crise à un rétablissement à plus long terme.¹¹⁴ Dans le cadre de ce plan, le gouvernement s'est fixé pour objectif de fermer tous les camps d'ici la mi-2024.¹¹⁵ De nombreuses personnes sont ainsi retournées dans leur région d'origine, mais le manque de services de base et la difficulté à trouver des moyens de subsistance sont toujours cités comme les principaux défis à relever. Des problèmes de cohésion sociale ont également été signalés, car certaines personnes revenant à leur lieu d'origine étaient perçues comme affiliées à des GANE.¹¹⁶ Cela a contraint certaines d'entre elles à retourner dans des zones où des problèmes de sécurité, y compris la violence basée sur le genre, ont été signalés.¹¹⁷

Les déplacements liés aux conflits ont légèrement augmenté en Libye en 2023 par rapport à l'année précédente, atteignant 1700 mouvements, quoique ceux-ci restent nettement inférieurs à la moyenne annuelle de la dernière décennie de 95 000. Des affrontements entre des GANE à Tripoli à la mi-août ont provoqué 1300 déplacements, mais la situation s'est apaisée en l'espace d'une journée, permettant un retour rapide.¹¹⁸

Depuis la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en mars 2021, des conditions plus favorables ont permis à de nombreuses personnes déplacées de rentrer chez elles, ramenant leur nombre à 119 000 à la fin de 2023, le chiffre le plus bas depuis 2013 et une baisse significative par rapport au pic de 500 000 mouvements en 2015. Cependant, tous les retours ne constituent pas une solution durable étant donné le manque d'assistance et de services dans de nombreuses régions.¹¹⁹

À la fin de l'année 2023, environ 15 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dus aux conflits et à la violence. Il s'agit d'une augmentation de 18 pour cent par rapport à 2022 et le chiffre le plus élevé depuis 2009, date à laquelle les données sont devenues disponibles pour la première fois.

Déplacements records liés aux catastrophes

L'augmentation des déplacements dus aux catastrophes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2023 a été principalement attribuée à une série de tremblements de terre de forte intensité qui ont frappé la Syrie, le Maroc et l'Iran et qui, ensemble, ont déclenché plus de 929 000 déplacements. La plupart d'entre eux ont été enregistrés dans le nord-ouest de la Syrie (voir « En détail », p. 51).

Un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 au Maroc le 8 septembre a provoqué 146 000 déplacements. Ceci est de loin le plus grand nombre depuis que des données sont disponibles pour le pays en 2008, bien qu'il soit conservateur et uniquement basé sur les plus de 19 000 maisons détruites. Le tremblement de terre a frappé principalement la région de Marrakech-Safi et a surtout touché des villages isolés dans les montagnes du Haut Atlas, dont la plupart étaient constitués de maisons en terre qui n'étaient pas en mesure de résister à une telle secousse.¹²⁰

Cependant, tous les retours ne constituent pas une solution durable, étant donné le manque d'assistance et de services dans de nombreuses régions.

Les routes ont également été endommagées, rendant certains villages encore plus difficiles d'accès et compliquant l'acheminement de l'aide aux personnes déplacées. Le gouvernement a installé des tentes et mis en place des mesures pour résoudre les problèmes d'eau, d'assainissement et de santé qui avaient été signalés comme faisant partie des besoins les plus urgents des personnes déplacées.¹²¹



Une femme pose près de piles de décombres à Imzalin, au Maroc. Un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 s'est produit en septembre, provoquant 146 000 déplacements, de loin le plus grand nombre de déplacements liés à une catastrophe depuis que des données sont disponibles pour le pays. © Alexi Rosenfeld/Getty Images



Des enfants déplacés se tiennent près d'un arbre dans le camp de déplacés d'Al Rebat à Lahj, au Yémen. Malgré une réduction des nouveaux déplacements, le pays comptait encore 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023. © UNOCHA/YPN-Alaa Noma

Une série de tremblements de terre a également frappé la province de l'Azerbaïdjan occidental en Iran en janvier et a provoqué environ 104 000 déplacements. La région avait déjà été touchée par un tremblement de terre de magnitude 5,4 trois mois plus tôt.¹²² La catastrophe s'étant produite au milieu de l'hiver, le gouvernement et les organisations humanitaires ont fourni aux personnes déplacées des abris, de la nourriture et du chauffage.¹²³

Même en excluant les événements géophysiques majeurs, les déplacements liés aux catastrophes dans l'ensemble de la région ont tout de même augmenté de plus d'un tiers par rapport à 2022, en grande partie à cause des aléas météorologiques. Le Yémen était un des pays rapportant les données les plus élevées, avec 174 000 déplacements. Le pays est également à l'origine de près de trois quarts des déplacements liés aux inondations de la région. Ces mouvements étaient principalement concentrés dans les gouvernorats côtiers de Hajjah, Taiz et Hodeidah.¹²⁴ Ces mêmes gouvernorats avaient déjà connu des niveaux importants de déplacement lié aux conflits et aux aléas ces dernières années.

Environ 285 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur de la région en raison des catastrophes à la fin de l'année 2023.

De plus, le cyclone tropical Tej a frappé le Yémen le 23 octobre. La tempête a affecté les gouvernorats d'Al Maharah et de Hadramawt à l'est du pays, provoquant 65 000 déplacements, ce qui en fait le plus grand événement de déplacement dû à une tempête au Yémen depuis que les données sont disponibles, en 2008. Tej a provoqué des inondations qui ont détruit des maisons et des infrastructures, empêchant le retour de nombreuses personnes.¹²⁵ Il a entraîné l'évacuation de 4 500 personnes dans le gouvernorat de Dhofar, à Oman. Les abris de secours mis à disposition avaient fermé à la fin du mois.¹²⁶

La Libye a rapporté le chiffre le plus élevé de déplacements dus à des catastrophes depuis le début des enregistrements en 2013, soit 53 000, presque tous déclenchés par la tempête Daniel, une rare tempête méditerranéenne qui a frappé le pays le 10 septembre. Plus de 23 000 déplacements ont été enregistrés dans la ville côtière de Derna, déjà affaiblie par des années de conflit et d'instabilité (voir « En détail », p. 53). Les autres déplacements liés à la tempête ont eu lieu dans d'autres régions du nord-est du pays. À la fin de l'année, environ 45 000 personnes étaient toujours déplacées à cause de Daniel.¹²⁷

Dans l'ensemble de la région, même si l'on exclut les événements géophysiques, les chiffres relatifs aux déplacements dus aux catastrophes ont augmenté de plus d'un tiers par rapport à 2022.

Environ 285 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région en raison de catastrophes à la fin de l'année 2023. Ce chiffre doit être considéré comme très conservateur étant donné qu'il n'avait pas été possible d'obtenir des données désagrégées par cause de déplacement dans des pays tels que la Syrie et le Yémen, où d'importants déplacements liés à des catastrophes ont pourtant lieu chaque année. Cela est en partie dû au conflit et à la violence en cours, qui ont empêché la collecte de données. L'absence d'une base de référence solide sur l'ampleur et la durée des déplacements dus aux catastrophes continue d'entraver le développement de politiques et de programmes prenant pleinement en compte l'intersection et le chevauchement des impacts des conflits et des catastrophes sur les personnes déplacées dans la région.

En détail – Palestine

Le conflit à Gaza entraîne le déplacement de 83 pour cent de la population en moins de trois mois

Le Hamas et d'autres groupes armés non étatiques palestiniens ont lancé une attaque contre des communautés du sud d'Israël le 7 octobre 2023, incitant le cabinet de sécurité israélien à déclarer une situation de guerre le lendemain.¹²⁸ Le conflit qui s'en suivit a déclenché le plus grand nombre de déplacements internes depuis que des données sont disponibles pour la Palestine et Israël en 2008 et a eu des implications régionales plus larges (voir l'aperçu régional de la région MENA, p. 39).

La plupart des déplacements ont eu lieu dans la bande de Gaza à la suite d'une campagne militaire lancée par les Forces de défense israéliennes (FDI) depuis l'air, la terre et la mer.¹²⁹ Les appels à l'évacuation, les frappes aériennes et les bombardements ont provoqué 3,4 millions de déplacements internes au cours du dernier trimestre de l'année, alors que la population fuyait en quête de sécurité et d'aide humanitaire. Ce chiffre doit être considéré comme conservateur, car de nombreuses personnes ont été déplacées à l'intérieur d'un même gouvernorat, mais ces mouvements n'ont pas pu être comptabilisés.¹³⁰ Les déplacements répétés ont accru les vulnérabilités des personnes déplacées, notamment le manque de protection, l'insécurité alimentaire et l'accès réduit à l'eau et à l'assainissement. À la fin de l'année, environ 1,7 million de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la bande de Gaza, toutes confrontées à des besoins humanitaires aigus.

Les tendances en matière de déplacement ont changé de manière significative dès le 13 octobre, lorsque les FDI ont ordonné à plus d'un million de civils d'évacuer la partie nord de la bande, qui abritait environ la moitié de la population de Gaza.¹³¹ Dans les jours qui ont suivi, les gens ont cherché refuge dans des camps de secours, des hôpitaux, des écoles et d'autres bâtiments publics dans les gouvernorats de Deir al-Balah, Khan Younis et Rafah, où ils ont été confrontés à une insécurité alimentaire aiguë et à des maladies respiratoires et liées à l'eau.¹³² La situation s'est encore

aggravée lorsque l'offensive israélienne s'est déplacée vers le sud. Certaines zones vers lesquelles les personnes déplacées avaient été instruites d'évacuer ont été bombardées, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de décès parmi les civils et du nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne.¹³³

Pendant les deux semaines qui ont suivi le début de la campagne militaire israélienne, la population de Gaza a subi un siège total. Aucune nourriture, aucun carburant ni aucune eau n'ont été autorisés à entrer, ce qui a entravé les efforts des organisations humanitaires pour acheminer l'aide dont la population dépendait.¹³⁴ Les bombardements persistants ont causé des dommages considérables aux habitations et aux infrastructures. Les écoles gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont été utilisées comme abris. Beaucoup d'entre elles ont cependant été endommagées par le conflit.¹³⁵

Après une série de négociations, la frontière entre Rafah et l'Égypte a été ouverte le 21 octobre, ce qui a permis à de l'aide d'entrer dans la bande de Gaza.¹³⁶ Les quantités limitées qui ont été acheminées étaient toutefois loin de suffire aux besoins des personnes déplacées. L'accès était difficile dans de nombreuses zones, en particulier dans le nord de Gaza.¹³⁷ Les dégâts subis par les infrastructures d'eau et d'assainissement et la pénurie de carburant ont ajouté au défi d'acheminer du support vital et ont considérablement affecté le fonctionnement des hôpitaux, qui avaient déjà du mal à gérer l'afflux de personnes en quête de sécurité et de soins.¹³⁸

Au fil des jours, le surpeuplement des abris est apparue comme un problème pressant, certains refuges dépassant de plus de quatre fois leur capacité prévue.¹³⁹ Les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les mères allaitantes déplacées ont subi des conséquences importantes sur leur santé mentale et physique en raison de

leur déplacement et des conditions de vie difficiles dans les abris.¹⁴⁰ De nombreuses personnes résidaient à l'extérieur des abris, où elles étaient confrontées à des difficultés supplémentaires dues aux pluies saisonnières, aux inondations et à l'arrivée de l'hiver.¹⁴¹

Le 24 novembre, une pause humanitaire d'une semaine convenue par les parties au conflit est entrée en vigueur, ce qui a permis d'augmenter l'aide humanitaire à Gaza et de ralentir le rythme des déplacements.¹⁴² Les FDI ont toutefois restreint les déplacements vers le gouvernorat du nord de Gaza et au sein de celui-ci.¹⁴³

Le jour même de la fin de la pause humanitaire, les FDI ont demandé aux habitants autour de la ville de Khan Younis de quitter les lieux alors que leurs troupes avançaient dans le sud de Gaza.¹⁴⁴ Les hostilités s'étant intensifiées dans le gouvernorat de Khan Younis, l'acheminement de l'aide s'est de nouveau heurté à des obstacles, exacerbant les besoins des civils et forçant nombre d'entre eux à fuir pour la deuxième ou la troisième fois.¹⁴⁵

Au 7 décembre, 93 pour cent de la population de Gaza était confrontée à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire selon la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC). On estime que 42 pour cent d'entre eux étaient confrontés à des niveaux d'urgence et 17 pour cent à des niveaux catastrophiques. La proportion de la population confrontée à l'insécurité alimentaire aiguë due au conflit et aux déplacements à Gaza était la plus élevée au monde depuis que les mesures IPC ont commencé en 2004.¹⁴⁶

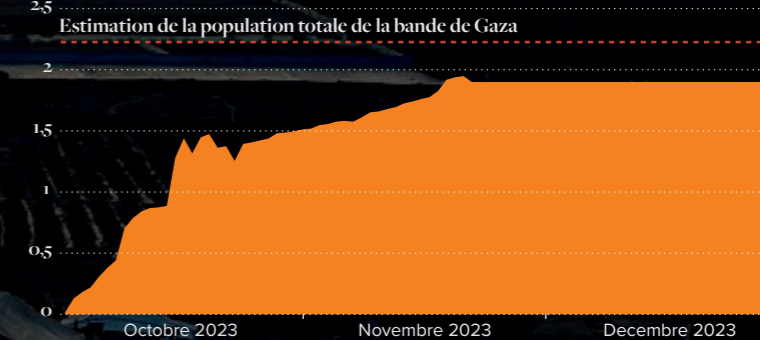
La situation des enfants, qui représentent près de la moitié de la population de Gaza, était particulièrement grave.¹⁴⁷ Fin décembre, tous les enfants de moins de cinq ans étaient exposés à un risque élevé de malnutrition sévère et à un risque accru de famine.¹⁴⁸ Seuls 13 des 36 hôpitaux de Gaza étaient encore partiellement fonctionnels au 27 décembre, et le manque de

nourriture et d'autres produits indispensables à la survie, ainsi que les mauvaises conditions d'hygiène, ont encore accru le risque de problèmes de santé physique et mentale pour les personnes déplacées.¹⁴⁹

Au 31 décembre, environ 83 pour cent des habitants de la bande de Gaza vivaient en situation de déplacement interne. Près de la moitié de la population avait pris refuge dans le gouvernorat de Rafah, à l'extrémité sud de Gaza, où elle était confrontée à des besoins humanitaires aigus alors que le conflit se poursuivait au début de l'année 2024.¹⁵⁰ Plus de 60 pour cent des logements de la bande de Gaza ont été endommagés ou détruits, de sorte que même une fois le conflit apaisé, les solutions durables resteront probablement une perspective lointaine pour de nombreuses personnes déplacées.¹⁵¹



Nombre total de personnes déplacées par les conflits et la violence, en millions



Sources : UNRWA, OCHA, UNFPA, UN Geospatial

1,7 m

Personnes déplacées par les conflits et la violence dans la bande de Gaza au 31 décembre 2023

Un camp hébergeant des Palestiniens déplacés à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Le conflit a entraîné le déplacement de 83 pour cent de la population de Gaza à la fin de l'année, dont 40 pour cent dans le gouvernorat de Rafah, et de nombreux besoins humanitaires aigus.
© Reuters/ Ibraheem Abu Mustafa

En détail – Syrie

Les catastrophes aggravent les difficultés des personnes déplacées et provoquent la première augmentation des déplacements en quatre ans

La Syrie reste aux prises avec l'une des situations de déplacement interne les plus importantes et les plus prolongées au monde, avec 7,2 millions de personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de 2023, soit une augmentation de 6 pour cent par rapport à 2022. Le nombre de déplacements enregistrés au cours de l'année a augmenté pour la première fois depuis 2019, en particulier dans les gouvernorats d'Alep et d'Idlib, au nord-ouest du pays, qui accueillent déjà 52 pour cent des personnes en situation de déplacement interne.

Les deux gouvernorats ont été affectés par des conflits et des catastrophes en 2023, ce qui a déclenché de nouveaux mouvements répétés, prolongeant les besoins des personnes déplacées. Une série de tremblements de terre de forte magnitude, dont les épicentres se trouvaient en Turquie, eurent lieu en février, illustrant la façon dont les conflits et les catastrophes se combinent pour amplifier l'impact du déplacement. Ces événements ont laissé des millions de Syriens dans une situation de vulnérabilité accrue.

La situation humanitaire dans le nord-ouest était déjà grave avant les tremblements de terre. À l'image des années précédentes, les inondations et les tempêtes hivernales ont détruit des tentes dans des sites de déplacement au début du mois de février, provoquant 9 300 déplacements secondaires.¹⁵² La structure de nombreux bâtiments, y compris les installations de santé et d'éducation, était déjà affaiblie par 12 années de conflit. Ils ont été d'autant plus endommagés, ou détruits, lors des tremblements de terre, ce qui a encore entravé l'approvisionnement de services de base aux personnes touchées.¹⁵³

Les tremblements de terre ont provoqué environ 678 000 déplacements internes, ce qui en fit le plus grand événement de déplacement lié à des catastrophes en Syrie depuis que de telles données sont

devenues disponibles pour le pays en 2014. La grande majorité des personnes déplacées avaient déjà fui le conflit dans les gouvernorats d'Alep, d'Idlib et de Lattaquié et vivaient dans des conditions extrêmement vulnérables dans des camps de secours improvisés.¹⁵⁴ Les tremblements de terre ont également contribué à la rupture d'un barrage dans le district de Harim à Idlib, obligeant environ 9 500 personnes à évacuer.¹⁵⁵

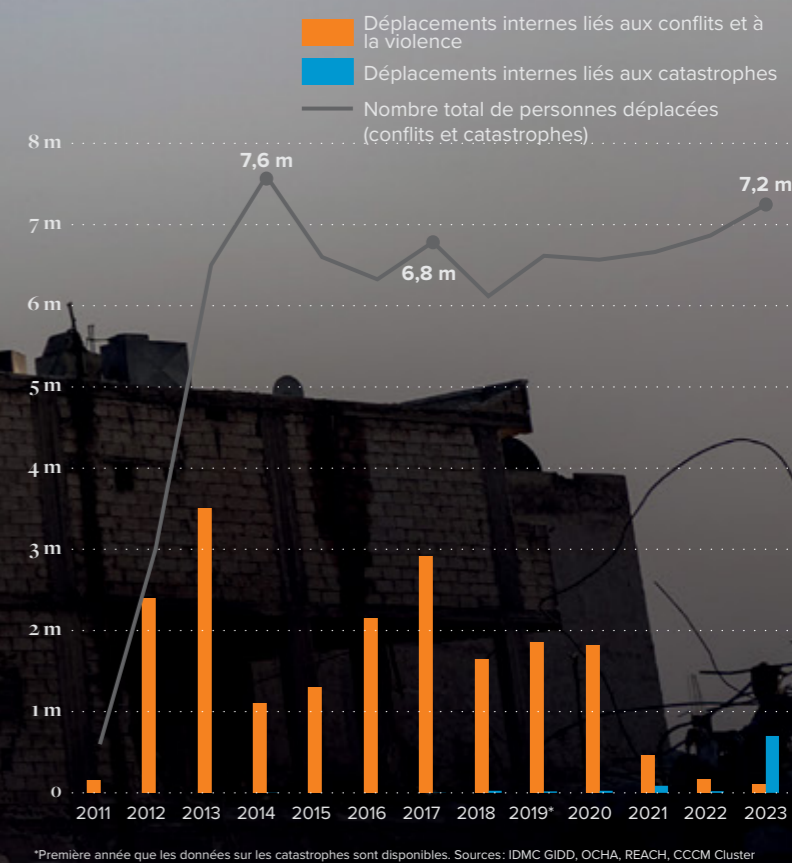
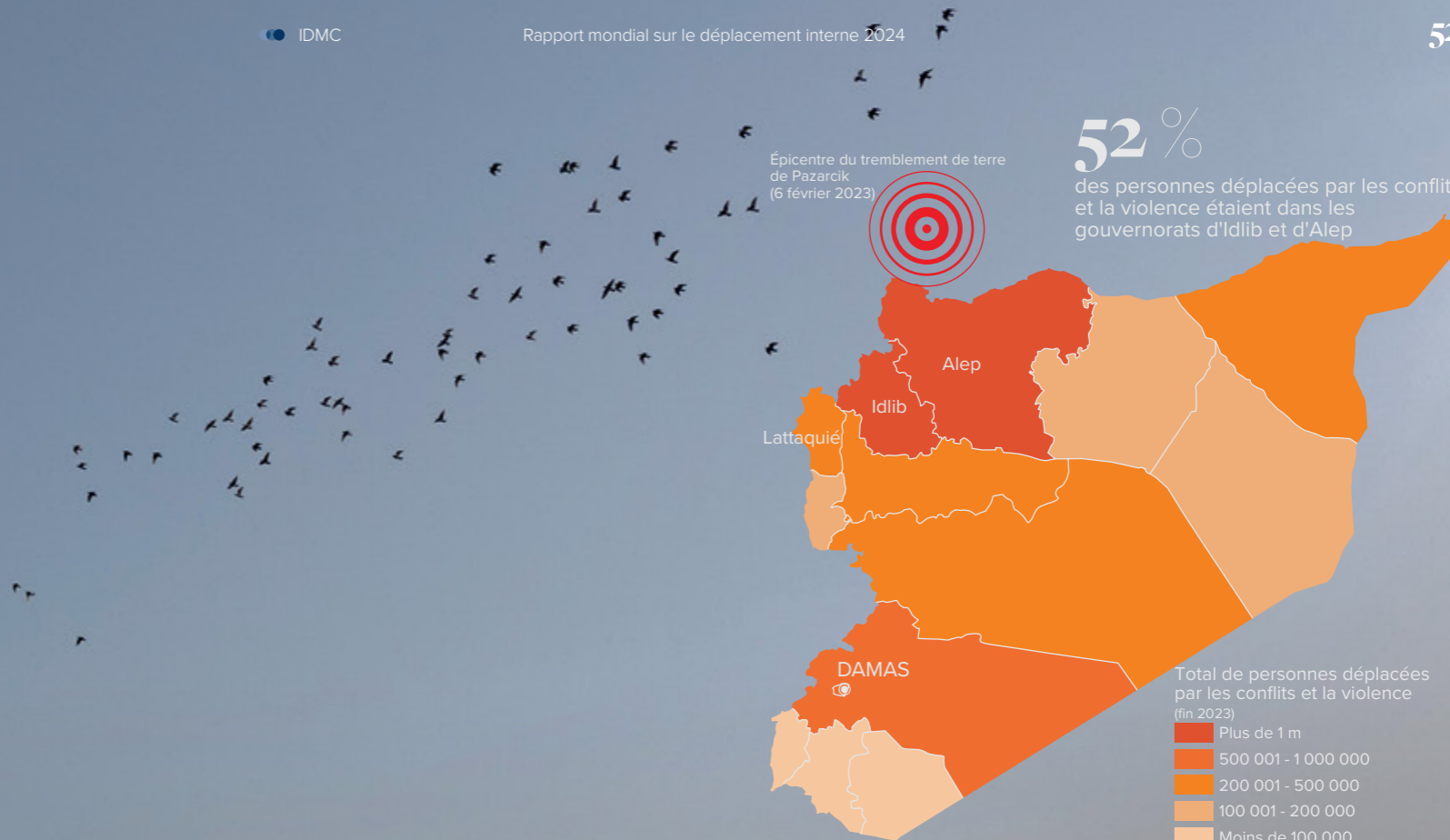
La séparation des familles pendant le déplacement et le décès de parents ont laissé certains enfants à la tête de leur foyer, ce qui augmente le risque de travail des enfants et les mariages précoces.¹⁵⁶ Les conditions hivernales, notamment les tempêtes de neige et les inondations, ont persisté après la catastrophe, provoquant presque 6 300 déplacements répétés en mars depuis des camps surpeuplés.¹⁵⁷

Les difficultés d'accès à l'aide humanitaire ont entravé l'acheminement de l'aide, ce qui a rendu la situation encore plus complexe.¹⁵⁸ Un seul point de passage de la frontière turque était ouvert au cours de la première semaine de la réponse humanitaire, jusqu'à ce que des négociations obtiennent deux points de passage supplémentaires le 13 février, permettant aux organisations humanitaires d'atteindre davantage de personnes dans le besoin.¹⁵⁹ L'aéroport international d'Alep a toutefois été fermé le 7 mars à la suite de frappes aériennes, obligeant les organisations humanitaires à suspendre leurs vols et à acheminer l'aide via Damas ou Lattaquié.¹⁶⁰

Les combats entre les forces gouvernementales et les groupes armés non étatiques se sont intensifiés au début du mois d'octobre, les camps de déplacés étant parfois pris pour cible. La violence a provoqué plus de 79 000 déplacements en quelques semaines, en particulier dans le nord-est d'Alep et le sud d'Idlib.¹⁶¹ De nombreuses personnes ont pu rentrer au début du mois de décembre, mais l'insécurité a persisté et a empêché d'autres de faire de même.

Les effets combinés des catastrophes et des conflits ont augmenté en 2023. Le manque d'aide au développement a limité les efforts de reconstruction et de réduction des risques de catastrophes, laissant la population exposée à de futures catastrophes.¹⁶² En plus de restreindre la capacité des personnes déplacées à faire face aux chocs récurrents auxquels elles sont confrontées, le manque de financement limite également la collecte de données complètes, ce qui rend les chiffres de déplacement conservateurs et nous empêche de comprendre l'étendue et l'ampleur réelles de la situation.¹⁶³

La résolution de conflit et la réduction des risques de catastrophes restent des perspectives lointaines pour la Syrie, mais une meilleure collecte de données sera nécessaire pour apporter des réponses plus efficaces aux crises et garantir que l'aide et le soutien soit ciblés à ceux et celles qui en ont le plus besoin. L'amélioration de l'accès humanitaire et la collecte de données plus harmonisées, opportunes et désagrégées sont également essentielles pour dresser un tableau plus complet des déplacements internes en Syrie.



Bâtiments détruits près d'Alep, en Syrie, où les tremblements de terre ont frappé des communautés déjà déplacées par le conflit et la violence. © Abdulmonam Eassa via Getty Image

En détail – Libye

Des années de conflit et des infrastructures affaiblies aggravent l'impact des inondations à Derna

La tempête Daniel, une tempête méditerranéenne exceptionnellement puissante, a frappé la côte libyenne le 10 septembre 2023.¹⁶⁴ Elle a provoqué 52 000 déplacements internes, dont 45 pour cent ont été signalés dans la ville portuaire de Derna, où vivent 100 000 personnes, qui a connu des niveaux de précipitations 100 fois supérieurs à la moyenne mensuelle.¹⁶⁵ Le manque d'investissement dans les infrastructures a également contribué à augmenter le risque de déplacement lié aux catastrophes. Deux barrages vieillissants situés près de la ville se sont brisés, provoquant d'importantes inondations, endommageant gravement les infrastructures et faisant des milliers de morts.¹⁶⁶ Les habitants de Derna se trouvaient déjà dans une situation vulnérable en raison des conflits récurrents, ce qui illustre la façon dont les impacts des catastrophes et des conflits peuvent se combiner et engendrer des résultats catastrophiques.¹⁶⁷

Les infrastructures de Derna ont été sous-financées pendant des décennies, une situation qui s'est aggravée après la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.¹⁶⁸ L'État islamique s'est emparé de la ville en 2014, au moment même où un conflit national éclatait entre deux gouvernements opposés. L'Armée nationale libyenne, basée dans l'est du pays, a repris Derna début 2019 après un siège prolongé qui a entraîné au moins 24 000 déplacements et qui a endommagé davantage les infrastructures et les services de base de la ville.¹⁶⁹ Malgré un cessez-le-feu établi en 2020 entre les deux gouvernements, l'insécurité et l'instabilité politique ont persisté, affaiblissant les efforts de réduction des risques des catastrophes, notamment la rénovation et l'entretien des barrages.

Avant l'arrivée de Daniel, la ville comptait environ 8 700 migrants, dont beaucoup vivaient dans des conditions précaires dans des quartiers situés le long de la vallée en aval des barrages. Ces zones

ont été parmi celles qui ont le plus souffert des inondations.¹⁷⁰ Plus de 90 pour cent des migrants déplacés par Daniel ont été signalés à Derna.¹⁷¹

Malgré leurs origines diverses, les personnes déplacées, celles retournées et les migrants ont été confrontés à des besoins similaires, notamment en ce qui concerne l'accès au logement, à la nourriture et aux soins de santé.¹⁷² Tous ces besoins étaient d'autant plus difficiles à satisfaire que les inondations ont endommagé plus des trois quarts des marchés et des hôpitaux de la ville et un tiers de ses immeubles.¹⁷³ Le plus grand défi, cependant, était l'accessibilité financière, soulignant les besoins monétaires et les difficultés à reconstruire les moyens de subsistance.¹⁷⁴

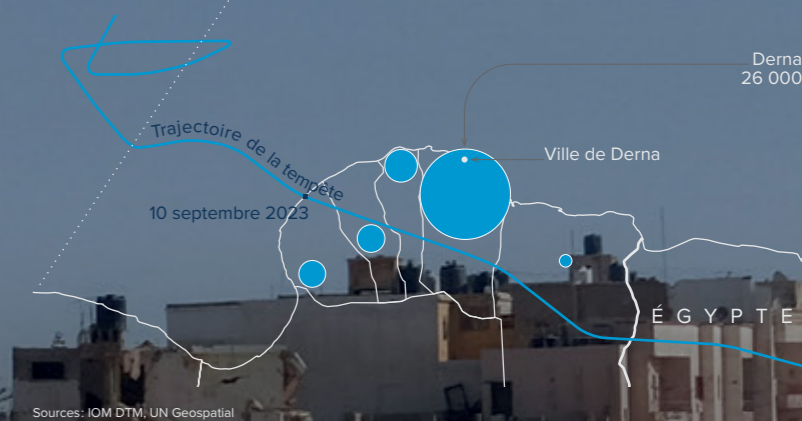
Les désaccords entre les deux gouvernements ont entravé les efforts de réponse à la catastrophe.¹⁷⁵ L'absence d'un système de gestion centralisé dans les camps de secours a constitué un défi pour les survivants dont les maisons avaient été détruites.¹⁷⁶ La collecte de données pour déterminer le nombre exact de personnes tuées, disparues et déplacées a également été confrontée à des difficultés.¹⁷⁷ Au fil du temps, l'amélioration de la coopération entre les deux gouvernements et l'implication de partenaires internationaux ont permis d'accélérer la réponse et le rétablissement.¹⁷⁸ Cependant, d'après la dernière évaluation réalisée en novembre 2023, 52 pour cent des personnes déplacées par les inondations vivaient toujours dans des conditions de déplacement interne à travers le pays, dont 24 000 à Derna.¹⁷⁹

Les initiatives de consolidation de la paix, ainsi que la réduction des risques de catastrophe devront être intégrées et renforcées dans le cadre de la reconstruction de Derna. Celle-ci devra inclure la résilience aux aléas futurs et le soutien aux personnes déplacées, incluant celles qui vivent dans des conditions de déplacement prolongé.

52 000

déplacements internes liés à la tempête Daniel en Libye

Déplacements internes



Sources : IOM DTM, UN Geospatial

Les dégâts causés par les inondations à Derna après que la tempête Daniel ait provoqué la rupture de deux barrages vieillissants au-dessus de la ville. Après des années de conflit et d'instabilité politique qui ont retardé l'investissement dans les barrages, la destruction de Derna montre les résultats catastrophiques qui peuvent se produire lorsque les conflits et les catastrophes se chevauchent.

© Reuters/ Esam Omran Al-fetori



Asie de l'Est et le Pacifique

Une route inondée et des maisons submergées dans l'État de Johor, en Malaisie, après que 630 mm de pluie sont tombés en 48 heures au début du mois de mars, provoquant environ 87 000 déplacements.
© Mohd Rasfan/AFP/Getty Images

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

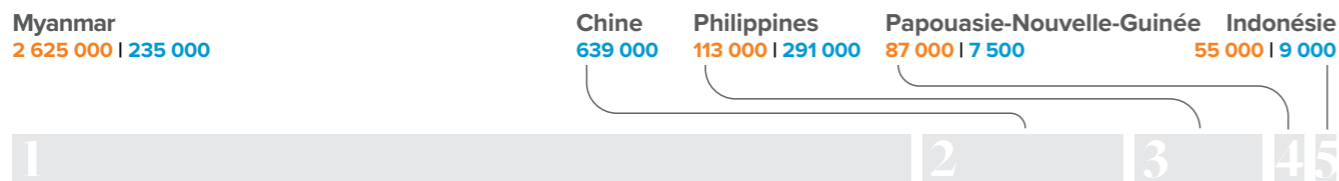
4,2 m
à la fin de l'année 2023

5 %
du total mondial

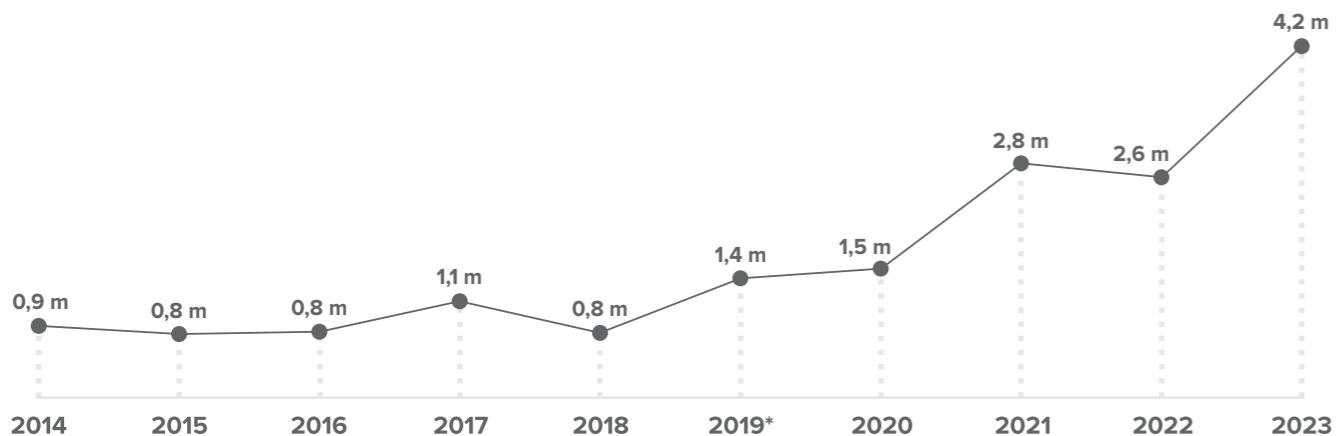
2,9 m
Suite des conflits et de la violence

1,2 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

10,5 m
durant 2023

22 %
du total mondial

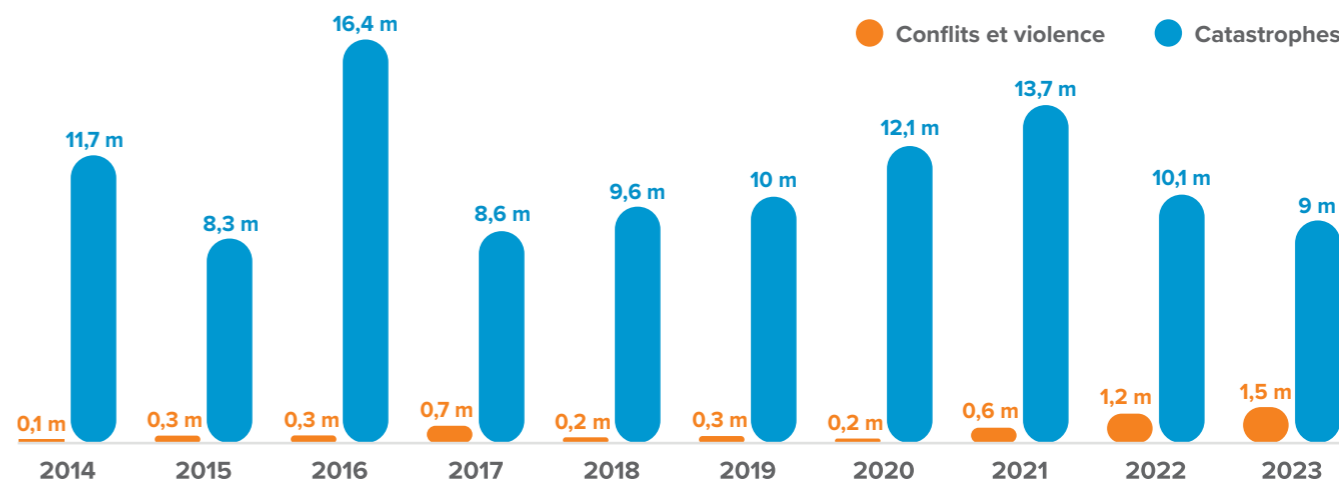
1,5 m
Suite des conflits et de la violence

9 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en millions

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concerne l'Asie de l'Est et le Pacifique

Asie de l'Est et le Pacifique

La région d'Asie de l'Est et le Pacifique a enregistré le deuxième plus grand nombre de déplacements internes au niveau mondial en 2023, après l'Afrique subsaharienne, avec 10,5 millions, dont neuf millions ont été déclenchés par des catastrophes et 1,5 million par des conflits et des violences.

Elle a enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes à l'échelle mondiale, bien que ce chiffre soit le plus bas depuis 2017. Comme les années précédentes, la Chine, les Philippines et le Myanmar ont signalé la plupart des mouvements, principalement à la suite de cyclones et d'inondations. Les pays du Pacifique, dont le Vanuatu et la Nouvelle-Zélande, ont également enregistré des déplacements importants à la suite de tempêtes. Les 14 000 mouvements enregistrés par la Nouvelle-Zélande représentent le chiffre le plus élevé depuis que les données sont devenues disponibles dans le pays en 2010 (voir « En détail », p. 65).

L'Asie de l'Est et le Pacifique ont enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes au niveau mondial, bien que le chiffre soit le plus bas depuis 2017.

Les déplacements liés aux conflits ont augmenté pour la troisième année consécutive, principalement dû à la situation au Myanmar, qui représente près de 90 pour cent du total régional, et où le nombre de déplacements a presque triplé depuis la prise de pouvoir par les militaires en février 2021. Les Philippines ont également enregistré une augmentation, principalement due à la violence à Mindanao. L'île abrite le plus grand nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne, en raison des conflits et de la violence qui y sévissent. La plupart d'entre elles vivaient en situation de déplacement prolongé depuis le conflit dans la ville de Marawi en 2017 (voir « En détail », p. 67).

Ensemble, les conflits et les catastrophes ont laissé 4,2 millions de personnes en situation de déplacement interne à la fin

de 2023, soit une augmentation de 59 pour cent par rapport à l'année précédente et près de quatre fois plus que la moyenne annuelle des dix dernières années. La recrudescence du conflit au Myanmar, où le cyclone Mocha a également déraciné un nombre important de personnes, représentait près de 63 pour cent du total. En Chine, des catastrophes majeures ont laissé plus d'un demi-million de personnes en situation de déplacement.

Tempêtes et inondations en baisse suite à El Niño

Les tempêtes ont représenté 53 pour cent des déplacements liés aux catastrophes enregistrés en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2023, soit 4,8 millions. Les inondations représentaient 39 pour cent, soit 3,5 millions. Les tendances en matière de déplacement ont évolué de manière significative au cours de l'année et entre les sous-régions, dû en partie à la fin du phénomène de La Niña et de l'apparition d'El Niño à la mi-2023.¹⁸⁰

La plupart des mouvements au cours du premier trimestre ont été déclenchés par des inondations en Asie du Sud-Est et des tempêtes dans le Pacifique. La saison des typhons en Asie de l'Est, au milieu de l'année, a provoqué de nouveaux déplacements importants. Puis, avec l'arrivée d'El Niño, le nombre de déplacements a diminué, en particulier au cours du dernier trimestre de l'année.

La plupart des déplacements dus aux inondations en Asie du Sud-Est se sont concentrés sur les premiers mois de 2023. Sur le million de déplacements liés aux inondations enregistrés aux Philippines au cours de l'année, 589 000 ont eu lieu en janvier. Les régions les plus touchées ont été la péninsule de Zamboanga, les Visayas orientales et Mimaropa, qui n'enregistrent généralement pas d'inondations à cette période de l'année.¹⁸¹

De même, près des deux tiers des 184 000 mouvements enregistrés en Indonésie en 2023 ont été déclenchés par un seul événement en janvier, lorsque de fortes pluies ont provoqué des inondations dans sept régences de la province d'Aceh.¹⁸² La déforestation et la dégradation des sols ont probablement joué un rôle dans l'aggravation des effets des inondations.¹⁸³ Le reste de l'année a été relativement calme, ce qui a entraîné une réduction des déplacements par rapport à la moyenne de la dernière décennie.



Pont ferroviaire endommagé par les inondations près de Napier, en Nouvelle-Zélande. Le cyclone Gabrielle a provoqué 11 000 déplacements, ce qui en fait le plus grand événement de déplacement en cas de catastrophe depuis que des données sont disponibles pour le pays.
© Diego Opatowski/AFP/Getty Images

La **Malaisie** a enregistré 206 000 déplacements dus à des catastrophes, le chiffre le plus élevé depuis 2014. Les inondations du premier trimestre de l'année ont représenté environ 60 pour cent du total. L'événement principal a eu lieu dans l'État de Johor, où 630 mm de pluie sont tombés en 48 heures au début du mois de mars. Lorsque les rivières sont sorties de leur lit et que les inondations ont commencé, les habitants ont été contraints de se rendre dans les centres d'évacuation mis en place par l'agence de gestion des catastrophes du pays dans dix districts.¹⁸⁴ Environ 87 000 personnes ont été déplacées.

Des catastrophes anormales liées au climat ont eu lieu dans tout le Pacifique au début de l'année 2023. La ville d'Auckland, en **Nouvelle-Zélande**, a enregistré le mois de janvier le plus pluvieux depuis 1853, ce qui a incité les autorités locales à déclarer l'état d'urgence.¹⁸⁵ Les fortes pluies et les inondations qui ont suivi ont provoqué environ 2 500 déplacements. Deux semaines plus tard, début février, l'île du Nord a été frappée par le cyclone Gabrielle, qui a provoqué 11 000 déplacements supplémentaires, ce qui en fait l'événement de déplacement le plus important depuis que des données sont disponibles pour le pays en 2010 (voir « En détail », p. 65).

En mars, deux cyclones ont frappé **Vanuatu** en l'espace de 48 heures. Judy, une tempête de catégorie 4, a frappé plusieurs îles le premier jour du mois, notamment Efate, où se trouve la capitale Port Vila. Une autre tempête de catégorie 4, Kevin, a suivi le 3 mars, apportant de fortes pluies, des ondes de tempête et des vents soufflant jusqu'à 157 km/h.¹⁸⁶

Basé sur les 13 000 maisons qu'ils ont détruites, Judy et Kevin ont provoqué environ 64 000 déplacements, soit le deuxième chiffre le plus élevé du pays après le cyclone Harold en 2020. Certaines personnes sont rentrées chez elles au cours de l'année, mais beaucoup l'ont fait dans des zones exposées aux aléas et ont reconstruit leurs maisons avec des matériaux peu susceptibles de résister à des événements futurs d'une ampleur similaire.¹⁸⁷

Une des catastrophes les plus importantes à frapper la région fut le cyclone Mocha, qui a provoqué 1,3 million de déplacements au Bangladesh avant de toucher terre au **Myanmar** le 14 mai sous la forme d'une tempête de catégorie 4, provoquant



Un habitant local marche dans les eaux dans la province de Hebei, au sud de Pékin, en Chine. Les inondations qui se sont produites dans cette province en août ont été la troisième catastrophe mondiale en termes de déplacement en 2023.
© Kevin Frayer/Getty Images

912 000 déplacements supplémentaires. Mocha a frappé Sittwe, la capitale de Rakhine, et endommagé des maisons partout dans l'État. Au moins 63 000 déplacements provenaient de camps abritant des personnes déjà déplacées par le conflit, y compris des communautés Rohingya vivant en situation de déplacement prolongé.¹⁸⁸

La tempête a également causé d'importants dégâts agricoles et a entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire parmi les personnes déplacées.¹⁸⁹ Cette situation, associée aux difficultés d'accès liées au conflit, a accru les besoins humanitaires, en particulier dans les régions accueillant un grand nombre de personnes déplacées, comme les États de Rakhine et de Chin.¹⁹⁰

Le cyclone Mocha a provoqué 912 000 déplacements lorsqu'il a touché terre au Myanmar.

Le passage de La Niña vers El Niño a coïncidé avec l'arrivée de la saison des typhons en Asie de l'Est à la mi-année, qui a touché des régions très peuplées. La Chine et les Philippines ont enregistré plus des trois quarts des déplacements liés aux tempêtes en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2023. Compte tenu de la récurrence des typhons dans ces deux pays, bon nombre de ces déplacements étaient des évacuations préventives menées par le gouvernement.

Le typhon Doksuri a touché terre fin juillet aux **Philippines**, où il a provoqué près d'un demi-million de déplacements dans 12 régions. Il s'est ensuite dirigé vers la **Chine**, s'affaiblissant au fur et à mesure qu'il avançait dans les terres, mais provoquant tout de même d'importantes inondations dans dix provinces et 768 000 déplacements. Il s'agirait du typhon le plus coûteux jamais enregistré dans le pays.¹⁹¹

Trois autres typhons, Saola, Haikui et Yun-yeung, ont frappé les **Philippines** en succession rapide environ un mois plus tard. Leur caractère consécutif a rendu difficile la désagrégation de leurs impacts individuels, mais à eux trois, ils ont provoqué 247 000 déplacements dans le pays. Saola et Haikui ont ensuite suivi une trajectoire similaire à celle de Doksuri, touchant terre en **Chine**, où ils ont provoqué respectivement plus de 1,1 million et 444 000 déplacements.¹⁹²

De graves inondations ont également touché la Chine au cours du troisième trimestre de l'année. Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur la province de Hebei au cours de la première semaine d'août ont incité le gouvernement à déclarer une intervention d'urgence de niveau II et à déplacer 1,5 million de personnes vers des zones plus sûres. Le gouvernement provincial a mis en place des mesures pour retenir les eaux excédantes et éviter de nouveaux dégâts dans plusieurs bassins fluviaux et grands centres urbains.¹⁹³ Les inondations ont été la troisième catastrophe entraînant le plus grand nombre de déplacements en 2023, après les tremblements de terre de Turquie et le cyclone Mocha.

Tremblements de terre et activité volcanique

Les risques géophysiques ont provoqué 639 000 déplacements internes en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2023, le chiffre le plus élevé depuis 2019. L'emplacement de la région sur la ceinture de feu du Pacifique signifie qu'elle présente le risque sismique et volcanique le plus élevé au monde, avec l'Indonésie, le Japon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Philippines étant les pays les plus à risque. Les gouvernements de la région ont mis en place des politiques et des mesures pour identifier les risques géophysiques, émettre des alertes précoces et gérer les évacuations et les interventions.¹⁹⁴ Toutefois, ces aléas géophysiques restent dévastateurs et peuvent entraîner le déplacement prolongé des personnes dont les foyers sont gravement endommagés, détruits ou jugés inhabitables par les autorités.

Les **Philippines** représentaient près des trois quarts du total régional avec 462 000 déplacements. Parmi ceux-ci, 401 000 ont été déclenchés par un tremblement de terre de magnitude 7,4 et ses répliques, qui a frappé près de la municipalité de Hinatuan à Mindanao le 2 décembre. Il s'agit du nombre le plus élevé de déplacements associés à des tremblements de terre dans le pays depuis le début des données en 2009. Environ la moitié des personnes déplacées ont trouvé refuge dans des centres organisés par les autorités.¹⁹⁵ La plupart des personnes ont pu rentrer chez elles peu après l'événement, mais près de 600 vivaient encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année parce que leurs maisons avaient été détruites.¹⁹⁶

Deux tremblements de terre ont frappé la région de Davao en mars et en novembre, provoquant respectivement 37 000 et 2 900 déplacements. Une augmentation de l'activité du mont Mayon, le volcan le plus actif du pays, a également entraîné 20 000 évacuations préventives au début du mois de juin 2023. La surveillance exercée par l'institut philippin de volcanologie et de sismologie l'a conduit à émettre des alertes et à demander l'évacuation obligatoire des communautés à risque, par crainte d'une éruption majeure.¹⁹⁷ La plupart des habitants ont pu rentrer chez eux lorsque les niveaux d'alerte ont été retirés, et tous l'avaient fait à la fin de l'année.

Les Philippines sont à l'origine de près des trois quarts des déplacements liés aux aléas géophysiques dans la région.

Cet exemple met en évidence les efforts déployés par le gouvernement pour réduire les risques de catastrophe. La surveillance quotidienne de l'activité du Mayon a permis d'identifier à temps les menaces imminentes, et l'expérience antérieure du pays en matière de volcans a permis de mettre en place des lignes directrices et des protocoles de préparation.¹⁹⁸ Les autorités nationales et locales ainsi que les organisations non gouvernementales ont procédé aux évacuations de manière coordonnée et ont veillé à ce que les besoins des personnes déplacées soient satisfaits, notamment en leur fournissant des moyens de transport, des soins médicaux, de la nourriture et d'autres formes d'aide.¹⁹⁹

La région étant située sur la ceinture de feu du Pacifique, elle présente le risque sismique et volcanique le plus élevé au monde.

En **Chine**, un tremblement de terre de magnitude 6,2, dont l'épicentre se situait dans le comté de Jishishan, dans la province centrale de Gansu, s'est produit dans la nuit du 18 au 19 décembre, provoquant le déplacement de quelque 112 000 personnes.²⁰⁰ Les maisons, les routes et les lignes électriques ont été endommagées



Lorsque l'activité volcanique du mont Mayon, aux Philippines, s'est intensifiée en juin, la surveillance a donné lieu à des alertes et à 20 000 évacuations préventives. La plupart des personnes ont pu rentrer chez elles à mesure que les niveaux d'alerte diminuaient, et toutes l'avaient fait à la fin de l'année.
© Lisa Marie David/NurPhoto/Getty Images

ou détruites, ce qui a perturbé les communications et l'acheminement de l'aide aux personnes déplacées par des températures hivernales glaciales.²⁰¹

Les autorités et les organisations humanitaires ont déployé plus de 3 000 pompiers et secouristes pour soutenir les opérations, pourvoir des produits alimentaires et non alimentaires et rétablir le réseau électrique. L'éducation des enfants a repris et les personnes déplacées se sont installées dans des abris chauds et bénéficiaient d'un soutien psychologique dans les dix jours qui ont suivi le tremblement de terre.²⁰²

La réaction a été facilitée par une alerte au tremblement de terre émise moins de cinq secondes après la première secousse, ce qui a permis aux autorités de rapidement mettre en place les mesures nécessaires.²⁰³ La Chine a beaucoup investi ces dernières années pour accélérer le signalement des tremblements de terre et l'émission d'alertes, preuve qu'elle est de plus en plus consciente de l'importance de la réduction et de la gestion des risques de catastrophes.²⁰⁴

L'**Indonésie** a enregistré 36 000 déplacements liés à des risques géophysiques. L'événement le plus important a été un tremblement de terre d'une magnitude de 7,1 qui a frappé la région de Papouasie le 2 janvier, déclenchant 8 200 mouvements. Un autre tremblement de terre, d'une magnitude de 6,9, a provoqué 8 100 déplacements sur l'île Mentawai, à l'ouest de Sumatra, en avril. Deux autres tremblements de terre ont frappé la province de Sulawesi central en août et en septembre, entraînant à eux deux 7 700 mouvements. Ces deux tremblements de terre ont touché des zones côtières, mais n'ont pas provoqué de tsunamis. Certains habitants ont cependant fui par précaution, car la même région avait subi un tremblement de terre et un tsunami dévastateurs en 2018, qui avaient provoqué 248 000 déplacements.²⁰⁵

En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, le mont Ulawun, l'un des volcans les plus actifs du pays, est entré en éruption le 20 novembre, provoquant 8 600 déplacements. Après la dernière éruption majeure en 2019, un centre de soins communautaire avait été construit dans la ville de Kabaya pour servir d'abri. Certaines des personnes déplacées en 2023 y ont trouvé refuge, mais elles ont été confrontées au surpeuplement et à des tensions avec les communautés d'accueil.

D'autres ont construit des abris avec des tentes et des bâches. Les écoles ont été fermées, ce qui a perturbé l'éducation des enfants, et le manque d'eau potable a contraint de nombreuses personnes à aller chercher de l'eau dans les ruisseaux et les rivières des environs qui étaient pollués par les cendres.²⁰⁶ À la fin de l'année, environ 6 900 personnes étaient toujours déplacées à la suite de l'éruption.

Le mont Bagana, dans la région autonome de Bougainville, est également entré en éruption le 7 juillet, provoquant 3 900 déplacements. La plupart des personnes déplacées se sont rendues dans des centres de soins pour recevoir une aide humanitaire, mais l'éducation des enfants a été perturbée parce que les écoles ont été utilisées pour abriter les personnes déplacées. Des problèmes de surpeuplement et d'assainissement ont été signalés.²⁰⁷

Les catastrophes géophysiques sont fréquentes en Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais il est difficile de répondre aux besoins des personnes déplacées en raison de l'éloignement de certaines communautés. Le gouvernement, les entités du secteur privé et les agences humanitaires se sont adaptés à cette réalité en faisant un usage innovant des données mobiles pour évaluer les déplacements et informer les réponses aux catastrophes.²⁰⁸

Déplacements records liés aux conflits

Le nombre de déplacements internes liés aux conflits et à la violence en Asie de l'Est et dans le Pacifique a augmenté pour la quatrième année consécutive pour atteindre le chiffre record de 1,5 million en 2023. Le Myanmar en représentait la grande majorité avec 1,3 million, les Philippines 160 000, et l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée le reste.

Le nombre de déplacements au **Myanmar** a été multiplié par trois depuis la prise de contrôle du gouvernement par l'armée en février 2021, en raison d'une recrudescence de la violence entre les forces armées et une série de groupes armés non étatiques (GANE).²⁰⁹

Le nombre de déplacements a augmenté tout au long de l'année 2023, mais surtout après le 27 octobre, lorsqu'une coalition de GANE dans les régions de l'État de Shan au nord du pays a décidé de mener des attaques coordonnées contre l'armée. Une recrudescence rapide des combats et des déplacements s'en est suivie et s'est étendue à d'autres régions, où les GANE ont pris le contrôle de plusieurs villes et avant-postes militaires et où l'armée a mené des attaques en représailles.²¹⁰

Près de la moitié des déplacements enregistrés au cours de l'année, soit 670 000, ont eu lieu en novembre et décembre, en particulier dans les États de Sagaing, de Shan et de Rakhine.²¹¹ Sagaing accueillait déjà le plus grand nombre de personnes déplacées fuyant le conflit dans le pays, et la nouvelle vague de violence a augmenté leur nombre à 1,1 million à la fin de 2023, soit 41 pour cent du total national de 2,6 millions.

Au Myanmar, le nombre de déplacements liés au conflit a été multiplié par trois depuis février 2021.

Dans l'État occidental de Rakhine, l'armée d'Arakan, le principal GANE de l'État, a profité de la situation sécuritaire dans d'autres régions pour mener des attaques contre l'armée, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de déplacements à partir de la mi-novembre. L'État de Rakhine est l'un des rares États où une réduction du nombre de personnes déplacées a été observée en 2022, en partie en raison d'un cessez-le-feu informel entre les forces armées et l'armée d'Arakan.²¹² La nouvelle vague de violence de novembre 2023 a provoqué 124 000 déplacements, laissant 325 000 personnes déplacées dans l'État à la fin de l'année.

La recrudescence du conflit a contraint de nombreuses personnes à fuir à plusieurs reprises. Les restrictions d'accès ont posé d'importants problèmes aux organisations humanitaires, et la fermeture des camps a laissé de nombreuses personnes déplacées dans des conditions précaires, en particulier dans le nord-est et le sud-est du pays et à Rakhine.²¹³

Les conflits et la violence ont également provoqué 160 000 déplacements aux **Philippines**, le chiffre le plus élevé depuis 2019 et le résultat d'affrontements localisés entre les GANE et les forces gouvernementales sur différentes îles entre mars et mai.²¹⁴ Comme les années précédentes, la plupart des mouvements ont été signalés sur l'île de Mindanao, au sud du pays.

Environ 113 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison du conflit et de la violence aux Philippines à la fin de l'année, contre 102 000 à la fin de 2022. Environ 71 pour cent d'entre elles avaient été déplacées par le conflit dans la ville de Marawi en 2017 (voir «En détail», p. 67).

Le nombre de déplacements internes liés aux conflits et à la violence en Asie de l'Est et au Pacifique a augmenté pour la quatrième année consécutive pour atteindre le chiffre record de 1,5 million.

Le 23 novembre, le gouvernement a officiellement ouvert des négociations de paix avec le Front national démocratique des Philippines, l'un des plus anciens GANE du pays.²¹⁵ Cette évolution, associée au processus de paix en cours avec le Front Moro de Libération nationale à Mindanao, laisse entrevoir des pistes pour résoudre les nouveaux déplacements et les déplacements prolongés dans le pays.²¹⁶

La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a enregistré 2 000 déplacements liés aux conflits, une estimation conservatrice fondée sur deux incidents de violence dans la province d'Enga en septembre et octobre.²¹⁷ Ce chiffre représente une réduction par rapport à 2022 et s'accompagne d'une baisse du nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année, qui s'élevait à 87 000.

Le nombre de déplacements liés à des conflits en **Indonésie** a considérablement diminué pour atteindre 2 200 en 2023, contre 7 100 en 2022 et le nombre le plus bas depuis 2017. Treize incidents de conflit et de violence de petite échelle ont été signalés dans diverses parties de la région de Papouasie. Le déplacement le plus important a été déclenché par des violences criminelles dans la régence de Yahukimo, dans la province de Papouasie des hautes terres, en septembre.²¹⁸ Environ 55 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année, contre 69 000 en 2022.

À la fin de l'année 2023, on estimait que 2,9 millions de personnes étaient toujours en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violences en Asie de l'Est et dans le Pacifique, soit une augmentation de 63 pour cent par rapport à 2022 et le chiffre le plus élevé depuis que les données sont devenues disponibles en 2009.

En détail – Nouvelle-Zélande

La résilience aux catastrophes et les réponses adaptées atténuent l'impact du cyclone Gabrielle

En 2023, la Nouvelle-Zélande a enregistré 14 000 déplacements internes, le chiffre le plus élevé depuis 2010. Le cyclone Gabrielle, une tempête de catégorie 3, en a provoqué 11 000 lorsqu'il a frappé l'île du Nord le 13 février. Dans un pays habituellement touché par les inondations, l'impact de Gabrielle a été à bien des égards sans précédent. L'événement a provoqué dix fois plus de déplacements que toutes les tempêtes des cinq années précédentes réunies. Il a causé plus de 8 milliards de dollars de dégâts, ce qui en a fait le cyclone tropical le plus coûteux de l'hémisphère sud.²¹⁹

La région de Hawke's Bay sur la côte est, où vivent 183 000 personnes, a été la plus touchée, avec environ 9 000 déplacements. Les vents violents et les fortes pluies ont provoqué des coupures d'électricité et entravé les communications, tandis que les inondations et les glissements de terrain ont endommagé et même détruit les routes, retardant les opérations de sauvetage et les interventions d'urgence, en particulier pour les communautés isolées.²²⁰ Cette situation a contribué aux discussions favorisant une plus grande autonomie locale en ce qui a trait aux mécanismes de réponse et aux investissements dans les infrastructures.²²¹

Dans les mois qui ont suivi Gabrielle, de nombreuses personnes déplacées se sont inscrites pour bénéficier de services offerts par le Ministère des affaires, de l'innovation et de l'emploi, qui soutenait les ménages déplacés à trouver un hébergement temporaire sécurisé et accessible pendant que leurs maisons étaient réparées.²²² Le gouvernement a également soutenu les efforts de reconstruction en allouant des ressources pour aider les entreprises locales à relancer l'économie et en apportant un soutien financier individuel.²²³ Les organisations non gouvernementales et la société civile, y compris les communautés Māori, ont joué un rôle important en soutenant les initiatives locales travaillant sur le rétablissement.²²⁴

Environ 70 pour cent des maisons endommagées dans le district de Wairoa étaient occupées par des *whānau* (familles) Māori, dont beaucoup étaient des locataires non assurés.²²⁵ Reconnaisant le fardeau porté par les communautés et les entreprises Māori, le gouvernement a alloué des fonds spécifiques aux personnes affectées de ces communautés.²²⁶

L'ampleur des dégâts subis par les habitations a également conduit le gouvernement à élaborer un système de catégorisation des zones frappées, afin de garantir que les logements soient reconstruits en toute sécurité et mieux préparés à de futures aléas.²²⁷ Le conseil régional de Hawke's Bay a déterminé quelles propriétés pouvaient simplement être réparées par leurs propriétaires, les zones qui nécessitaient une réduction des risques au niveau individuel ou communautaire, et celles dans lesquelles le risque futur était suffisamment élevé pour qu'il ne soit plus possible d'y vivre en toute sécurité. Dans ce cas, le gouvernement a proposé une option de rachat volontaire aux propriétaires.²²⁸

Auckland, la principale région métropolitaine du pays, a connu le mois de janvier le plus pluvieux depuis 1853, ce qui a provoqué des inondations dans et autour de la ville et a mené le conseil municipal à déclarer l'état d'urgence. Environ 2 500 personnes ont été déplacées au sein de la ville.²²⁹ Deux semaines plus tard, Gabrielle a apporté de nouvelles pluies torrentielles, provoquant 1 500 déplacements supplémentaires.²³⁰ Là encore, le gouvernement a fourni des logements temporaires et offert une aide financière aux personnes déplacées.²³¹

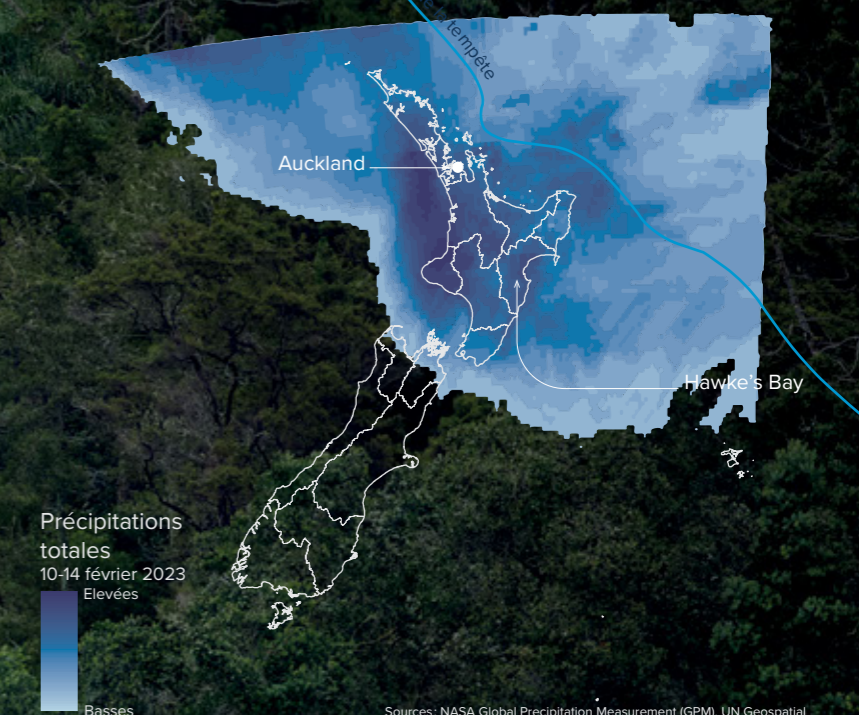
Des années de mesures innovantes d'atténuation des effets du climat et des inondations, notamment l'extension des surfaces perméables telles que les jardins pluviaux, les toits verts et les zones humides autour des cours d'eau de la ville, ont permis de mieux gérer la montée

des eaux. Ces initiatives ont probablement contribué à réduire les pertes et les dommages, ainsi que les déplacements.²³²

L'impact de Gabrielle a souligné le besoin de poursuivre la mise en œuvre du Plan national d'adaptation 2022, le premier d'une série qui sera révisée tous les six ans. Ce plan a pour but d'identifier les risques et les options d'adaptation, et d'intégrer la résilience climatique dans toutes les stratégies, politiques, planifications et décisions d'investissement du gouvernement.²³³ La tempête a également rappelé l'importance de renforcer les initiatives locales afin de développer la résilience face à des événements similaires à l'avenir.

11 000

déplacements internes liés au cyclone Gabrielle



Un glissement de terrain près d'une maison à l'extérieur d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, après le passage du cyclone Gabrielle. La tempête a provoqué le plus grand nombre de déplacements internes dans le pays depuis 2010 et a incité le gouvernement à développer de nouvelles réponses pour soutenir les personnes déplacées. © Brendon O'Hagan/Bloomberg via Getty Images

En détail – Les Philippines

Six ans après le conflit, progrès et défis pour les personnes vivant en situation de déplacement interne

La ville de Marawi, dans le sud des Philippines, a été le théâtre d'un conflit urbain majeur entre mai et octobre 2017, opposant les forces gouvernementales à des groupes armés non étatiques, notamment Abou Sayyaf, un affilié local du groupe de l'État islamique, et le groupe Maute, qui contrôlait la ville. Environ 1 000 personnes ont perdu la vie et 350 000 ont été déplacées.²³⁴ Depuis, le gouvernement a déployé des efforts considérables pour reconstruire Marawi et aider les personnes déplacées à trouver des solutions durables. Le processus n'a pas été sans difficultés, mais il montre que la mise en place de solutions durables implique des procédures longues et complexes qui requièrent une participation de tout le gouvernement et qui doit être soutenue dans le temps.

L'environnement bâti de Marawi a été gravement endommagé par le conflit, empêchant le retour rapide des personnes déplacées.²³⁵ Peu après la reprise de la ville par l'armée, le gouvernement a mis en place la Force d'intervention de Bangon Marawi (TFBM) afin de faciliter le redressement, la réparation et la reconstruction après le conflit. La TFBM comprend des sous-comités dédiés au logement, à la santé et au bien-être social, aux affaires et aux moyens de subsistance, ainsi qu'à la paix et à l'ordre.²³⁶ Le gouvernement a également obtenu un prêt d'urgence et une série de subventions de la Banque asiatique de développement, qui a fourni un financement immédiat et flexible pour intensifier les programmes destinés aux personnes déplacées.²³⁷

Ces initiatives ont permis de réduire considérablement le nombre de personnes déplacées au cours de la première année qui a suivi le conflit.²³⁸ La collecte des données n'a toutefois pas été coordonnée en 2017 et 2018, ce qui a créé des divergences d'une zone à l'autre et empêché de comprendre les tendances de déplacement. Le gouvernement et ses partenaires humanitaires ont depuis amélioré leur suivi en menant des évaluations des besoins des personnes déplacées et des risques sécu-

ritaires et en produisant des mises à jour mensuelles sur le nombre de personnes vivant dans des abris transitoires et permanents. Cette meilleure couverture a permis de mieux comprendre les impacts différenciés entre les groupes de population, ce qui a permis d'améliorer la réponse.²³⁹

Les agences nationales, y compris les départements des travaux publics et des autoroutes, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture et de la réforme agraire, ainsi que l'autorité nationale du logement, ont joué un rôle actif dans l'accélération du redressement.²⁴⁰ Au niveau local, le gouvernement a mis en place un comité spécial sur la réhabilitation de la ville de Marawi en 2019 afin d'accélérer les efforts, notamment en termes de reconstruction des infrastructures et des logements.²⁴¹ La Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM) s'est également vu accorder l'autonomie la même année dans le cadre d'un accord de paix destiné à garantir une stabilité durable.²⁴²

Ces efforts ont été entravés par le début de la pandémie de Covid-19 en 2020, lorsque les confinements ont empêché les personnes déplacées de se réinstaller ou de retourner à Marawi, d'accéder à l'aide ou de s'inscrire à des programmes menés par le gouvernement.²⁴³ La pandémie a également entraîné une augmentation des besoins, les personnes ayant perdu leurs moyens de subsistance et une partie ou la totalité de leurs revenus. Malgré les efforts mis en place pour lutter contre la propagation du virus, des cas ont été signalés dans les sites de déplacement, qui présentaient souvent des problèmes d'eau, d'assainissement et de santé.²⁴⁴

À mesure que les effets de la pandémie se sont estompés, les efforts visant à mettre un terme durable à la situation des personnes déplacées ont été relancés. Les agences gouvernementales, les Nations unies et les organisations non gouvernementales nationales et internationales ont accru leur soutien, notamment pour renforcer le système de santé.²⁴⁵ Les personnes déplacées ont

également créé leurs propres coopératives et programmes de subsistance, prenant activement part à la recherche de solutions.²⁴⁶

En avril 2022, le Congrès a adopté une loi visant à indemniser les personnes touchées par le conflit pour les décès et pertes matérielles subies.²⁴⁷ Le processus s'est poursuivi malgré les contraintes financières et, à la mi-2023, le gouvernement local a commencé à offrir une aide juridique gratuite pour accélérer le traitement des demandes.²⁴⁸ Le gouvernement national a également présenté son plan de développement national pour la période 2023-2028, qui reconnaît la complexité de développer des solutions au déplacement à plus long terme et réaffirme son engagement en faveur du rétablissement des personnes déplacées et de reconstruction de la ville. Le plan souligne l'importance de la stabilité à long terme et des efforts de réduction des risques de catastrophe, une mesure opportune pour prévenir de futurs déplacements.²⁴⁹

Le Bureau du conseiller présidentiel pour la paix, la réconciliation et l'unité a également mis en œuvre une série d'initiatives et de programmes visant à s'attaquer aux causes structurelles du conflit, notamment en réduisant la pauvreté et en améliorant l'accès à la justice.²⁵⁰ Conscient des défis auxquels les personnes déplacées continuent d'être confrontées, le gouvernement a publié un décret le 30 décembre 2023 pour accélérer les procédures bureaucratiques et faciliter le rétablissement et les solutions durables pour les 80 000 personnes vivant encore en situation de déplacement interne.²⁵¹

Alors que les vulnérabilités liées au déplacement n'étaient toujours pas résolues pour nombre de ces personnes, les efforts déployés à tous les niveaux du gouvernement pour répondre aux besoins des personnes déplacées doivent être considérés comme un exemple remarquable de l'appropriation et de la responsabilisation du gouvernement à l'égard de ses citoyens déplacés. Si elles sont maintenues, ces initiatives contribueront à résoudre la plus grande situation de déplacement due à un conflit aux Philippines.



Une femme récupère des objets après que des maisons aient été détruites par le conflit à Marawi, aux Philippines. Six ans après le conflit, le gouvernement a déployé des efforts considérables pour reconstruire Marawi et aider les personnes déplacées à trouver des solutions durables. Il s'efforce d'accélérer le redressement et la recherche de solutions durables pour les quelque 80 000 personnes encore déplacées.
© Jes Aznar/Getty Images



Des femmes et des enfants collectent de l'eau dans la province pakistanaise de Sindh à la suite du cyclone Biparjoy, qui a provoqué 85 000 déplacements. © UNICEF/UNI431676/Sokhiin

Asie du Sud

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

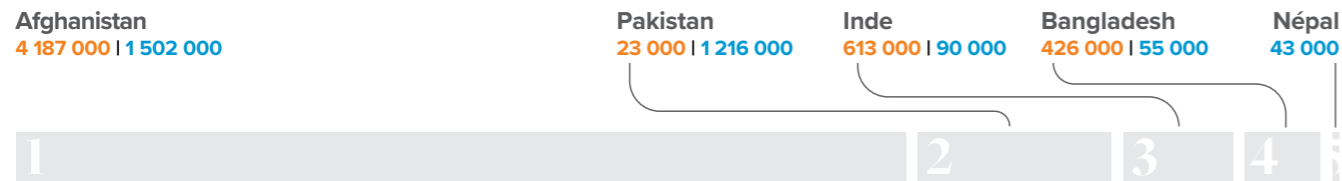
8,2 m
à la fin de l'année 2023

11 %
du total mondial

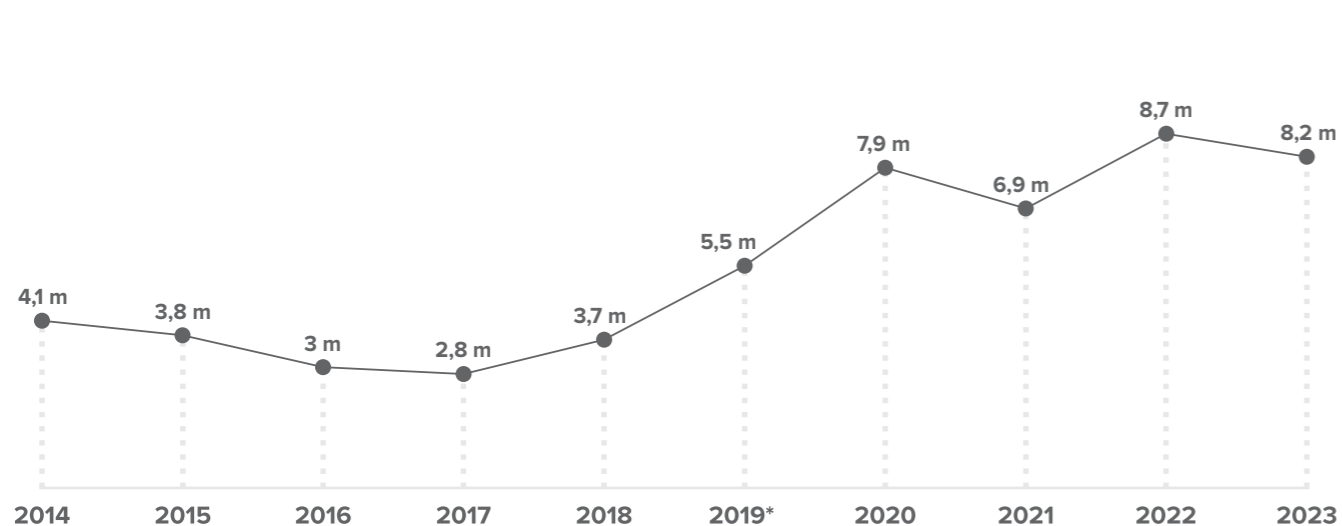
5,3 m
Suite des conflits et de la violence

2,9 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

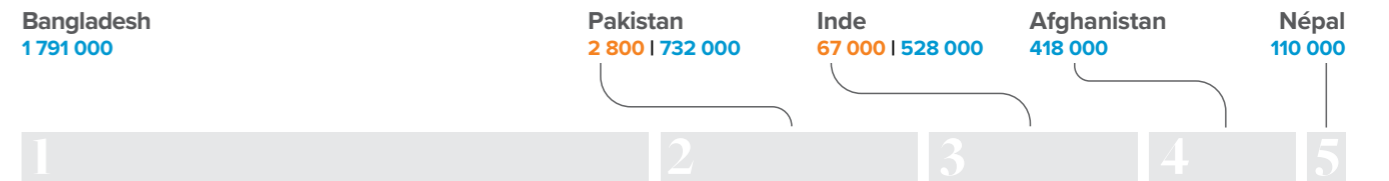
3,7 m
durant 2023

8 %
du total mondial

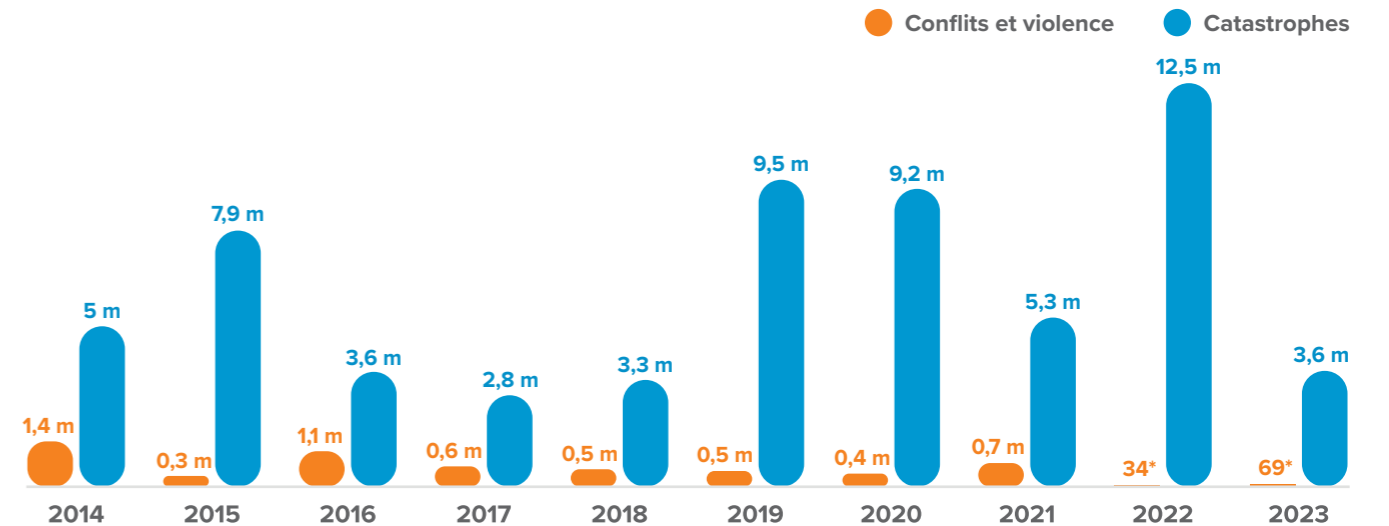
69 000
Suite des conflits et de la violence

3,6 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en millions
*en milliers

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concerne l'Asie du Sud

Asie du Sud

Environ 3,7 millions de déplacements internes ont été signalés en Asie du Sud en 2023. Les catastrophes en ont déclenché 3,6 millions, le chiffre le plus bas depuis 2018. Cette baisse s'explique en partie par l'apparition du phénomène de El Niño, qui a entraîné des précipitations inférieures à la moyenne pendant la mousson et une saison cyclonique plus calme.²⁵² Cela dit, les inondations et les tempêtes ont continué à déraciner des personnes, souvent dans les mêmes endroits où les déplacements ont tendance à être enregistrés chaque année.

Les tremblements de terre ont déclenché 491 000 mouvements, le chiffre le plus élevé depuis 2015. Plus des trois quarts de ces mouvements ont été enregistrés dans la province de Herat, dans l'ouest de l'Afghanistan, qui accueillait le plus grand nombre de personnes déplacées par le conflit lorsqu'une série de tremblements de terre et leurs répliques ont forcé des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer (voir « En détail », p. 79).

Les chiffres relatifs aux déplacements provoqués par les conflits et la violence en Asie du Sud sont nettement inférieurs à la moyenne de la dernière décennie de 576 000, mais ils représentent tout de même le double du nombre enregistré en 2022, soit 69 000. La grande majorité de ces déplacements sont le résultat d'une augmentation des violences communautaires dans l'État indien du Manipur, au nord-est du pays. Aucun déplacement lié à un conflit n'a été signalé en Afghanistan en 2023, mais des décennies de violence ont laissé des millions de personnes, y compris celles déplacées, avec d'importants besoins humanitaires.

Les déplacements provoqués par les conflits et la violence en Asie du Sud ont été inférieurs à la moyenne, mais ont tout de même doublé par rapport à 2022.

Environ 8,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en Asie du Sud à la fin de l'année, soit une légère baisse par rapport aux 8,7 millions de personnes déplacées en 2022.



Les habitants de la province de Herat, en Afghanistan, se rassemblent pour chercher des survivants après une série de tremblements de terre de forte magnitude qui ont provoqué 380 000 déplacements internes et détruit au moins 10 000 maisons. © UNICEF/UNI452519/Khayyam

L'Afghanistan représentait environ 70 pour cent de ce chiffre, avec 4,2 millions de personnes déplacées en raison de conflits et de violence et 1,5 million en raison de catastrophes. Le Pakistan a enregistré le deuxième plus grand nombre dans la région, avec environ 1,2 million de personnes déplacées à la suite de catastrophes. La plupart d'entre elles ont été contraintes de fuir leur domicile lors des inondations de 2022.

Progrès dans la résilience face aux tempêtes

La saison cyclonique en Asie du Sud a été moins intense en 2023 que les années précédentes en raison du phénomène El Niño, mais les tempêtes ont tout de même provoqué 1,8 million de déplacements, soit environ la moitié des déplacements dus à des catastrophes dans la région. Les évacuations préventives menées par les gouvernements ont représenté au moins les trois quarts de ce chiffre. Les évacuations préventives sont des procédures complexes, qui requièrent des investissements dans les prévisions météorologiques et les systèmes d'alerte précoce afin de garantir que les informations parviennent aux communautés les plus exposées suffisamment tôt afin qu'elles puissent protéger autant que possible leurs moyens de subsistance et leurs biens avant d'évacuer.

Les gouvernements de la région ont déployé des efforts considérables pour améliorer les évacuations au cours des dernières années. Le Centre météorologique régional spécialisé de Delhi, par exemple, fournit aux gouvernements de divers pays des alertes cycloniques qui informent les mesures nationales de préparation et de réponse, y compris les évacuations préventives, ce qui a contribué à réduire la mortalité due aux catastrophes.²⁵³ Cela dit, l'impact des cyclones sur les infrastructures, notamment les dommages causés aux habitations, aux routes, aux terres agricoles et aux zones de pêche, reste important. Cela peut prolonger le déplacement des personnes évacuées, compromettre leurs moyens de subsistance et ralentir leur rétablissement.

Le cyclone Mocha a été une des catastrophes les plus importantes de l'année dans le monde. La tempête s'est formée dans le golfe du Bengale le 11 mai et a provoqué 1,3 million de déplacements au Bangladesh, principalement dans le district de Cox's Bazar de la division de Chatto-

gram. Presque tous les déplacements étaient des évacuations préventives de zones densément peuplées. Les prévisions et les alertes précoces ont aidé les autorités à mettre en place des procédures d'urgence une semaine avant l'arrivée de Mocha.²⁵⁴

La tempête a néanmoins affecté des communautés vulnérables, notamment les réfugiés rohingyas du Myanmar vivant à Cox's Bazar. Environ 30 000 réfugiés ont été temporairement forcés à se déplacer. Nombre d'entre eux vivaient dans des abris informels construits avec des matériaux incapables de résister à l'impact de Mocha, ce qui les a empêchés de rentrer rapidement chez eux et de se rétablir.²⁵⁵ La tempête a détruit environ 3 300 maisons à Cox's Bazar et dans ses environs, laissant plus de 13 000 personnes déplacées à la fin de l'année.

Les évacuations préventives menées par les gouvernements ont représenté au moins trois quarts des déplacements provoqués par les tempêtes dans la région.

L'île de Saint-Martin a été évacuée pour éviter les décès alors que les bateaux ont été ramenés à terre pour protéger l'industrie du tourisme et de la pêche.²⁵⁶ Le cyclone a cependant détruit environ 1 200 maisons, laissant autour de 4 900 personnes, soit près de la moitié de la population de l'île, confrontées à un déplacement prolongé.²⁵⁷

Le cyclone Hamoon, la deuxième tempête la plus importante à avoir provoqué des déplacements dans la région, a frappé les mêmes endroits plus tard dans l'année. Il a touché terre le 24 octobre et a entraîné l'évacuation de 273 000 personnes. Les réfugiés rohingyas ont à nouveau fait partie des personnes déplacées.²⁵⁸

Des tempêtes et des inondations majeures frappent les communautés à risque de la division de Chattogram chaque année, les obligeant à se déplacer de manière répétée. Le gouvernement bangladais et ses partenaires ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction des impacts des catastrophes, mais leur nature récurrente souligne la nécessité de continuer à renforcer la réduction des risques de catastrophes et les mesures d'alerte précoce.²⁵⁹

Au début du mois de juin, le cyclone Biparjoy s'est formé dans la mer d'Arabie, poussant les gouvernements à lancer des alertes d'évacuation des communautés côtières dans les États densément peuplés de l'ouest de l'Inde. Biparjoy a touché terre le 26 juin en tant que tempête de catégorie 3, provoquant de vastes inondations dans le Gujarat et le Rajasthan et entraînant le déplacement de 105 000 personnes à mesure qu'il s'enfonçait dans les terres.²⁶⁰

La tempête a également provoqué des inondations dans la province pakistanaise de Sindh, où l'autorité provinciale de gestion des catastrophes a joué un rôle important en facilitant l'évacuation des communautés à risque.²⁶¹ Biparjoy a provoqué 85 000 déplacements au Pakistan, mais toutes les personnes évacuées ont pu rentrer chez elles à la fin de l'année.

El Niño réduit les déplacements dus aux inondations

À la mi-2023, le phénomène El Niño s'est développé pour la première fois en sept ans, entraînant des conditions plus sèches dans toute l'Asie du Sud.²⁶² Par conséquent, les inondations ont provoqué 1,2 million de déplacements dans la région au cours de l'année, soit un tiers de la moyenne de 3,7 millions durant la dernière décennie.

Le Pakistan représentait environ la moitié du total avec 647 000 déplacements, dont la plupart ont eu lieu en juillet, en particulier dans la province du Pendjab à l'ouest du pays. Les provinces du Baloutchistan, Khyber Pakhtunkhwa et Sindh ont également été touchées. Ces mêmes provinces avaient été les plus touchées par les inondations exceptionnelles de la mousson de 2022, et certaines des communautés déplacées ont dû fuir à nouveau en 2023.²⁶³

Les inondations ont provoqué 1,2 million de déplacements dans la région au cours de l'année, soit un tiers de la moyenne décennale de 3,7 millions.

À la fin de l'année, 1,2 million de personnes étaient encore déplacées suite aux inondations de 2022. Nombre d'entre elles vivaient dans des conditions vulnérables à proximité d'eaux stagnantes et polluées, exposées à



Un camp de réfugiés à Cox's Bazar, au Bangladesh. Le cyclone Mocha a provoqué 1,3 million de déplacements. La plupart ont eu lieu dans le district de Cox's Bazar et presque tous étaient des évacuations préventives, y compris environ 30 000 réfugiés qui ont été temporairement relocalisés. © NRC/Sadia Rahman



Une femme transporte des débris de maisons endommagées dans la province de Karnali, au Népal, à la suite du tremblement de terre de magnitude 6,4 qui a eu lieu en novembre. Le gouvernement a fourni une aide en espèces aux sinistrés, mais des glissements de terrain ont entravé l'acheminement de l'aide. © UNICEF/UNI471194/Prasad Ngakhushi

des épidémies.²⁶⁴ Les canalisations d'eau, les systèmes de drainage et les installations sanitaires étaient encore endommagés ou ne fonctionnaient pas complètement dans de nombreuses régions plus d'un an après. De nombreuses personnes qui sont retournées dans leurs maisons gravement endommagées ou détruites n'avaient pas les moyens de reconstruire, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes étant retournées à leur lieu d'origine considéraient toujours le logement comme un besoin principal à la fin de l'année 2023.²⁶⁵

L'insécurité alimentaire a également persisté au Pakistan, en particulier dans les provinces les plus touchées par les inondations de 2022. On estime qu'environ 10,5 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans l'ensemble du pays en 2023, mais les données désagrégées par statut de déplacement n'étaient pas disponibles.²⁶⁶ Cela a empêché de comprendre comment la situation de la sécurité alimentaire des personnes déplacées différait de celle des personnes non déplacées et si les impacts combinés des inondations de 2022 et 2023 aggravaient encore la situation – et si oui, comment.

Le nombre de déplacements par les inondations en Inde a été le plus bas depuis que les données sont disponibles en 2008, avec 352 000 mouvements. L'événement ayant provoqué le plus de déplacements, environ 91 000, s'est produit dans l'État d'Assam en juin, lorsque de fortes pluies se sont abattues sur 20 districts, faisant déborder certaines rivières. L'érosion des sols est considérée comme ayant aggravé l'impact des inondations.²⁶⁷

Le nombre de personnes déplacées par les inondations en Inde était le plus bas depuis que les données sont devenues disponibles en 2008, avec 352 000 mouvements.

Les inondations sont fréquentes en Assam et des déplacements importants ont été enregistrés ces dernières années. Cette situation a incité le gouvernement à prendre une série de mesures, notamment l'élaboration d'un atlas des risques et d'un plan de gestion des catastrophes englobant la réinstallation des communautés, la gestion des évacuations, le rétablissement et les solutions.²⁶⁸

Delhi est un autre foyer de déplacements liés aux inondations. Le 9 juillet, des déluges ont déversé 153 mm de pluie, le chiffre le plus élevé jamais enregistré en une seule journée depuis 40 ans. Avec la persistance des pluies, la montée des eaux de la rivière Yamuna a incité les autorités locales à évacuer les habitants de leurs maisons.²⁶⁹ Environ 27 000 personnes ont été déplacées.

Le Bangladesh a également enregistré une baisse significative des déplacements dus aux inondations, avec 213 000, soit environ la moitié de la moyenne décennale. Cette baisse est d'autant plus frappante que tous les déplacements ont eu lieu le même jour et au même endroit: le 5 août à Cox's Bazar. Les abris de réfugiés rohingyas ont de nouveau été endommagés.²⁷⁰

Le Sri Lanka est le seul pays de la région à avoir enregistré une augmentation du nombre de déplacements liés aux inondations. La mousson du sud-ouest, qui s'étend normalement de mai à août, s'est prolongée jusqu'au début du mois d'octobre, apportant de fortes pluies qui ont fait déborder certains grands fleuves et réservoirs. Les dégâts, les pertes et les déplacements ont été importants, en particulier dans les districts de Kilinochchi et de Mullaitivu, dans le nord du pays.²⁷¹ Les pluies ont continué à provoquer des inondations dans tout le pays au cours du dernier trimestre de l'année, portant le nombre de mouvements à plus de 13 000, contre 10 000 en 2022. Avec la baisse des eaux, la plupart des personnes ont pu rentrer chez elles à la fin de l'année.

Augmentation significative des déplacements liés aux tremblements de terre

L'Asie du Sud, située entre les plaques tectoniques indienne, eurasiennne et arabe, est très exposée aux tremblements de terre, qui ont provoqué 491 000 déplacements en 2023, le chiffre le plus élevé depuis 2015.²⁷² La plupart ont été signalés dans la province afghane d'Herat au début du mois d'octobre (voir « En détail », p. 79).

Un mois plus tard, dans la nuit du 3 novembre, un tremblement de terre de magnitude 6,4 ainsi que ses répliques ont frappé la province de Karnali, dans l'ouest du Népal, causant d'importants dégâts aux infrastructures et provoquant 107 000 déplacements.²⁷³ Le gouvernement a rapidement organisé des opérations de

sauvetage et fourni une aide financière aux personnes affectées, en particulier dans les districts les plus touchés de Jajarkot et Rukum West, mais des glissements de terrain ont entravé l'acheminement de l'aide dans certaines zones.²⁷⁴

La région de Karnali est très exposée aux tremblements de terre et en a subi plusieurs depuis la fin de l'année 2022, mais c'est la première fois que des déplacements y ont été constatés. La région avait également le taux de pauvreté le plus élevé du pays et des infrastructures limitées, ce qui réduit la résilience des populations aux impacts des catastrophes et des déplacements. L'approche de l'hiver dans cette région montagneuse, où les températures descendent souvent en dessous de zéro, a accru le besoin de vêtements chauds, de nourriture et d'abris pour contrer les risques sanitaires.²⁷⁵

Les tremblements de terre ont provoqué 491 000 déplacements en Asie du Sud en 2023, le chiffre le plus élevé depuis 2015.

Au moins 40 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année 2023 en l'attente de la reconstruction de leurs maisons. Nombre de ces dernières étaient construites en pierre et peu renforcées, et n'avaient donc pas pu résister à l'activité sismique.²⁷⁶ Le tremblement de terre de Karnali a entraîné le deuxième plus grand nombre de déplacements dans le pays depuis le tremblement de terre de Gorkha en 2015, qui en avait provoqué 2,6 millions.

Les tremblements de terre ont tendance à augmenter le risque d'autres aléas géophysiques, notamment les glissements de terrain, qui ont également provoqué des déplacements en Asie du Sud. Ces mouvements sont rarement enregistrés, mais ils ont été signalés dans la ville indienne de Joshimath, dans l'État d'Uttarakhand, au début de l'année 2023. Après l'apparition de fissures dans les maisons et les infrastructures, le gouvernement a déclaré la région à risque d'affaissement de terrain et a évacué 4 000 personnes vers des centres de secours temporaires.²⁷⁷ À la fin de l'année, environ 1 000 personnes étaient toujours déplacées.

Les tremblements de terre ont tendance à augmenter le risque d'autres dangers géophysiques, y compris les mouvements de terrain, qui ont également provoqué des déplacements dans la région.

À la fin de l'année, l'Asie du Sud comptait environ 2,9 millions de personnes déplacées à la suite de catastrophes, contre 3,2 millions en 2022. Cette baisse s'explique en partie par le fait que les catastrophes ont déclenché moins de mouvements en 2023, mais aussi par des lacunes importantes dans les données et des difficultés à suivre la durée des déplacements. L'Afghanistan est le seul pays de la région où la durée des déplacements dus aux catastrophes est enregistrée, mais l'élément déclencheur reste difficile à distinguer. La nature répétée des déplacements dans le pays fait également en sorte qu'il est difficile de déterminer leur ampleur et leur gravité. La production de ces informations est essentielle au développement de solutions durables.

Conflits et violence

Les conflits et la violence ont provoqué 69 000 déplacements en Asie du Sud en 2023, soit deux fois plus qu'en 2022, mais bien moins que la moyenne décennale. Aucun nouveau déplacement lié à un conflit n'a été enregistré en **Afghanistan**, mais de nombreux problèmes de protection subsistent. Le nombre d'expulsions a considérablement augmenté, car les Talibans ont poussé de nombreuses personnes déplacées vivant dans des établissements informels à retourner dans leur région d'origine, sous prétexte qu'elles ne fuyaient plus le conflit.²⁷⁸ Cependant, comme il n'a pas été possible de déterminer la nature forcée de ces mouvements, ces chiffres ne sont pas inclus dans les données présentées dans ce rapport.

Les expulsions ont encore touché des milliers de personnes déplacées au cours de l'année. L'une des expulsions les plus importantes a eu lieu à Kaboul en juillet, après quoi les organisations humanitaires ont souligné que les conditions dans les zones de retour n'étaient pas propices aux solutions durables.²⁷⁹

Par ailleurs, des centaines de milliers de réfugiés et de migrants sans papiers en provenance du Pakistan et de l'Iran ont dû retourner en Afghanistan au cours du dernier trimestre de l'année, les deux gouvernements s'efforçant de traiter la question des migrants sans papiers.²⁸⁰

Certaines personnes ont été expulsées, tandis que d'autres sont rentrées par leurs propres moyens. À leur arrivée en Afghanistan, beaucoup n'avaient nulle part où aller ou sont retournées dans des zones accueillant déjà un nombre important de personnes vivant en situation de déplacement interne prolongé, avec un accès limité aux services de base et à l'emploi. Ces conditions les ont exposées au risque de retourner à une vie de déplacement interne et contribuaient à l'augmentation des besoins humanitaires dans tout le pays.²⁸¹

À la fin de l'année, environ 4,2 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence en Afghanistan, ce qui représentait le sixième chiffre le plus élevé au monde.

Les déplacements liés aux conflits et à la violence ont augmenté ailleurs dans la région, principalement en raison de la montée des tensions communautaires dans l'État indien de Manipur, au nord-est du pays.

Les déplacements liés aux conflits et à la violence ont augmenté ailleurs dans la région, principalement en raison de la montée des tensions communautaires dans l'État **indien** de Manipur, au nord-est du pays. Ces tensions ont été provoquées, en grande partie, par l'appel lancé en mars par la Haute Cour de l'État d'envoyer des recommandations au gouvernement central afin de reconnaître la communauté Meitei comme une « tribu répertoriée », un statut officiel conçu pour protéger les minorités de la marginalisation.²⁸² Cette demande s'est heurtée à la résistance d'autres tribus locales répertoriées, notamment les Kukis.²⁸³ Les conflits fonciers ont également alimenté les tensions.²⁸⁴

Les manifestations sont devenues violentes dans le district de Churachandpur le 3 mai, et la violence s'est propagée à d'autres districts, notamment Imphal East, Imphal West, Bishnupur, Tengnupal et Kangpokipi, déclenchant environ 67 000 déplacements. Il s'agit du chiffre le plus élevé de déplacements déclenchés par des conflits et de la violence en Inde depuis 2018.²⁸⁵ Plus des trois quarts des déplacements sont restés au sein même de Manipur, mais près d'un cinquième se dirigeaient vers l'État voisin du Mizoram et un plus petit nombre encore vers le Nagaland et l'Assam.²⁸⁶

Face à l'aggravation de la violence, le gouvernement central a imposé des couvre-feux, coupé l'internet et envoyé des forces de sécurité.²⁸⁷ Il a également mis en place des camps de secours et créé un comité de paix pour le Manipur, présidé par le gouverneur de l'État, mais cette initiative a été entravée par des désaccords sur sa composition.²⁸⁸ À la fin de l'année, toutes les personnes déplacées par les violences vivaient encore en situation de déplacement interne.

Les déplacements liés au conflit ont également augmenté au **Pakistan**, où environ 2 200 mouvements ont été enregistrés au début du mois de décembre. L'armée a évacué des villages dans la vallée de Tirah, près de la frontière avec l'Afghanistan, en prévision d'une opération contre des groupes armés non étatiques. Les ménages déplacés se sont réfugiés dans des abris d'urgence dans le district de Khyber.²⁸⁹ Il s'agit de la première augmentation des déplacements liés au conflit dans le pays depuis 2020 et d'une multiplication par près de quatre du nombre enregistré en 2022.

À la fin de l'année 2023, environ 5,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits et de violences en Asie du Sud, dont 80 pour cent en Afghanistan. Cela dit, aucune mise à jour n'avait été fournie sur la situation des personnes vivant un déplacement prolongé pendant des années, voire des décennies, dans des pays comme le Bangladesh et le Sri Lanka.

En détail – Afghanistan

Les tremblements de terre prolongent le cycle des déplacements dus au conflit et aux catastrophes

Après des décennies de conflit, le retrait des troupes étrangères et la prise de contrôle du pays par les Talibans en 2021 ont été suivis d'un changement significatif dans la dynamique des déplacements internes : aucun mouvement associé au conflit et à la violence n'a été enregistré en 2023. Cela ne signifie pas pour autant que le sort des 5,7 millions de personnes vivant en situation de déplacement prolongé avait pris fin. Leur nombre a légèrement diminué au cours de l'année, mais la plupart d'entre elles vivaient toujours dans une situation précaire et étaient très vulnérables aux catastrophes.

Cela est devenu évident en octobre lorsqu'une série de tremblements de terre de forte magnitude et de répliques s'est abattue sur la province occidentale de Herat, provoquant 380 000 déplacements internes et détruisant au moins 10 000 maisons.²⁹⁰ En raison des restrictions sociales croissantes, davantage de femmes et de jeunes filles se trouvaient à l'intérieur de leur maison lorsque les tremblements de terre se sont produits, ce qui explique en partie pourquoi elles représentaient environ 60 pour cent des morts et des blessés.²⁹¹

Ces tremblements de terre étaient le deuxième événement de déplacement interne le plus important lié à une catastrophe depuis le début de la collecte des données en Afghanistan en 2008. Ces aléas ont eu lieu dans un contexte de pauvreté et de vulnérabilité élevées résultant de décennies de conflits, de catastrophes et des impacts non-résolus de la pandémie de Covid-19. Herat accueillait déjà la plus grande population de personnes déplacées du pays en 2022 et de nombreuses personnes déplacées par les tremblements de terres ont déclaré avoir fui à la fois le conflit et les catastrophes.²⁹²

Principalement rurale, le secteur agricole de la province a été sévèrement touché ces dernières années par des aléas récurrents, notamment des inondations, des vagues de froid et des sécheresses entre 2018 et 2019, puis entre 2021 et 2023.²⁹³ Ces catastrophes ont miné la résilience

des communautés, forçant nombre de personnes à abandonner leurs moyens de subsistance et à se déplacer vers des zones urbaines informelles à la recherche d'aide humanitaire.²⁹⁴ Le Covid a frappé entre ces sécheresses, affectant les personnes déplacées vivant dans des camps surpeuplés où l'eau, l'assainissement et les services de santé étaient limités.²⁹⁵

L'augmentation des coûts agricoles résultant du ralentissement économique depuis 2021 a également conduit de nombreux agriculteurs à interrompre progressivement leurs activités et, dans certains cas, à abandonner leurs terres.²⁹⁶ D'autres ont réduit leurs troupeaux pour faire face à la détérioration de la situation économique.²⁹⁷ Cette situation a aggravé l'insécurité alimentaire, qui s'est encore accentuée lorsque le financement de l'aide alimentaire a été considérablement réduit en septembre 2023.²⁹⁸ Près de 889 000 personnes vivaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë lorsque les tremblements de terre ont frappé, soit plus que dans toute autre province, mais aucune donnée désagrégée n'était disponible pour évaluer le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne.²⁹⁹

La catastrophe a aggravé la situation humanitaire générale, car les dégâts causés aux routes et aux ponts ont perturbé l'acheminement de l'aide. Des contraintes administratives, notamment un décret de décembre 2022 interdisant aux femmes afghanes de travailler dans des organisations non gouvernementales nationales et internationales, étendu par la suite aux agences des Nations unies en avril 2023, ont également entravé l'efficacité de l'aide aux personnes déplacées.³⁰⁰

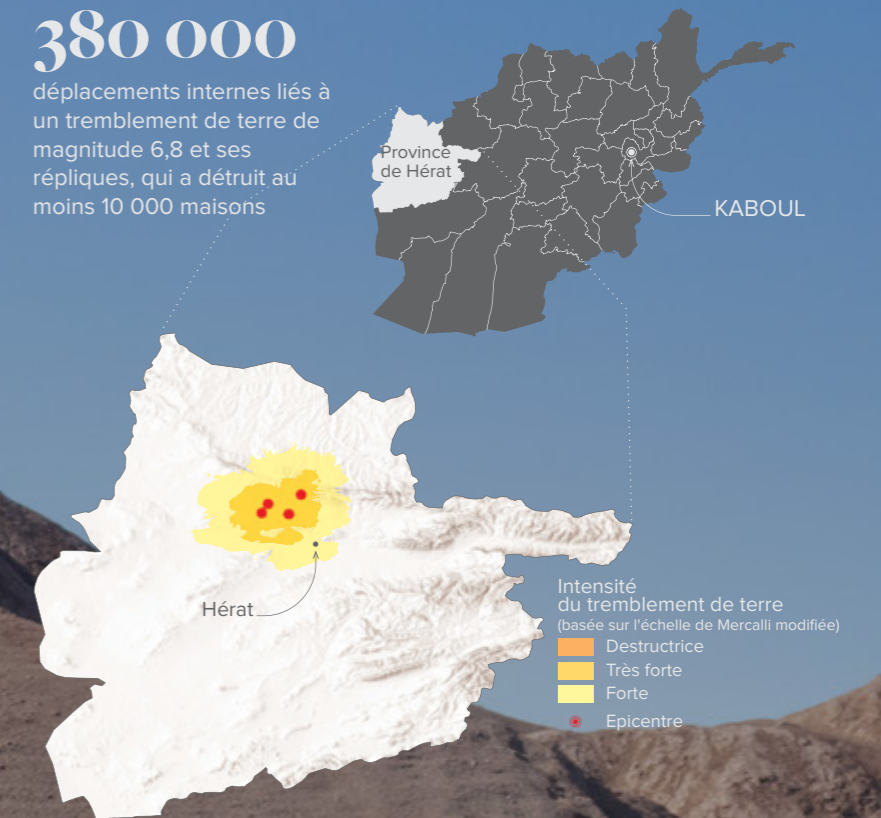
Les dégâts causés par les tremblements de terre aux fosses septiques, aux systèmes de drainage, aux puits et aux pompes à eau ont aggravé les conséquences des sécheresses des années précédentes, laissant les personnes déplacées et les communautés d'accueil avec un accès à l'eau potable et à l'assainissement de plus

en plus limité. Certaines des personnes qui avaient perdu leur maison ont également perdu leurs équipements d'eau potable, ce qui a augmenté les risques de contamination et de maladie.³⁰¹

L'apparition du phénomène El Niño a augmenté le risque de neige à l'approche de l'hiver, ce qui a constitué un nouveau défi pour la santé et la sécurité des personnes vivant encore à l'extérieur, sous des tentes improvisées.³⁰² Compte tenu du traumatisme causé par les tremblements de terre, de nombreuses personnes ont craint de retourner chez elles, même si leurs logements n'avaient pas subi de dégâts importants.³⁰³ À la fin de l'année, environ 900 personnes vivaient encore en situation de déplacement à Herat.

380 000

déplacements internes liés à un tremblement de terre de magnitude 6,8 et ses répliques, qui a détruit au moins 10 000 maisons



Sources: USGS Earthquake Hazards Program, ESRI, UN Geospatial

Maisons détruites dans le village d'Ahmad Abad à Herat, dans l'ouest de l'Afghanistan, après les multiples tremblements de terre d'octobre 2023. Herat accueillait déjà le plus grand nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne du pays lorsque les tremblements de terre se sont produits. © UNICEF/UNI481441/Khayyam



Les Amériques

L'incendie de McDougall Creek vu de Kelowna, en Colombie-Britannique, au Canada. En 2023, le pays a enregistré 185 000 déplacements internes dus à des incendies de forêt, souvent dans des zones urbaines qui ne sont généralement pas touchées.
© Darren Hull/AFP/Getty Images

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

6,3 m
à la fin de l'année 2023

8 %
du total mondial

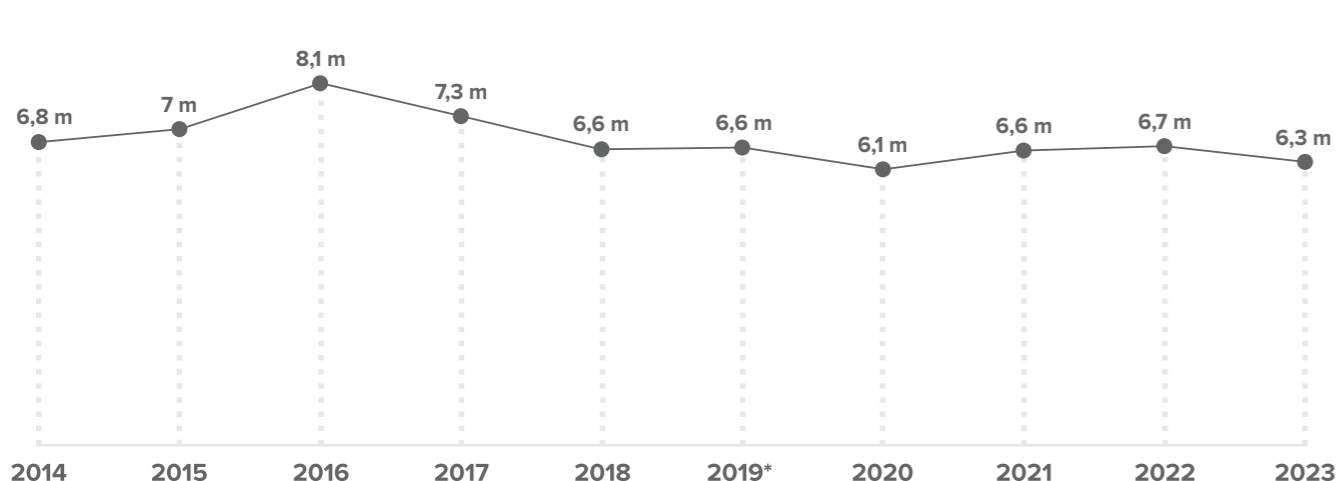
6,3 m
Suite des conflits et de la violence

50 000
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

2,8 m
durant 2023

6 %
du total mondial

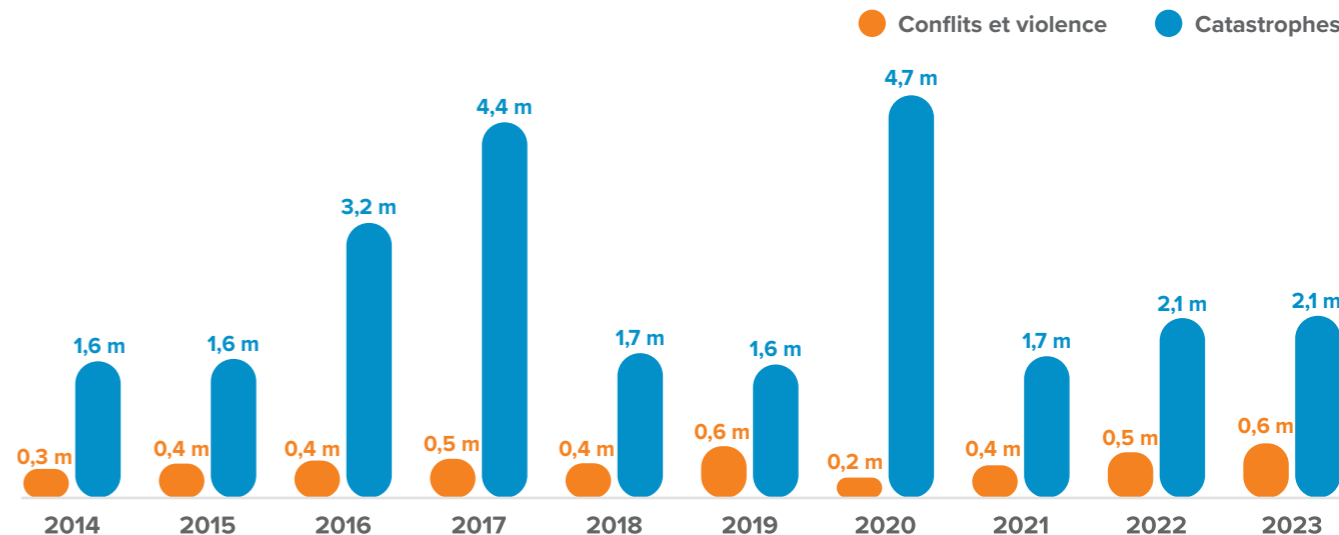
637 000
Suite des conflits et de la violence

2,1 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en millions

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concernent les Amériques

Les Amériques

Environ 2,8 millions de déplacements internes ont été enregistrés dans les Amériques en 2023. Les catastrophes en ont représenté 2,1 millions, un chiffre similaire à celui de 2022, tandis que les conflits et la violence 637 000. Les inondations et les tempêtes ont déclenché 1,5 million de mouvements, principalement en Amérique du Sud. Les tempêtes, y compris les ouragans et les tornades, ont entraîné moins de déplacements que d'habitude, soit 315 000.

Comme les sept années précédentes, les Amériques ont enregistré le plus grand nombre de déplacements dus aux feux de forêt, soit 277 000. Pour la première fois, le Canada a enregistré le chiffre le plus élevé de la région, avec 185 000, en raison de la saison des feux de forêt la plus destructrice jamais enregistrée (voir « En détail », p. 93).³⁰⁴

Les conflits et la violence ont provoqué le plus grand nombre de déplacements dans la région depuis le début des données en 2009. La Colombie et Haïti représentaient 85 pour cent du total. La Colombie a enregistré une légère baisse par rapport à 2022, avec 293 000 déplacements, principalement dans les régions historiquement touchées par le conflit et la violence, tel que la région du Pacifique, où les personnes ont continué à être affectées par le déplacement et le confinement forcés (voir « En détail », p. 91).

Les conflits et les violences ont provoqué le plus grand nombre de déplacements dans la région depuis le début des données en 2009.

La violence criminelle en Haïti a entraîné un nombre record de 245 000 déplacements, soit plus du double du nombre enregistré en 2022, ce qui en a fait le pays avec le plus grand nombre de déplacements dus à la violence criminelle dans le monde. La plupart des situations de déplacement d'une telle ampleur sont habituellement le résultat d'un conflit armé.

Environ 6,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans les Amériques à la fin de l'année. Le manque

de données pour la plupart des pays, en particulier en ce qui concerne les déplacements dus à des catastrophes, rend cette estimation conservatrice. La Colombie comptait 5,1 millions de personnes déplacées en raison de conflits et de violence, ce qui représente une part importante du total régional en raison de la plus grande disponibilité des données par rapport à d'autres pays.

Augmentation des déplacements dus aux catastrophes en Amérique du Sud

Compte tenu de la taille de leurs populations et de leur forte exposition aux risques, la plupart des déplacements dus à des catastrophes dans les Amériques ont été signalés au Brésil et en Colombie, où les chiffres ont augmenté par rapport aux années précédentes. Le Pérou et le Chili ont également enregistré un nombre inhabituellement élevé de déplacements dus aux inondations.

Comme les sept années précédentes, les Amériques ont enregistré le plus grand nombre de déplacements dus aux incendies de forêt au niveau mondial.

Le passage du phénomène La Niña à El Niño a eu des répercussions différentes selon les pays. La Niña a entraîné de fortes pluies dans les régions proches de l'équateur. L'apparition d'El Niño a ensuite entraîné des conditions plus sèches au cours du second semestre, tandis que les pluies se sont déplacées vers le sud, en direction de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay.³⁰⁵

Le **Brésil** a été à l'origine de plus d'un tiers des déplacements liés aux catastrophes dans la région, avec 745 000 mouvements, soit le chiffre le plus élevé depuis le début des données en 2008. Les conditions de La Niña au cours du premier trimestre de l'année ont entraîné une saison des pluies intense en mars dans les États du nord d'Acre, d'Amazonas et de Pará, ainsi que dans l'État de Maranhão, au nord-est du pays, déclenchant 116 000 déplacements.³⁰⁶



Une rue inondée dans la région de Tumbes au Pérou. Les inondations et les tempêtes ont été à l'origine de près de 60 pour cent de l'ensemble des déplacements provoqués par les catastrophes dans le pays. © UNICEF/UN0802546/Pezantes

Le phénomène d'El Niño s'est installé au milieu de l'année, entraînant des conditions plus sèches dans le nord du pays. L'Amazonas a commencé à connaître sa pire sécheresse depuis un siècle en septembre, laissant le fleuve de l'Amazone et certains de ses principaux affluents à leur niveau le plus bas jamais enregistré. La production d'énergie hydroélectrique a été interrompue, ce qui a gravement affecté les moyens de subsistance de la population et incité les autorités à déclarer l'état d'urgence dans toutes les municipalités de l'État.³⁰⁷ Environ 32 000 déplacements dus à la sécheresse ont été enregistrés, le chiffre le plus élevé jamais atteint dans le pays.

Les États de Santa Catarina, Rio Grande do Sul et Paraná, dans le sud subtropical du pays, ont été touchés par des précipitations records en octobre et novembre, provoquant plus de 183 000 déplacements. La rivière Jacuí, qui traverse plusieurs grandes villes, est sortie de son lit, inondant les rues, endommageant les infrastructures et incitant de nombreuses municipalités à déclarer l'état d'urgence. L'arrivée d'El Niño a contribué à augmenter l'intensité de la saison des pluies de la région.³⁰⁸

Le passage du phénomène La Niña à El Niño a eu des effets différents selon les pays.

La **Colombie** a enregistré le deuxième plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes dans la région, à 351 000. Il s'agissait d'une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2022 et du chiffre le plus élevé depuis plus de dix ans, ce qui s'explique en partie par le fait que davantage de données étaient disponibles. Les départements de La Guajira, Bolívar et Arauca représentaient plus des deux tiers du total.

La Guajira, dans le nord du pays, a été le département le plus touché, les tempêtes et les inondations ayant provoqué 95 000 déplacements. Environ 64 000 ont été signalés en juin et juillet. Ceux-ci ont eu lieu dans le contexte d'une urgence sociale, économique et écologique déclarée par le gouvernement en juillet après que les conditions de sécheresse aient augmenté les besoins humanitaires.³⁰⁹



Domages causés à la station balnéaire d'Acapulco, dans l'État de Guerrero, au Mexique, après l'ouragan Otis en octobre. La plupart des mesures de réduction des risques de catastrophes dans la région sont axées sur les tremblements de terre, ce qui rend les infrastructures vulnérables aux vents violents et aux inondations.
© Rodrigo Oropeza/AFP/Getty Images

Les tempêtes et les inondations ont provoqué environ 57 000 déplacements dans le département de Bolívar, au nord du pays, dont un grand nombre en janvier et en octobre.³¹⁰ Le département a également enregistré 17 000 déplacements liés à des incendies de forêt pendant la saison sèche en janvier et plus de 8 000 autres en mars, soit plus de la moitié du total national de 47 000.

Le département d'Arauca, à l'est, a fait état d'environ 62 000 déplacements, tous provoqués par des inondations. La moitié d'entre eux ont eu lieu en juin et en août et le reste en décembre. Un grand nombre de ces zones ont été touchées par des inondations en 2022 et abritaient des personnes précédemment affectées par le conflit et la violence.³¹¹

Le **Pérou** a enregistré une augmentation significative des déplacements dus aux catastrophes en 2023, avec 188 000 mouvements, soit le deuxième chiffre le plus élevé depuis 2008. Les inondations et les tempêtes de mars, en particulier dans les départements côtiers du nord de Lambayeque, Piura et La Libertad, ont représenté près de 60 pour cent du total.³¹² En prévision de conditions plus humides tout au long de l'année, le gouvernement a prolongé l'état d'urgence déclaré dans plusieurs régions afin de s'assurer que les autorités locales aient la capacité de se préparer et de répondre à de nouvelles inondations.³¹³

Le **Chili** a enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes depuis 2008, soit 44 000, plus que les six années précédentes réunies. Une tempête qui a frappé les régions centrales de Biobío, Ñuble et O'Higgins en août en a provoqué 32 000.³¹⁴ Ces mêmes régions avaient été touchées plus tôt dans l'année par des feux de forêt qui avaient détruit plus de 1 700 maisons et provoqué environ 2 200 déplacements. Il s'agit du chiffre le plus élevé de déplacements dus à des feux de forêt dans le pays depuis 2017.³¹⁵

Changement de tendances du déplacement lié aux catastrophes en Amérique du Nord

Les tempêtes violentes, y compris les ouragans et les tornades, qui ont tendance à causer la plupart des déplacements dus à des catastrophes en Amérique du Nord, n'ont déclenché que 315 000 mouvements en 2023. Ce chiffre représente moins de la

moitié de celui enregistré en 2022 et moins d'un quart de la moyenne annuelle depuis 2015, date à laquelle les données désagrégées par type d'aléa sont devenues disponibles pour la première fois.

L'ouragan Otis, qui a frappé l'État de Guerrero sur la côte pacifique du **Mexique** le 25 octobre, a été le plus grand événement de déplacement lié aux catastrophes de la région. Il a provoqué 187 000 déplacements, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour des tempêtes dans le pays. Considérée comme la tempête la plus puissante à avoir frappé la côte pacifique du Mexique, elle est passée d'une tempête tropicale à un ouragan de catégorie 5 en l'espace de 12 heures.³¹⁶ Otis a détruit environ 50 000 maisons, prolongeant le déplacement de nombreuses personnes touchées.³¹⁷

La région étant située sur des lignes de faille géologiques, les mesures de réduction des risques de catastrophe étaient davantage axées sur les tremblements de terre, et de nombreuses infrastructures n'étaient pas en mesure de résister à des vents d'une vitesse supérieure à 250 km/h.³¹⁸ Les vents ont fait tomber les lignes électriques, tandis que les inondations et les glissements de terrain ont privé la population d'autres services de base. Certaines des municipalités les plus touchées se trouvaient dans des zones rurales montagneuses, ce qui les rendait plus difficiles à atteindre.³¹⁹ L'État de Guerrero affiche également l'un des taux de pauvreté les plus élevés du pays, ce qui a réduit la résilience de la population à la catastrophe.³²⁰

L'ouragan Otis, qui a frappé le Mexique en octobre, a été le plus grand événement de déplacement lié aux catastrophes dans la région.

Les **États-Unis** enregistrent généralement les chiffres les plus élevés en matière de déplacements dus à des catastrophes au niveau régional, mais le pays n'a enregistré que 202 000 déplacements en 2023, soit plus de trois fois moins qu'en 2022 et le chiffre le plus bas depuis que les données sont devenues disponibles pour le pays en 2008. Cette baisse peut s'expliquer par le fait que les ouragans et les incendies de forêt ont déclenché moins de déplacements.

Malgré des températures plus élevées dans le bassin atlantique en raison du phénomène d'El Niño, le nombre d'ouragans enregistrés au cours de la saison est resté dans la moyenne historique. Toutefois, un seul a touché terre aux États-Unis, à la fin du mois d'août.³²¹ L'ouragan Idalia a d'abord traversé la côte ouest de Cuba sous forme de tempête tropicale, provoquant 13 000 déplacements.³²² Alors qu'il se dirigeait vers les États-Unis et gagnait en intensité, des ordres d'évacuation ont été émis dans des comtés en Floride, Géorgie et Caroline du Sud, mais le nombre de personnes qui se sont déplacées indépendamment n'a pas pu être déterminé, ce qui a conduit à une estimation conservatrice de 57 000 déplacements.³²³

En plus d'Idalia, les plus grands déplacements par catastrophes aux États-Unis ont été déclenchés par des rivières atmosphériques en Californie en janvier et février. Les fortes pluies provoquées par ces phénomènes ont entraîné d'importantes inondations, des glissements de terrain et des coulées de lave. La Californie a souffert d'une sécheresse historique et des feux de forêt dévastateurs ces dernières années, ce qui a rendu le sol moins absorbant aux précipitations, augmentant la probabilité de crues soudaines et de glissements de terrain.³²⁴ Environ 52 000 déplacements ont été enregistrés en janvier et 28 000 en février.

Les États-Unis enregistrent généralement les chiffres les plus élevés de la région en ce qui concerne les déplacements dus aux feux de forêt, mais ils ont atteint leur niveau le plus bas en neuf ans en 2023, à 39 000, soit près de six fois moins que 2022. Environ 29 000 ont eu lieu sur le continent, principalement dans l'État de Washington et en Californie, mais près d'un quart a été enregistré à Hawaï entre le 8 et le 9 août.

Les incendies ont particulièrement touché le district de Lahaina, sur la côte ouest de l'île de Maui, où ils ont détruit 1 700 maisons.³²⁵ De nombreux problèmes sont apparus lorsque les autorités ont ordonné l'évacuation de la population, soulignant le besoin d'améliorer la préparation et la réponse aux catastrophes, y compris les directives d'évacuation et la communication avec la population.³²⁶ À la fin de l'année, environ 4 200 personnes étaient toujours déplacées suite aux incendies d'Hawaï.

Le **Canada** a enregistré 185 000 déplacements dus aux feux de forêt, soit le chiffre le plus élevé depuis que les données sont disponibles en 2013. C'était également plus que les six années précédentes réunies et plus de 40 pour cent du total mondial. Les incendies ont démarré plus tôt que d'habitude et la saison a duré plus longtemps que les années précédentes, alimentée par l'été le plus chaud que le pays ait connu depuis 76 ans.³²⁷ Environ 40 000 déplacements ont été signalés en Alberta dès le mois de mai.³²⁸ Des déplacements ont également été enregistrés dans d'autres provinces et dans des zones urbaines généralement moins touchées par les feux de forêt (voir « En détail », p. 93).

Déplacements records liés aux conflits et à la violence

La montée de la violence criminelle en **Haïti** explique en grande partie le chiffre record des déplacements provoqués par les conflits et la violence dans la région. Alors que la violence a continué à augmenter à travers le pays, en particulier dans la capitale de Port-au-Prince, le nombre de déplacements a augmenté pour la quatrième année consécutive pour atteindre 245 000.³²⁹

La violence et l'insécurité croissantes ont conduit à la formation de groupes d'auto-défense spontanées au début de 2023 pour faire face aux gangs, mais leurs activités ont également généré des déplacements.³³⁰ La plupart ont eu lieu dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et ses alentours. Au moins 80 pour cent de celle-ci était sous le contrôle, ou sous l'influence, de plus de 200 gangs.³³¹ Au fur et à mesure que ceux-ci ont déployé leur présence en dehors du département d'Ouest, les déplacements ont augmenté dans les départements de Centre et d'Artibonite.³³²

L'ampleur et la durée des déplacements ont aggravé les effets de la crise, épuisant la résilience des populations. Par conséquent, la proportion de personnes déplacées vivant dans des familles d'accueil a chuté au cours du second semestre de l'année.³³³ Davantage de personnes déplacées ont commencé à s'abriter dans des sites de déplacement, où elles étaient exposées à d'importants problèmes de protection, notamment la violence basée sur le genre et les risques sanitaires tels

que le choléra et d'autres maladies liées à l'eau. La situation était encore plus précaire dans les sites improvisés où les services de base étaient rares.³³⁴

Les populations n'ont pas non plus été épargnées par les catastrophes. De fortes pluies ont provoqué des inondations à Port-au-Prince le 3 juin, endommageant certains camps et abris de secours dans les communes de Cité Soleil, Tabarre et Carrefour, parmi les plus pauvres de la capitale, provoquant 9 100 déplacements supplémentaires.³³⁵

À la fin de l'année, près de 311 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de la violence en Haïti, soit plus de 100 fois le nombre enregistré en 2019, lorsque ces données sont devenues disponibles pour la première fois dans le pays.

La **Colombie** a continué d'enregistrer le plus grand nombre de déplacements liés au conflit dans la région, avec 293 000 mouvements, contre 339 000 en 2022. Cette baisse s'explique en partie par les cessez-le-feu conclus entre le gouvernement et différents groupes armés non étatiques (GANE). Ces derniers comprennent l'Armée de libération nationale (ELN), le plus ancien GANE du pays, et l'État-major central (EMC), composé de dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), elles-mêmes démobilisées.³³⁶

En Colombie, le nombre d'affrontements entre les forces gouvernementales et les groupes armés non étatiques a diminué de manière significative.

Le nombre d'affrontements entre les forces gouvernementales et les GANE a ainsi diminué de 33 pour cent par rapport à 2022.³³⁷ La plupart des déplacements ont été déclenchés par des attaques directes contre des civils ou par des affrontements entre les GANE qui tentaient d'accroître leur présence territoriale et leurs activités, notamment la production et le trafic de drogue, ainsi que l'exploitation forestière et minière illégale.³³⁸



Une femme déplacée cuisine dans une école abritant des personnes déplacées dans le centre de Port-au-Prince, en Haïti. Le nombre record de 245 000 mouvements dans le pays en 2023 est le plus grand nombre dû à la violence liée à la criminalité dans le monde. © Giles Clarke/Getty Images

La plupart des déplacements et des confinements ont été signalés dans la région du Pacifique, composée des départements de Cauca, Chocó, Nariño et Valle del Cauca, où les communautés afro-colombiennes et autochtones continuaient d'être touchées de manière disproportionnée (voir « En détail », p. 91). Une augmentation notable des déplacements et des confinements a également été enregistrée dans les départements du nord tel qu'Antioquia et Bolívar et dans le département de Putumayo, au sud. Dans la plupart de ces départements, les conflits et les catastrophes se sont superposés, aggravant les conséquences du déplacement.³³⁹

À la fin de l'année, environ 5,1 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence en Colombie, ce qui représente une augmentation par rapport aux 4,8 millions de personnes déplacées en 2022 et le quatrième chiffre le plus élevé au monde.

L'IDMC ne dispose de données sur les déplacements liés aux conflits au **Bresil** que depuis 2021, ce qui restreint la compréhension des tendances sur le long terme. Cela dit, 16 000 mouvements ont été enregistrés en 2023, soit près du triple du nombre enregistré en 2022, probablement une sous-estimation. En effet, ces chiffres se basent uniquement sur les expulsions et la destruction de maisons associées aux conflits liés fonciers.

La montée de la violence liée à la criminalité à Haïti explique en grande partie le chiffre record des déplacements provoqués par les conflits et la violence dans la région.

L'État de Bahia, au nord-est du pays, a enregistré 7 100 de ces mouvements, dont 3 300 ont eu lieu au cours de la deuxième quinzaine de juillet dans les municipalités de Barra et Porto Seguro.³⁴⁰

Le **Mexique** a enregistré 11 000 déplacements liés aux conflits et à la violence en 2023, soit 20 pour cent de plus qu'en 2022, mais toujours en dessous de la moyenne décennale. Chiapas a été l'État le plus touché, en raison des combats entre le Cartel de Jalisco Nouvelle Génération et le Cartel de Sinaloa. Les deux groupes

proviennent du Nord, mais ils ont étendu leur présence ailleurs au Mexique et même au Guatemala, pays avec lequel le Chiapas partage une frontière.³⁴¹

Le conflit le plus important de l'année 2023 au Mexique s'est produit entre le 21 et le 26 mai dans la ville de Frontera Comalapa, à la frontière avec le Guatemala. Les affrontements ont provoqué le déplacement d'environ 4 000 personnes, dont certaines craignaient d'être recrutées et forcées à se joindre aux GANE. La fermeture des routes principales par les groupes a limité les déplacements.³⁴²

À la fin de l'année, environ 392 000 personnes étaient déplacées en raison des conflits et de la violence au Mexique, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis le début des données dans le pays en 2009.

L'obtention de données pour les pays d'Amérique centrale touchés par la criminalité et d'autres formes de violence, continue d'être un défi. Le seul pays où les données permettent de dresser un tableau annuel des déplacements internes est le **Salvador**, où environ 66 000 mouvements ont été signalés cette année, le chiffre le plus bas depuis 2014, lorsque les données sont devenues disponibles pour la première fois. Les données d'enquête indiquent également qu'environ 49 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison des conflits et de la violence à la fin de l'année 2023.

Les données du Honduras et du Guatemala ont été difficiles à obtenir. Le **Honduras** a enregistré 5 100 déplacements internes, ce qui doit être considéré comme une estimation conservatrice puisqu'elle n'inclut que les bénéficiaires de l'aide humanitaire dans certaines parties du pays. Le nombre de mouvements au **Guatemala** est tout aussi conservateur, à 580. Il est essentiel d'établir l'ampleur, la portée et la complexité des déplacements internes dans ces pays et dans d'autres pays connaissant des flux migratoires mixtes, afin de mieux informer l'élaboration de politiques et des réponses opérationnelles.

En détail – Colombie

Le conflit continue d'affecter de manière disproportionnée les plus vulnérables

Le conflit en Colombie s'est transformé depuis l'accord de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en 2016, mais les mêmes régions et communautés ont continué à enregistrer le plus grand nombre de déplacements internes en 2023.³⁴³ D'après les données du gouvernement, plus de la moitié des déplacements liés aux conflits et à la violence ont eu lieu dans la région du Pacifique, où les communautés afro-colombiennes et autochtones continuent d'être touchées de manière disproportionnée.³⁴⁴

La région du Pacifique, composée des départements de Cauca, Chocó, Nariño et Valle del Cauca, est stratégique pour les activités criminelles des groupes armés non étatiques (GANE). Ses riches ressources naturelles, son vaste littoral et son éloignement facilitent la production et le trafic de drogue, ainsi que l'exploitation forestière et minière illégale.³⁴⁵ Les frontières de cette région avec l'Équateur et le Panama ont également favorisé la traite des êtres humains et le trafic de migrants, qui sont devenus des activités de plus en plus lucratives. Il est estimé qu'un demi-million de personnes ont franchi la frontière avec le Panama par la région du Darién en 2023, contre une moyenne annuelle de moins de 11 000 au cours de la décennie précédente. Les migrants sont confrontés à des risques importants en matière de protection au cours du périlleux voyage qu'ils effectuent pour franchir la frontière. Il y a également de plus en plus de preuves que les migrants sont victimes d'attaques violentes de la part des GANE.³⁴⁶

Dans toute la région du Pacifique, les populations locales continuent de subir les conséquences du conflit. Après la démobilisation de la plupart des membres de la FARC depuis 2016, d'autres GANE se sont battus pour étendre et consolider leur présence économique et territoriale, en particulier dans les zones rurales.³⁴⁷ La présence limitée de l'État dans cette région

leur a permis d'exercer un contrôle important sur les communautés, les poussant à fuir ou les enfermant dans un confinement forcé.³⁴⁸

Le déplacement et le confinement peuvent sembler des phénomènes opposés, mais ils partagent certains éléments déclencheurs et certains impacts. En effet, les communautés confinées, tout comme celles déplacées, ont tendance à ne pas avoir accès à l'aide humanitaire et certains de leurs besoins ne sont pas satisfaits, en particulier dans les cas de déplacements individuels (moins de dix personnes) et dans les zones où les combats et l'insécurité persistent.³⁴⁹ Le confinement découle souvent de la présence de munitions non explosées et de la contamination par les mines.³⁵⁰ Certains confinements prolongés ont entraîné d'importantes vagues de déplacement lorsque les GANE ont levé leurs restrictions, ce qui a aggravé la vulnérabilité et l'instabilité des communautés déplacées.³⁵¹

Comme pour les déplacements, les communautés afro-colombiennes et autochtones de la région du Pacifique sont également touchées de manière disproportionnée par le confinement. Les impacts différenciés apparaissent clairement dans les données désagrégées par groupe ethnique, qui montrent que 62 pour cent des déplacements dans la région et 94 pour cent des cas de confinement concernaient des communautés afro-colombiennes ou autochtones. À Nariño, le département où l'on a enregistré le plus grand nombre de déplacements en Colombie en 2023, 75 pour cent des personnes déplacées appartenaient à des communautés afro-colombiennes ou autochtones alors que ces communautés ne représentaient que 33 pour cent de la population du département.³⁵²

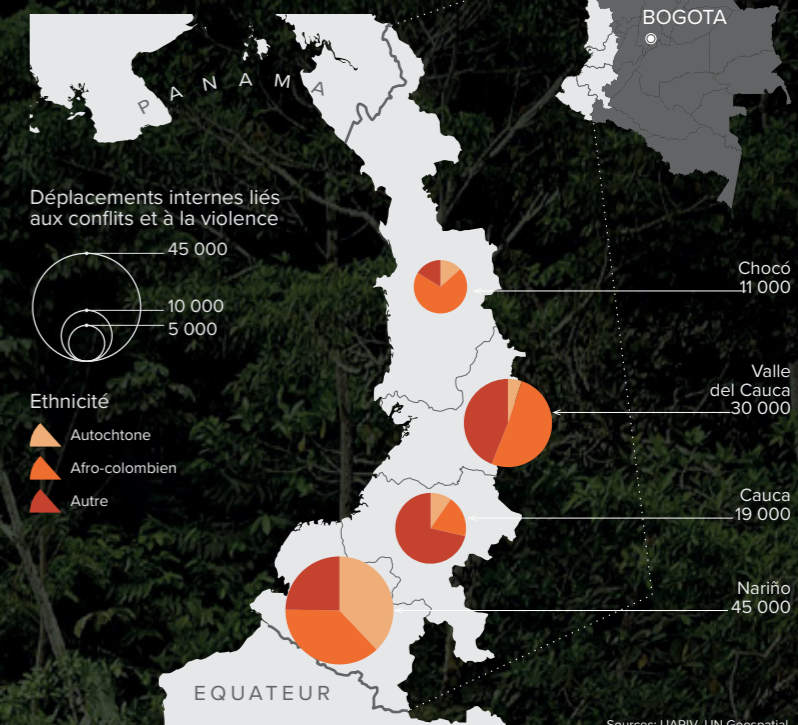
Dans l'ensemble du Pacifique, les assassinats, le recrutement forcé, les menaces et les attaques contre les écoles font partie des raisons forçant les communautés vulnérables à fuir. Leur déplacement nuit à leur

tissu social et à leur résilience en plus de ralentir la mise en œuvre de l'accord de 2016, qui comporte un chapitre ethnique appelant au respect des droits fonciers et des garanties de sécurité des communautés autochtones et afro-colombiennes.³⁵³ Reconnaisant que la mise en œuvre a pris du retard, le bureau de la vice-présidente du pays a identifié neuf domaines prioritaires pour ces communautés, notamment l'accès à la terre, les programmes de développement et le renforcement des mécanismes d'autoprotection.³⁵⁴

Le Registre des victimes, un mécanisme de suivi et de reportage qui s'adresse aux victimes du conflit, y compris aux personnes déplacées, est utile pour fournir des informations clés permettant de comprendre la dynamique du déplacement et les différents impacts sur certains groupes de population.³⁵⁵ D'autres mécanismes, dont la Commission de suivi, de promotion et de vérification de la mise en œuvre de l'accord créée par le gouvernement en octobre 2022, sont également utiles pour suivre la situation dans les différents territoires et communautés afin d'établir des priorités en matière d'aide humanitaire et de réparations.³⁵⁶

106 000

Déplacements internes par les conflits et la violence dans la région du Pacifique



Membres d'un groupe armé non étatique en patrouille dans le Chocó, en Colombie. Même après l'accord de paix de 2016, l'instabilité dans la région du Pacifique continue de provoquer des déplacements et des confinements forcés, avec un impact disproportionné sur les populations autochtones et afro-colombiennes. © Daniel Muñoz/AFP/Getty Images

En détail – Canada

Des incendies de forêt records s'étendent aux zones urbaines

En 2023, l'été le plus chaud que le Canada ait connu en 76 ans a alimenté la saison des feux de forêt la plus destructrice jamais enregistrée dans le pays, avec près de sept fois plus de terres brûlées que la moyenne annuelle.³⁵⁷ L'ampleur des incendies a été telle qu'ils ont produit près d'un quart des émissions mondiales de carbone dues aux feux de forêt de l'année.³⁵⁸ Ils ont également provoqué 185 000 déplacements internes, le chiffre le plus élevé depuis que des données sont disponibles pour le pays en 2008 et 43 pour cent du chiffre mondial dû aux feux de forêt. L'ampleur et l'impact des incendies ont mis en évidence la nécessité de renforcer les mesures de réduction des risques, les protocoles d'évacuation et la résilience globale du pays face aux catastrophes.³⁵⁹

Les incendies de forêt affectent régulièrement les vastes forêts boréales et les prairies du Canada, exposant chaque année les petites communautés vivant à l'interface entre la ville et la forêt à un risque accru de déplacement, de dommages immobiliers et de la perte de leurs moyens de subsistance. Les communautés autochtones, dont 80 pour cent vivent dans des zones très exposées aux incendies de forêt, souffrent particulièrement des déplacements répétés, bien qu'aucune donnée systématique ne soit disponible.³⁶⁰ Il existe cependant des exemples, comme la Première nation de Lytton en Colombie-Britannique, qui a dû être évacuée pour la troisième année consécutive en 2023.³⁶¹

Au-delà d'une plus grande exposition aux risques, cette tendance de déplacement répété s'explique en partie par une approche de la gestion des incendies basée sur la densité de population et la valeur des biens.³⁶² Ainsi, les investissements réduits, notamment dans les infrastructures, ont limité la capacité des communautés isolées à mettre en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophes et à se remettre rapidement des conséquences de leur déplacement.³⁶³

Les communautés vivant dans les grandes agglomérations urbaines ne sont généralement pas affectées par les déplacements, mais cette tendance s'est modifiée au cours de la saison des feux de 2023, où près de la moitié des déplacements enregistrés ont eu lieu dans des zones urbaines. L'événement le plus important de l'année, qui a représenté près d'un quart du total des déplacements à l'échelle nationale en 2023, s'est produit à la mi-août lorsqu'un incendie s'est déclaré près des villes de Kelowna et West Kelowna en Colombie-Britannique. Alors qu'il s'approchait de la rive ouest du lac Okanagan séparant les deux villes, les autorités ont émis des ordres d'évacuation à 45 000 personnes, soit plus que tous les déplacements enregistrés à l'échelle nationale au cours de la saison des feux de forêt de 2021.³⁶⁴

Vingt-trois mille autres déplacements ont été liés à l'évacuation de Yellowknife, ville abritant la moitié de la population des Territoires du Nord-Ouest.³⁶⁵ C'était la première année que des déplacements dus à des incendies étaient enregistrés dans ce territoire peu peuplé, et une évacuation d'une telle ampleur n'était pas prévue. Malgré l'intervention des forces armées et la mise en place de vols supplémentaires, de nombreux problèmes sont apparus.³⁶⁶ La seule autoroute quittant la ville était embouteillée et certaines personnes ont dû parcourir 1 500 kilomètres pour trouver un hébergement d'urgence dans la province voisine de l'Alberta.³⁶⁷

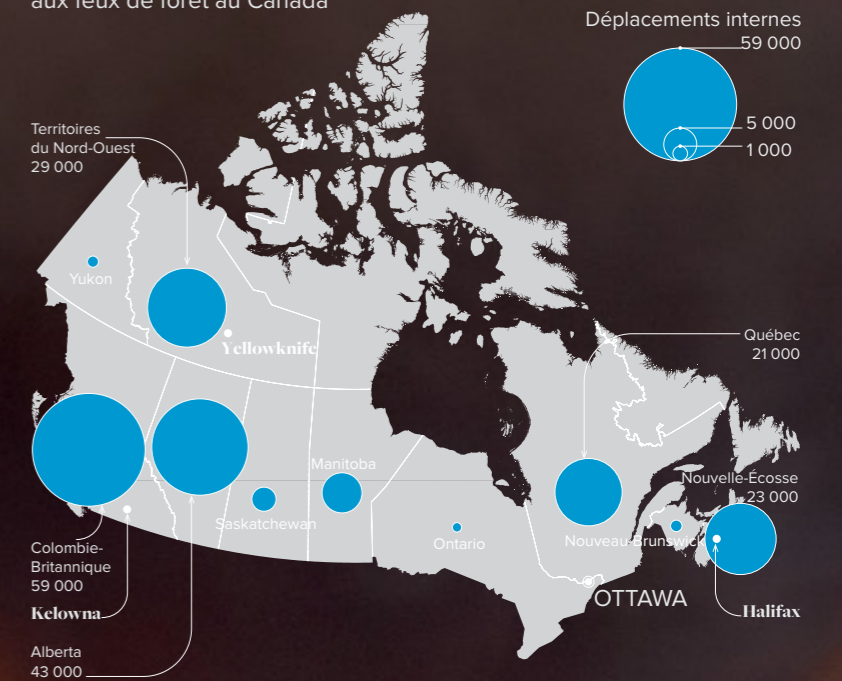
À l'est du pays, la province maritime de Nouvelle-Écosse, qui jouit habituellement d'un climat plus tempéré, a connu fin juin le plus grand feu de forêt jamais enregistré.³⁶⁸ L'incendie a entraîné l'évacuation de près de 17 000 personnes dans les banlieues de la capitale, Halifax, et la rareté de l'événement a pris bien des gens au dépourvu. Certains habitants ont eu du mal à trouver des itinéraires d'évacuation ou des informations fiables sur la manière de réagir à l'aléa.³⁶⁹

Conscient que les incendies risquent de devenir plus intenses et plus destructeurs avec l'augmentation des températures mondiales, le gouvernement canadien a pris des mesures pour renforcer la préparation aux catastrophes et la réduction des risques. Son premier Profil de risque national, publié en 2023, présente des mesures concrètes visant à réduire davantage le risque d'incendies.³⁷⁰ Le gouvernement a également investi dans le programme FireSmart qui sensibilise le public aux comportements à risque, conseille l'utilisation de matériaux de construction non inflammables et renforce les protocoles d'évacuation.³⁷¹ Les programmes FireSmart destinés à certaines communautés autochtones incluent les connaissances traditionnelles et leurs normes et valeurs culturelles dans leurs dispositions.³⁷² Les connaissances autochtones, notamment en ce qui a trait aux feux contrôlés et la plantation d'espèces d'arbres résistantes au feu, sont également prises en compte dans d'autres stratégies et plans de gestion des incendies.³⁷³

Le besoin de décentraliser les réponses aux aléas a également été souligné dans les stratégies de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique, qui considèrent le rôle des autorités provinciales comme essentiel.³⁷⁴ En Colombie-Britannique, qui a connu au cours des sept dernières années quatre des plus graves saisons de feux de forêt depuis 1919, le service saisonnier de lutte contre les incendies a été remplacé par un service fonctionnant toute l'année en 2022.³⁷⁵ L'ensemble de ces initiatives devrait à l'avenir contribuer à réduire le risque de déplacement dû aux feux de forêt.

185 000

déplacements internes liés aux feux de forêt au Canada



Sources: L'IDMC s'est basé sur les données des autorités gouvernementales, UN Geospatial

Des habitants observent l'incendie de McDougall Creek à West Kelowna, en Colombie-Britannique, au Canada. En 2023, les incendies ont déclenché le plus grand nombre de déplacements internes depuis que des données sont disponibles pour le pays, souvent dans des zones urbaines auparavant moins touchées.
© Darren Hull/AFP/Getty Images



Europe et Asie centrale

Des femmes et des enfants passent devant un bâtiment à Iskenderun, en Turquie, détruit par des tremblements de terre en février. Les tremblements de terre ont provoqué quatre millions de déplacements, l'un des nombres les plus importants jamais enregistrés. © Aziz Karimov/Getty Images

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

7,2 m
à la fin de l'année 2023

10 %
du total mondial

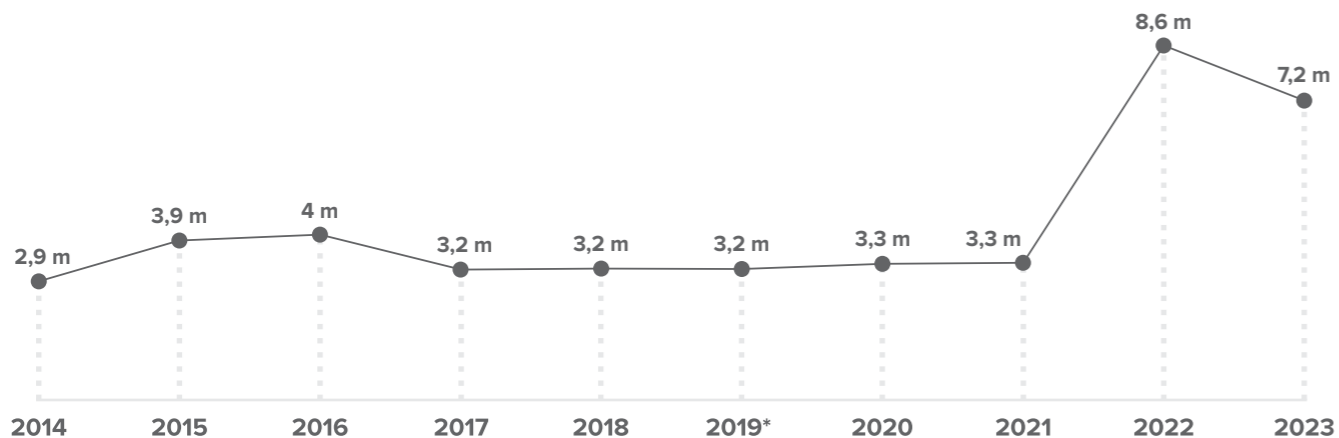
6,4 m
Suite des conflits et de la violence

866 000
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays



Nombre total de personnes déplacées (2014-2023)



Nombre total de personnes déplacées en millions
*Première année que les données sur les catastrophes sont disponibles

Déplacements internes (mouvements)

5,1 m
durant 2023

11 %
du total mondial

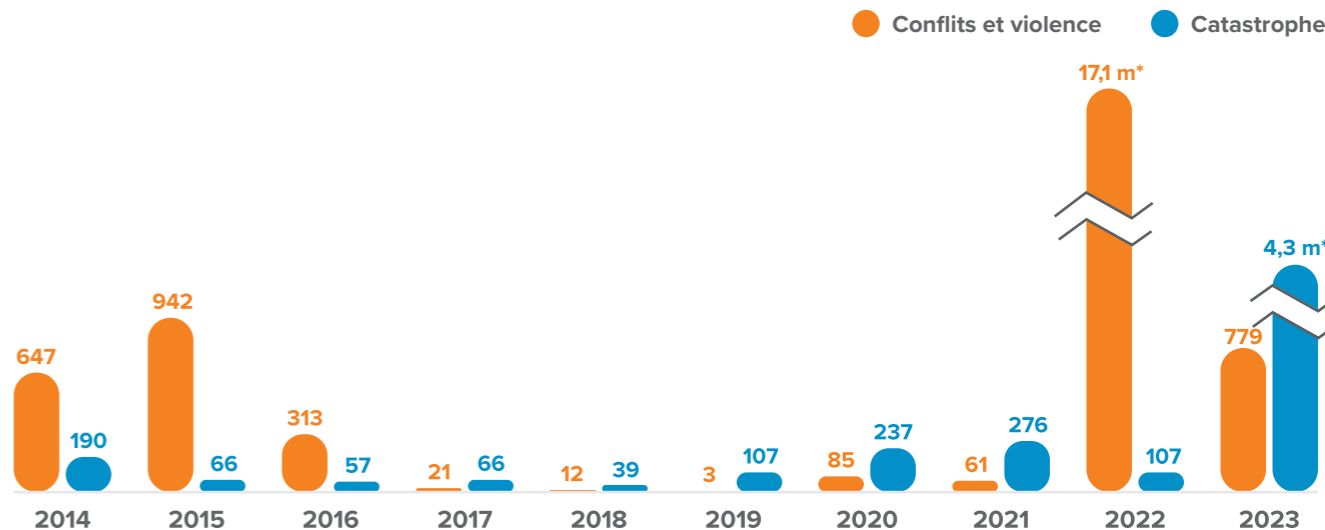
779 000
Suite des conflits et de la violence

4,3 m
Suite à des catastrophes

Pays avec le plus de déplacements internes



Déplacements internes (2014-2023)



Déplacements internes en milliers
*en millions

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de l'année 2023. Les déplacements internes sont le nombre total pour toute l'année 2023. Toute l'information sur ces deux pages concerne l'Europe et l'Asie centrale

Europe et Asie centrale

Environ 5,1 millions de déplacements internes ont été enregistrés en Europe et Asie centrale en 2023. Les catastrophes en avaient provoqué 4,3 millions, et les conflits et la violence 779 000. Le premier chiffre est de loin le plus élevé depuis que des données sont disponibles pour la région en 2008. Il est principalement dû aux tremblements de terre qui ont frappé la Turquie en février et qui ont déclenché quatre millions de mouvements, ce qui en a fait l'événement de déplacement le plus important de l'année à l'échelle mondiale (voir « En détail », p. 103).

La **Grèce** a enregistré le plus grand nombre de déplacements dus à des incendies de forêt, portant le chiffre régional à près d'un quart du total mondial. Les tempêtes et les inondations ont provoqué 103 000 déplacements dans l'ensemble de la région, soit dix fois plus qu'en 2022.

Le nombre de déplacements liés aux conflits a diminué, passant de 17,1 millions en 2022 à 779 000 en 2023, en grande partie dû au fait que les lignes de front de la guerre entre l'Ukraine et la Russie sont restées relativement inchangées au cours de l'année. Ce conflit représentait tout de même 99 pour cent des déplacements de la région.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine est à l'origine de 99 pour cent des déplacements liés au conflit dans la région.

À la fin de l'année, environ 7,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région, soit environ 10 pour cent du total mondial. Parmi elles, 6,4 millions avaient fui les conflits et la violence, dont 3,7 millions en Ukraine. Les autres 2,7 millions étaient des personnes en situation de déplacement prolongé à la suite de conflits survenus il y a des années, voire des décennies. En ce qui concerne les catastrophes, 866 000 personnes étaient toujours déplacées à la fin de l'année, dont 822 000 à la suite des tremblements de terre en Turquie.



Un élève se tient dans ce qui reste de son école à Novohryhorivka, en Ukraine. À la fin de l'année 2023, 3,7 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit et de la violence, ce qui est de loin le chiffre le plus élevé de la région.

© UNICEF/UNI431074/Filippov



Forêt brûlée dans un quartier côtier près d'Alexandroupolis, en Grèce. Le pays a enregistré 76 000 déplacements dus aux incendies de forêt en 2023, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré.

© Athanasios Gioumpasis/Getty Images

Augmentation des déplacements liés aux catastrophes

Outre les tremblements de terre qui ont frappé la Turquie en février et qui ont déclenché l'un des plus grands nombres de déplacements liés à des catastrophes au niveau mondial depuis le début des données en 2008, l'Europe et l'Asie centrale ont enregistré 229 000 autres déplacements liés à des catastrophes, soit plus du double du chiffre enregistré en 2022. Ce chiffre s'explique en grande partie par l'augmentation des déplacements liés aux incendies de forêt, aux tempêtes et aux inondations dans le bassin méditerranéen.

La Grèce a enregistré les chiffres les plus élevés avec 91 000 déplacements, dont 76 000 étaient liés aux feux de forêt. Comme dans d'autres parties de l'Europe, la chaleur extrême de l'été a alimenté les incendies.³⁷⁶ Le déplacement le plus important a eu lieu au Mont Parnitha, au nord d'Athènes, le 22 août, quand plus de 35 000 mouvements ont été enregistrés.³⁷⁷ Le deuxième événement ayant généré le plus de déplacements a eu lieu simultanément à Psachna, dans le centre de la Grèce, avec près de 11 000 mouvements.³⁷⁸

Quelques jours plus tard, le nord du pays a connu le plus grand incendie de forêt enregistré dans l'Union européenne depuis le début des relevés en 2000.³⁷⁹ Bien qu'il ait provoqué relativement peu de déplacements (environ 5 600), il a néanmoins causé d'importants dégâts. L'hôpital principal d'Alexandroupolis, l'une des zones les plus touchées, a dû être évacué, et les patients et les médecins ont été transférés dans un ferry adapté qui a servi d'installation temporaire.³⁸⁰

Les tremblements de terre qui ont frappé la Turquie ont provoqué l'un des plus grands nombres de déplacements par catastrophe dans le monde depuis le début des relevés en 2008.

Après des semaines d'incendies et de sécheresse, la tempête Daniel, une tempête méditerranéenne peu commune, a touché terre dans le centre de la Grèce

le 4 septembre. Elle a entraîné des précipitations records et des inondations qui ont provoqué près de 11 000 déplacements. Environ 70 pour cent des zones inondées étaient des terres agricoles, ce qui a affecté les cultures et le bétail dans l'un des greniers de la Grèce.³⁸¹

La tempête a également provoqué environ 250 déplacements en Bulgarie et en Turquie, mais c'est le nord-est de la Libye qui a été le plus touché avec la rupture de deux barrages près de la ville de Derna, provoquant plus de 52 000 déplacements (voir « En détail », p. 53).

Trois semaines plus tard, la tempête Elias a frappé certaines des mêmes zones en Grèce, notamment le port de Volos. Elle a provoqué près de 4 600 déplacements, souvent sous la forme d'évacuations préventives. Les autorités ont eu des difficultés à répondre, car elles géraient encore les impacts de Daniel.³⁸²

Une tempête exceptionnelle a frappé la **Slovenie** au début du mois d'août, provoquant la plus grande catastrophe de l'histoire du pays. Elle a incité le gouvernement à activer le plan national d'intervention d'urgence en cas d'inondations et à organiser environ 8 000 évacuations. Les inondations, qui ont touché près des deux tiers du pays, ont bloqué des routes principales, détruit des ponts et provoqué des glissements de terrain, laissant certaines zones inaccessibles pendant des jours.³⁸³

En **Italie**, une tempête a frappé la région d'Émilie-Romagne, provoquant 36 000 déplacements internes entre le 16 et le 20 mai. Les fortes précipitations ont fait sortir plusieurs rivières de leur lit, entraînant d'importantes inondations et des centaines de glissements de terrain dans 37 municipalités. La tempête a frappé suite à des inondations que les autorités régionales avaient réussi à gérer deux semaines plus tôt.³⁸⁴ Toutefois, les fortes pluies ayant persisté, le département italien de la protection civile a dû intervenir pour soutenir les efforts de secours liés à la tempête.³⁸⁵ Plus de 8 000 personnes ont pris refuge dans des hôtels et des bâtiments publics, principalement dans la région de Ravenne, tandis que d'autres ont trouvé refuge à Bologne et à Forlì-Cesena.³⁸⁶ Des personnes âgées et des personnes handicapées sont restées enfermées chez elles.³⁸⁷

L'Italie a également enregistré son nombre le plus élevé de déplacements liés aux feux de forêt depuis le début des relevés en 2008, avec 3 000 mouvements.³⁸⁸ Les deux tiers de ces déplacements concernaient des évacuations en Sicile en juillet. Le nombre total de déplacements en Italie est relativement faible par rapport aux autres pays touchés par les incendies, mais il a augmenté de manière significative depuis 2020.

La **France** a au contraire enregistré une baisse significative de déplacements liés aux feux de forêt en 2023 après sa pire saison d'incendies jamais enregistrée en 2022, passant de 45 000 à 3 300 déplacements. Cette diminution peut en partie être attribuée à l'augmentation des précipitations dans la majeure partie du pays et aux leçons tirées de la saison 2022.

Fin 2022, le gouvernement a dévoilé une stratégie préventive de lutte contre les incendies de forêt qui prévoyait davantage de ressources financières, une surveillance accrue des zones à risque et des améliorations technologiques. En 2023, le nombre d'incendies est resté le même, mais la superficie brûlée a été nettement moins importante et les déplacements ont été moins nombreux, car les incendies ont été combattus rapidement.³⁸⁹

Après la pire saison d'incendies de forêt jamais enregistrée en 2022, la France a dévoilé une stratégie de prévention des incendies de forêt prévoyant davantage de ressources financières, une surveillance accrue et des améliorations technologiques.

Seuls quatre incendies ont engendré des déplacements au cours de l'année, la plupart ayant eu lieu dans le département des Pyrénées-Orientales, à la frontière avec l'Espagne, qui a connu l'une des pires sécheresses de son histoire.³⁹⁰ À la mi-août, un incendie attisé par une vague de chaleur, des conditions sèches et des vents violents a déclenché 3 000 évacuations.³⁹¹ Il a détruit des maisons, laissant 17 personnes toujours déplacées à la fin de l'année. Le même département avait déjà été touché par un incendie à la mi-avril, plus tôt que la saison habituelle, et avait provoqué 300 déplacements.³⁹²

Près d'un quart des déplacements liés aux incendies dans la région ont été enregistrés en **Espagne**, soit 24 000, le deuxième chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays. Toutefois, contrairement aux années précédentes, seuls 4 000 ont été enregistrés sur le continent, tandis que la grande majorité ont eu lieu dans les îles Canaries.

Des incendies ont frappé La Palma, provoquant près de 4 300 évacuations à la mi-juillet, dans la même zone qui avait subi une éruption volcanique deux ans plus tôt.³⁹³ Un mois plus tard, un grand incendie à Ténériffe en a déclenché plus de 12 000, et il s'est rallumé début octobre, entraînant 3 300 mouvements supplémentaires.³⁹⁴

L'Espagne a été à l'origine de près d'un quart des déplacements dus aux incendies de forêt dans la région, avec 24 000 personnes déplacées.

La **Russie** a enregistré près de 15 000 déplacements liés aux catastrophes, son chiffre le plus élevé depuis 2014. Les restes du typhon Khanun, qui a touché terre en Corée du Sud à la mi-août avant de frapper Primorye, à l'extrémité orientale de la Russie, ont été à l'origine de 5 000 mouvements.³⁹⁵ La même région a été touchée par une autre tempête à la fin du mois d'août, ce qui a entraîné 7 100 déplacements supplémentaires.

En **Islande**, l'augmentation de l'activité sismique et volcanique près du village de Grindavík a incité le gouvernement à évacuer ses 3 700 habitants le 13 novembre. D'autres fissures se sont ouvertes dans les semaines suivantes et d'autres éruptions ont prolongé le déplacement de la population. À la fin de l'année, personne n'avait pu regagner son domicile.³⁹⁶

L'ampleur des catastrophes en Europe en 2023 a mis en évidence la nécessité d'augmenter les ressources consacrées à la gestion des catastrophes et d'investir dans des mesures de réduction des risques pour changer les tendances et améliorer la coopération régionale, notamment avec le soutien de l'Union européenne, afin d'éviter de futurs déplacements.³⁹⁷

Conflits et violence

L'**Ukraine** a enregistré 714 000 mouvements en 2023, un chiffre conservateur compte tenu de l'absence de données exhaustives dans les parties du pays occupées par la Russie. Pour les personnes qui sont retournées dans leur région d'origine au cours de l'année, le retour ne signifiait pas nécessairement qu'elles avaient trouvé une solution durable (voir « En détail », p. 105).

Environ 319 000 personnes sont revenues de l'étranger pour se retrouver dans une situation de déplacement interne, rejoignant le reste des personnes déplacées à l'intérieur du pays, principalement dans les oblasts de Kharkiv et de Dnipropetrovsk.³⁹⁸ Pour affronter les défis auxquels sont confrontées les populations déplacées, le gouvernement a approuvé en avril une stratégie nationale sur les déplacements internes pour la période 2023-2025.³⁹⁹

L'Ukraine a approuvé une stratégie nationale sur les déplacements internes pour la période 2023-2025.

La **Russie** a enregistré 60 000 déplacements, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 7 100 déplacements signalés en 2022, et un chiffre record pour le pays. Tous les déplacements ont eu lieu dans l'oblast de Belgorod au cours de la première semaine de juin, à la suite de tirs d'obus en provenance de l'Ukraine.⁴⁰⁰ La majorité des personnes déplacées ont cherché refuge auprès de leur famille et de leurs amis, mais environ 8 000 ont trouvé refuge dans des centres d'hébergement temporaires mis en place par le gouvernement local.⁴⁰¹ Selon les estimations, toutes ces personnes vivaient encore en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

Ailleurs dans la région, une opération militaire menée par les forces gouvernementales à Khankendi, la capitale de la région du Karabagh, en **Azerbaïdjan**, a provoqué 5 100 déplacements internes le 19 septembre.⁴⁰² Les forces russes de maintien de la paix ont soutenu l'évacuation des personnes vers un camp de base. Au 28 septembre, la plupart d'entre elles avaient pu quitter.⁴⁰³ L'offensive a également entraîné d'importants mouvements transfrontaliers vers l'Arménie.⁴⁰⁴

Au cours de l'année, près de 4 400 personnes déplacées sont retournées sur les territoires que l'Azerbaïdjan avait repris à la fin des hostilités avec l'Arménie en 2020, rejoignant environ 300 personnes qui étaient retournées en 2022. Cependant, environ 658 000 personnes vivaient toujours en déplacement interne à la fin de l'année 2023. Avec le soutien de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, le gouvernement a mis en place des initiatives visant à soutenir l'autonomie des déplacés internes, notamment des programmes d'autonomisation des femmes, et a fourni aux personnes déplacées un soutien juridique et une assistance sociale.⁴⁰⁵

L'Azerbaïdjan fait partie des pays de la région qui suivent la situation des personnes vivant un déplacement prolongé à la suite de conflits ou de violence. L'Ukraine, la Géorgie, Chypre, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine tiennent également des registres.

En détail – Turquie

Les tremblements de terre provoquent le plus grand nombre de déplacements dus aux catastrophes en 2023

La Turquie a connu une catastrophe dévastatrice en février 2023 lorsque deux tremblements de terre de magnitude 7,8 et 7,5 et leurs répliques ont provoqué de nombreux morts, de la destruction à grande échelle et des déplacements de population. Les épicentres se trouvaient à Kahramanmaraş et Hatay, mais d'autres provinces, en particulier Adiyaman, Gaziantep et Malatya, ont également été touchées. Quatre millions de déplacements internes ont été enregistrés, ce qui en a fait la plus grande catastrophe de l'année.

L'intensité des tremblements de terre, l'âge de certains bâtiments et le non-respect des normes de construction ont contribué à la gravité de leurs impacts.⁴⁰⁶ Des dizaines de milliers de logements ont été détruits, et de nombreux bâtiments endommagés ont dû être démolis, prolongeant ainsi le déplacement de nombreuses personnes.⁴⁰⁷

La réponse à une catastrophe d'une telle ampleur a posé des défis importants et a nécessité une mobilisation et une coordination intersectorielles importantes. Plus de 271 000 secouristes et près de 1,4 million de volontaires ont été déployés pour aider à distribuer l'aide et à monter des tentes, tandis que les équipes d'urgence internationales et le secteur privé ont apporté un soutien financier et technique.⁴⁰⁸ Les dégâts subis par les infrastructures de santé et d'eau ont créé des problèmes d'assainissement, et les besoins en matière de santé mentale et psychosociale des personnes déplacées se sont accrus, celles-ci étant confrontées à l'absence de domicile, à la séparation des familles, à la perte d'êtres chers, au stress post-traumatique et à l'incertitude quant à l'avenir.⁴⁰⁹

Le besoin le plus pressant des personnes déplacées au lendemain de la catastrophe était de trouver un abri. Le gouvernement a installé des centaines de milliers de tentes et a réaffecté des hôtels et des bâtiments publics. Il a également proposé une aide à la location et la possibilité de s'installer dans des sites de containers.⁴¹⁰ La plupart des gens ont d'abord choisi de

bénéficier d'une aide à la location, mais la demande d'hébergement a entraîné une forte augmentation des loyers.⁴¹¹ Par exemple, les coûts de location à Gaziantep ont augmenté de 47 pour cent entre février et avril, ce qui a poussé les autorités à plafonner temporairement les augmentations dans les provinces touchées par les tremblements de terre.⁴¹²

Les réfugiés syriens ont également été touchés par ces derniers. En octobre 2023, environ 12 000 d'entre eux vivaient encore dans des tentes et 3 000 dans des sites informels.⁴¹³ Le chômage, l'augmentation du coût de la vie et la perturbation de l'éducation des enfants sont quelques-uns des principaux défis auxquels ils étaient confrontés.⁴¹⁴

Les personnes déplacées qui se trouvaient dans des abris improvisés ont progressivement déménagé dans des villes-containers au cours de l'année. Leurs conditions de vie et leur accès aux services s'en sont trouvés améliorés, mais il est probable qu'elles continueront à vivre dans ces conditions pendant un certain temps, les autorités locales estimant que les containers seront utilisés pendant au moins trois ans.⁴¹⁵ D'importants efforts de reconstruction étaient en cours à la fin de l'année et environ 822 000 personnes vivaient toujours en situation de déplacement interne au 31 décembre.⁴¹⁶

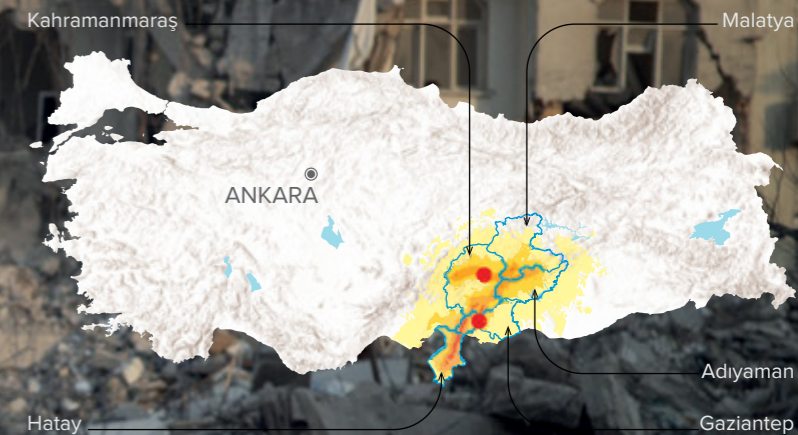
Pour accélérer la réponse et améliorer l'accès des personnes déplacées à l'aide et aux services, le gouvernement a mis en place un système en ligne pour distribuer des documents d'identité temporaires.⁴¹⁷ Le fond d'assurance catastrophe de Turquie avait versé plus de 340 millions de dollars aux assurés à la fin du mois de mars.⁴¹⁸ Le secteur privé s'est également fortement impliqué dans la réponse. Les fédérations nationales d'entreprises ont mis en place un service d'assistance pour coordonner les offres de soutien matériel et ont fourni des moyens de transport, de la nourriture et des articles non alimentaires pour une valeur de 11 millions de dollars. Par ailleurs, l'initiative Connecting Business, menée conjointement par l'OCHA et le PNUD, a

permis de coordonner les offres de soutien d'un large éventail d'entités internationales du secteur privé.⁴¹⁹

L'impact des tremblements de terre a souligné le besoin d'améliorer la préparation et de continuer à investir dans la modernisation des bâtiments. Il est également essentiel de rendre les infrastructures plus résistantes, ainsi que d'appliquer et de faire respecter les réglementations en matière de construction. Cela dit, la vaste expérience de la Turquie en matière de gestion des risques de catastrophe a contribué aux efforts de réponse et de redressement. L'autorité de gestion des catastrophes et des urgences du pays a joué un rôle essentiel en veillant à ce que les interventions soient bien coordonnées, notamment grâce à une solide gestion des données et à des politiques locales de réduction des risques de catastrophe.⁴²⁰ Ces initiatives, ainsi que les enseignements tirés de cette catastrophe majeure, contribueront à réduire les futurs risques de déplacement liés aux catastrophes et à aider les personnes déplacées à trouver des solutions durables.⁴²¹

Intensité du tremblement de terre (basée sur l'échelle de Mercalli modifiée)

- Dévastatrice
- Destructrice
- Très forte
- Forte
- Epicentre



Sources: USGS Earthquake Hazards Program, UN Geospatial, ESRI

4 millions
de déplacements internes
par les tremblements de
terre en Turquie

Un couple regarde les bâtiments détruits à Hatay, épicentre des grands tremblements de terre qui ont frappé la Turquie en février. Les pertes considérables de logements et la nécessité de démolir les bâtiments endommagés signifient que des efforts de reconstruction considérables sont nécessaires pour fournir des solutions durables aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

© Chris McGrath via Getty Images

En détail – Ukraine

Les solutions durables restent une perspective lointaine pour de nombreuses personnes déplacées

Les combats en cours entre les forces armées russes et ukrainiennes ont continué à provoquer des déplacements en 2023, en particulier dans l'est et le sud de l'Ukraine, mais le nombre de personnes déplacées dans le pays a diminué d'un tiers pour atteindre 3,7 millions à la fin de l'année. Cette diminution s'explique par le fait que des personnes sont retournées dans leur lieu d'origine et que d'autres ont quitté le pays. Toutefois, pour un grand nombre des 4,5 millions de personnes estimées être rentrées chez elles, cela n'a pas nécessairement débouché sur une solution durable à leur déplacement.⁴²²

Pour les rapatriés comme pour ceux qui tentent de s'intégrer localement, la recherche d'un logement abordable, de moyens de subsistance et d'un environnement favorable fait partie des difficultés persistantes auxquelles ils sont confrontés.⁴²³ La moitié des personnes déplacées interrogées en septembre ont déclaré que les dégâts et la destruction de leur logement étaient l'un des principaux facteurs qui les empêchaient de rentrer chez elles de manière durable. La plupart d'entre elles ont également déclaré avoir épuisé leurs économies et ne pas avoir les moyens de réparer ou de reconstruire leurs maisons, en particulier dans les zones reprises par les forces armées ukrainiennes, qui ont subi certains des dommages les plus importants.⁴²⁴

Pour répondre à ces problèmes, le gouvernement a fourni un soutien financier pour aider les personnes déplacées à trouver un logement et à reconstruire leur maison. Il a également rédigé une loi visant à accroître la disponibilité de logements abordables au niveau municipal, notamment à travers la construction d'unités sociales et coopératives. Ce processus s'est accompagné de la mise en place d'un système de suivi des investissements municipaux afin de garantir la transparence et l'efficacité de l'allocation des ressources.⁴²⁵

Le registre officiel des personnes déplacées du gouvernement était probablement sous-représentatif, en partie dû à la nature dynamique des déplacements, y compris des mouvements répétés et, dans certains cas, pendulaires. Sans preuve de leur statut de déplacé, certaines personnes n'ont pas pu accéder aux services et à l'aide du gouvernement.⁴²⁶ Le registre incomplet a également empêché de comprendre pleinement combien de personnes étaient dans le besoin et où.

Les besoins des personnes déplacées diffèrent selon leur genre et leur âge. Par exemple, 17 pour cent des femmes déplacées à l'intérieur du pays ont déclaré avoir des difficultés à accéder au travail et aux moyens de subsistance, contre dix pour cent des hommes, tandis qu'un pourcentage plus élevé de ces derniers vivaient dans des logements précaires.⁴²⁷ Les personnes âgées, qui représentent près d'un quart de l'ensemble des personnes déplacées, ont eu du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux, beaucoup d'entre elles vivant dans la pauvreté et ayant parfois du mal à obtenir des informations et des services parce qu'elles manquaient de connaissances numériques.⁴²⁸

La cohésion sociale est devenue une préoccupation croissante au cours de l'année. Environ 20 pour cent des personnes déplacées ont signalé des tensions avec leurs communautés d'accueil, principalement en raison de l'inégalité perçue dans l'accès à l'aide financière. Les tensions varient d'une région à l'autre du pays, mais tendent à être plus fréquentes dans les régions à l'ouest. Dans l'oblast de Lviv, par exemple, les différences politiques, culturelles ou linguistiques des personnes déplacées ont été plus fréquemment citées comme source de tension.⁴²⁹ Ces variations soulignent la pertinence d'interventions ciblées pour favoriser l'intégration locale et les retours durables.

Les conseils de personnes déplacées ont continué à jouer un rôle important dans la coordination de l'aide et du rétablissement précoce au niveau local. Ils ont travaillé avec les autorités municipales et les organisations non gouvernementales pour faciliter la coopération, veiller à ce que les interventions reflètent les défis immédiats des personnes déplacées, et améliorer leur participation aux affaires politiques. Créées en 2019 pour soutenir celles déplacées depuis 2014, ces entités sont devenues une priorité dans la stratégie nationale 2023-2025 sur les personnes déplacées, ce qui atteste de leur pertinence et garantit leur pérennité.⁴³⁰ Elles sont également un exemple de bonnes pratiques qui reconnaissent et tirent parti du pouvoir des personnes déplacées sur leur propre situation.

Les vestiges d'un immeuble résidentiel à Izyum, en Ukraine. Les dégâts et la destruction des habitations ont été l'un des principaux facteurs empêchant les retours durables. © UNICEF/UNI450828/Pashkina

Références

1 Union africaine, Agreement for Lasting Peace through a Permanent Cessation of Hostilities Between the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia and the Tigray People's Liberation Front (TPLF), 2 novembre 2022; Refugees International, Scars of War and Deprivation: An Urgent Call to Reverse Tigray's Humanitarian Crisis, 29 février 2024; OCHA, Ethiopia Humanitarian Needs Overview 2024, 26 février 2024

2 ICG, Ethiopia's Ominous New War in Amhara, 16 novembre 2024; The Guardian, Ethiopia declares a state of emergency in Amhara amid increasing violence, 4 août 2023; ACLED, Fact Sheet: Crisis in Ethiopia's Amhara Region, 10 août 2023

3 UNICEF, WASH Cluster, Somalia: Sool Region Conflict Response Update, 14 mars 2023; UNHCR, East and Horn of Africa, and the Great Lakes Region – External Update #1: Las Caanood Situation – Emergency Response in Somalia and Ethiopia, 19 mars 2023; ACAPS, Key crises to watch in 2023: Somalia, 14 avril 2023; ICG, Time for Somaliland and the Dhulbahante to Talk, 19 mai 2023; ICRC, Somalia: Displacement numbers swell. Reason: Conflict, 11 mai 2023

4 ICG, Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab, 21 mars 2023; CSNU, résolution 2710 (2023), 15 novembre 2023

5 ATMIS, Statement to the Somalia Security Conference by Srcc & Head of ATMIS, Mohamed El-Amine Souef, 13 décembre 2023

6 ACLED, Kenya-Somalia Border: Rising al-Shabaab Threat in the Wake of ATMIS Drawdown, 1 septembre 2023; Africa Defence Forum, Al-Shabaab Attacks Increase in Kenya's Lamu County, 26 septembre 2023; Nation, Families from Lamu villages flee to school after al-Shabaab attack, 28 juin 2023

7 Look Up TV, Eight Killed, 1500 Families Displaced in Samburu, 3 mars 2023; ACLED, Kenya Situation Update: Government Operation Against Pastoralist Militias in North Rift Region, 31 mars 2023.

8 WFP, From drought to floods: climate extremes drive Somalia hunger crisis, 14 novembre 2023; FSNWG, Food Security and Nutrition Update, 27 février 2023; Climate Refugees, Case Study: Non-Economic Loss And Damage In Kenya, 13 novembre 2023; FEWS NET, Ethiopia Key Message Update: Severe flooding in the pastoral south restricts household recovery from drought, 6 janvier 2024.

9 UNHCR Somalia, Displacements Monitored by UNHCR Protection and Return Monitoring Network (PRMN), non daté; UNHCR, Somalia Drought Response Factsheet, 4 mai 2023; OCHA, Somalia: 2023 Flash and Riverine Floods Situation Report No. 1, 14 mai 2023; FAO, Review of Deyr 2023 Rainfall Performance, Jilal Status, Gu Outlook, and Implications on Livelihoods Over Somalia, 19 janvier 2024.

10 OCHA, Somalia Situation Report, 26 décembre 2023

11 Islamic Relief, Somali city of Beledweyne is 85% under water following devastating floods, 7 décembre 2023

12 IDMC, Flood displacement in Beledweyne, Somalia, 21 octobre 2023; UN Habitat, An Analysis of Flood Risk and Urban Resilience in Beledweyne, 2020.

13 IOM, Japan Supports IOM's Flood Response in Ethiopia, Kenya, and Somalia, 28 février 2024; OCHA, Kenya: Humanitarian impact of heavy rains and flooding - Flash Update #2, 20 novembre 2023

14 OCHA, Kenya: Impact humanitaire des fortes pluies et des inondations - Flash Update #1, 8 novembre 2023

15 FEWS NET, Ethiopia Key Message Update: Severe flooding in the pastoral south restricts household recovery from drought, 6 janvier 2024

16 OCHA, Ethiopia: Situation Report, 25 mars 2024; Save the Children, Ethiopia: At least 23 killed as a new cholera outbreak poses deadly threat to thousands of displaced children, 30 novembre 2023; OCHA, Ethiopia: Cholera Outbreak – Flash Update #8, 20 juin 2023

17 OCHA, Sudan floods 2023 homepage, non daté; IOM DTM, Sudan – Monthly Displacement Overview, 5 décembre 2023; IOM DTM, Sudan Flash Alert: Heavy Rains and Floodings in Nyala Janoub, Nyala Shimal, and Beliel localities, South Darfur Update 1, 5 octobre 2023.

18 OCHA, Ethiopia: Cholera Outbreak - Flash Update #8, 20 juin 2023; WHO, Sudan health emergency Situation Report No.3, 4 octobre 2023; OCHA, Sudan: Cholera outbreak Flash Update No. 05, 7 janvier 2024

19 OCHA, South Sudan: Humanitarian Needs and Response Plan 2024, 22 novembre 2023

20 IOM DTM, Ouganda – Emergency Event Tracking (EET) – EL Niño Impacts, 1 October - 14 November 2023; IFRC, Uganda Floods – Early Action Protocol Activation Operation – n° MDRUG048, 22 November 2023

21 The New Times, Over 4,000 households to be resettled amid heavy rain, 17 janvier 2024; The New Times, Disasters: CoK evacuates affected residents, 21 septembre 2023

22 OCHA, Humanitarian Needs Overview, 23 février 2024; UNICEF, UNICEF condemns attack on camp for displaced people in eastern DRC that kills 23 children, 12 juin 2023; UN News, DR Congo: Armed group attacks displace nearly 1 million since January, 15 juin 2023.

23 EACRF, East African Community Regional Force homepage, sans date

24 UNSG, Secretary-General Welcomes Regional Engagement, Ceasefire Announcement in Democratic Republic of the Congo, 6 mars 2023

25 ECHO, Democratic Republic of the Congo (DRC) – Intensification of conflict: Daily Flash, 10 octobre 2023, IOM, Record High Displacement in DRC at Nearly 7 Million, 30 octobre 2023

26 OCHA, Democratic Republic of the Congo: Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu – Scale up Response Report, 30 décembre 2023

27 OCHA, République démocratique du Congo: Aperçu des besoins humanitaire 2024, 29 décembre 2023

28 FAO, DRC: Impact of conflict on agriculture, food security and livelihoods in Ituri, novembre 2023

29 OCHA, République démocratique du Congo: Aperçu des besoins humanitaire 2024, 29 décembre 2023

30 OCHA, République centrafricaine: Aperçu des besoins humanitaires 2024, 30 janvier 2024; Protection Cluster CAR, Situation des déplacements de la population, 31 juillet 2023; Protection Cluster CAR, Situation des déplacements de la population, 31 mai 2023; ACF/ACLED/REACH, Évaluation multisectorielle (MSA) des besoins – Localités: Belle vue et Wikamon, commune: Ouham bac – Sous-préfecture: Bossangoa, préfecture: Ouham, axe: Bossangoa/Ouham bac/Bozoum, 24 août 2023

31 ACLED, Regional Overview: Africa, 3 août 2023; OCHA, Central African Republic: Situation Report, 13 novembre 2023

32 OCHA, République centrafricaine: Aperçu des besoins humanitaires 2024, 30 janvier 2024; UNHCR, Central African Republic (CAR) – Sudan Situation External Update, 28 février 2024

33 OCHA, Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot, 28 août 2023; OCHA, Cameroon: Humanitarian Dashboard, janvier à juin 2023; UNHCR, Cameroon Response, octobre 2023; OCHA, Cameroon: Situation Report, 26 octobre 2023

34 OCHA, Tchad: Situation humanitaire dans la province du Lac, 23 octobre 2023; OCHA, Insecurity in Lake Province and Humanitarian Consequences, Flash Update no 1, 31 juillet 2023; OCHA, Chad: Humanitarian Response Plan, 8 décembre 2023.

35 OCHA, Tchad: Aperçu de la situation humanitaire au Sud, 19 juin 2023; OCHA, Chad - Humanitarian situation in the South, 3 novembre 2023; ECHO, Chad – escalating violence in Eastern Logone: Daily Flash, 23 mai 2023

36 IOM, A Path to New Beginnings for Chadians Returning from Sudan, 24 octobre 2023; IOM DTM, Tchad – Réponse à la crise au Soudan: Bulletin d'informations 26, 29 décembre 2023

37 Le Monde, Inondations au Congo-Brazzaville: 350 000 personnes ont besoin d'aide humanitaire, selon l'ONU, 19 janvier 2024; WHO, Appui à la réponse d'urgence aux inondations

au Congo, 12 janvier 2024; RFI, Inondations au Congo-Brazzaville: « il faut que le soutien arrive immédiatement », 20 janvier 2024; FICR, Flood - 12-2023 - Flood in Congo Brazzaville, 26 décembre 2023

38 ACLED, The Sahel: A Deadly New Era in the Decades-Long Conflict, 17 janvier 2024; Center for Preventive Action, Violent Extremism in the Sahel, 14 février 2024; UNSC, Greater Support Urgently Needed to Tackle Sahel Region's Growing Insecurity, Aid Fight against Terrorism, Extremism, Senior Official Tells Security Council, 16 mai 2023; OCHA, High-Level Conference on the Lake Chad Region: Key Humanitarian Messages, 20 janvier 2023

39 The Conversation, UN troops to withdraw from Mali: what will change in terms of security, 17 juillet 2023; UN, Security Council ends MINUSMA mandate, adopts withdrawal resolution, 30 juin 2023

40 Gouvernement français, Niger: le désengagement militaire français débute, 5 octobre 2023; France 24, Niger: les derniers militaires français ont quitté le pays, 22 décembre 2023; Al Jazeera, Last set of French troops exit Niger as Sahel sheds Parisian influence, 22 décembre 2023; Carnegie Endowment, The Niger Coup's Outsized Global Impact, 31 août 2023; ACLED, Fact Sheet: Military Coup in Niger, 3 août 2023

41 ICG, Military Rule and Russian Mercenaries in the Sahel, 1er mars 2024; Digithèque MJP, Alliance des États du Sahel: Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des États du Sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger, 16 septembre 2023

42 UNSC, Group of Five for the Sahel Joint Force: Closed Consultations, 20 novembre 2023; UNSC, Joint Force of the Group of Five for the Sahel – Report of the Secretary-General, 9 mai 2023

43 OCHA, Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso, 6 juin 2023; ACLED, The Sahel: A Deadly New Era in the Decades-Long Conflict, 17 janvier 2024

44 OCHA, Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso, 6 juin 2023

45 FEWS NET, Food aid must be increased to save lives and end the risk of Famine (IPC Phase 5) in northern Burkina Faso, 17 novembre 2023

46 USAID, Niger Assistance Overview, 17 novembre 2023; OCHA, Niger Tillabéri: Analyse situationnelle trimestrielle, 24 mai 2023

47 IASC, One in five people in the Central Sahel needs humanitarian aid: Now is the time to turn words into action, 12 janvier 2024

48 MINUSMA, Note aux correspondants: Mali/ MINUSMA, 14 octobre 2023

49 ICG, Northern Mali: Return to Dialogue, 20 février 2024; France 24, Fighting resumes in Mali between army and rebel groups in key northern area, 12 novembre 2024; ACLED, Fact Sheet: Attacks on Civilians Spike in Mali as Security Deteriorates Across the Sahel, 21 septembre 2023

50 REACH, 2023 MSNA Bulletin: Mali, 28 décembre 2023; IDMC, Severity Assessments 2023, 2023

51 WFP, Gulf of Guinea Response: Benin, Côte d'Ivoire, Ghana and Togo – External Situation Report #03, 6 février 2024

52 IFRC, Togo, Africa - Population Movement, Emergency Appeal Operational Strategy, 15 janvier 2024.

53 ICG, Fighting among Boko Haram Splinters Rages On, 30 mai 2023; ECHO, Nigeria - Increased Violence: Daily Flash, 26 juillet 2023; ACAPS, Briefing Note: Conflict in northeastern and northwestern Nigeria, 3 janvier 2024; ECHO, Nigeria - Violence against civilians in the North-East: Daily Flash, 7 novembre 2023; OCHA, Nigeria: Global Humanitarian Overview 2024, 8 décembre 2023

54 IOM DTM, Nigeria: North-Central and North-West Displacement Report 12, décembre 2023; WFP, Nigeria: Situation Report #76, 29 novembre 2023; The Conversation, Bandits in Nigeria: how protection payments to militias escalate conflict in the north-west, 15 août 2023.

55 OCHA, Nigeria Situation Report, 12 décembre 2023; ICG, Rethinking Resettlement and Return in Nigeria's North East, 16 janvier 2023; Global Protection Cluster, Advocacy Note on Protection Concerns related to the Closure of Camps in Local Government Areas (LGAs) in Borno State, North-East Nigeria, 19 décembre 2023.

56 OCHA, Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot, 28 décembre 2023; IFRC, Nigeria Floods: Six Months Operation Update, 26 septembre 2023; OCHA, Humanitarian Bulletin – North-east Nigeria Humanitarian Communications Working Group (HCWG), Issue 4, novembre 2023.

57 OCHA, Mozambique: Global Humanitarian Overview 2024, 8 décembre 2023; CSIS, Evalua-

ting Mozambique's Security, Humanitarian, and Funding Landscape, 8 août 2023

58 IOM, Over 110,000 Displaced in Mozambique Amidst Surging Violence as Needs Soar, 8 mars 2024

59 IOM DTM, Mozambique: Mobility Tracking Assessment Report 20, janvier 2024; UNHCR, Picking up pieces in Mozambique and Malawi after Tropical Cyclone Freddy, 28 juin 2023

60 ForAfrika, Mozambicans rebuild after deadly Cyclone Freddy, 16 août 2023; FAO, Tropical cyclone Freddy: Mozambique, 17 mars 2023; Banque mondiale, The Faster Mozambique Rebuilds After Cyclones, the Better it Limits Their Devastating Impact on the Economy, 1^{er} juin 2023

61 UNDRR, Cyclone Freddy puts Mozambique's early warning system to the test, 9 juin 2023

62 OCHA, Southern Africa: Tropical Cyclone Freddy – Flash Update No. 2, 22 février 2023; IFRC, Madagascar – Tropical Cyclone Freddy Operational Update #2 (MDRMG020), 23 mars 2023; NASA, Cyclone Freddy Hits Madagascar, 21 février 2023

63 Jornal de Angola, Mais de 36 mil pessoas afectadas pelas chuvas, 14 décembre 2023

64 Jornal de Angola, Chuva em Malanje já provocou oito mortos, 13 novembre 2023

65 IFRC, South Africa: Floods, DREF Operational Update (MDRZA015), 4 février 2024

66 Associated Press, Flash Flooding Kills 21 in South African Coastal Province, 30 décembre 2023

67 UNHCR, Displacement crisis in Sudan deepens as fighting spreads, 19 décembre 2023

68 IOM DTM, Sudan Weekly Displacement Snapshot 13, 12 décembre 2023; ICG, Khartoum is Being Destroyed. What Does that Mean for Sudan? 25 mai 2023

69 Al Jazeera, Thousands flee as war reaches Sudan's second-largest city, 17 décembre 2023; IOM DTM, Focused Flash Alert: Conflict in Aj Jazirah State, 28 décembre 2023.

70 IOM DTM, Sudan Weekly Displacement Snapshot 13, 12 décembre 2023

71 ICG, Fearing the Worst in Darfur, Again, 6 juillet 2023; The Conversation, Darfur: tracing the origins of the region's strife and suffering, 1^{er}

mars 2020; Norwegian, UK and US governments (the Troika), Statement on Atrocities in Darfur, Sudan, 4 août 2023.

72 Norwegian, UK and US governments (the Troika), Joint Statement on Attacks in Darfur, Sudan and the Need for a Cessation of Violence, 17 novembre 2023; HCDH, Soudan: Killings in Ardamata, 17 novembre 2023; UN News, "Six days of terror" in West Darfur: Ethnically-based attacks on the rise, 17 novembre 2023; OHCHR, Sudan: At least 87 buried in mass grave in Darfur as Rapid Support Forces deny victims decent burials, 17 juillet 2023.

73 IIMAP, Sudan: Cross-Border Humanitarian Access Analysis, 22 novembre 2023; REACH, Sudan Crisis: Cross-Border Assessment – Situation Overview: West Darfur – Chad, 7 juillet 2023; IOM, Revised Response Overview – Sudan Crisis and Neighbouring Countries, 5 septembre 2023; New Humanitarian, "Every checkpoint could be your last": The perilous road to safety for Darfuri refugees, 15 août 2023.

74 WHO, Sudan outbreaks dashboard, non daté; OCHA, Sudan: Seven months of conflict – Key Facts and Figures, 15 novembre 2023

75 OCHA, Sudan floods 2023 homepage, non daté; IOM DTM, Sudan – Monthly Displacement Overview, 5 décembre 2023; IOM DTM, Sudan Flash Alert: Heavy Rains and Floodings in Nyala Janoub, Nyala Shimal, and Beliel localities, South Darfur Update 1, 5 octobre 2023

76 IPC, Sudan: Acute Food Insecurity Analysis, 2 août 2023

77 UNICEF, Over 200 days of war leaves a generation of children in Sudan on the brink, 6 novembre 2023; Save the Children Sudan: About 7,600 children fleeing homes daily in world's largest child displacement crisis, 28 novembre 2023

78 OCHA, Sudan: Seven months of conflict – Key Facts and Figures, 15 novembre 2023

79 NRC, Invisible – The regional displacement crisis triggered by the Sudan conflict, 7 décembre 2023

80 ACAPS, Country Analysis, Sudan, non daté, consulté le 22 janvier 2023

81 IOM baseline assessment January; OCHA, UN relief chief welcomes start of Sudan talks in Jeddah, 29 octobre 2023; The World Bank Data Portal, Population, total – Sudan, consulté le 25 janvier 2024

82 Government du Malawi, Cyclone tropical Freddy Post-Disaster Needs Assessment, avril 2023

83 Foresight, Climate intelligence at work: the case of Cyclone Freddy, 19 avril 2023

84 IFRC, Malawi: Cyclone tropical Freddy – Operation update #1, 14 août 2023; DoDMA, Situation Report No 6, en date du 17-18 mars 2023

85 IFRC, Malawi: Cyclone tropical Freddy – Operation update #2, 25 novembre 2023; DoDMA, Cyclone tropical Freddy: Emergency Response Plan, mars 2023

86 WFP Malawi, Cyclone Freddy Response Update, au 26 mai 2023

87 IPC, Malawi: Acute Food Insecurity Analysis, juin 2023-mars 2024, 18 août 2023

88 Government du Malawi, Tropical Cyclone Freddy Post-Disaster Needs Assessment, avril 2023; DoDMA, Situation Report No 6, en date du 17-18 mars 2023.

89 IFRC, Malawi: Tropical Cyclone Freddy – Operation update #2, 25 novembre 2023

90 DoDMA, Disaster Risk Management Act, 21 juillet 2023

91 Ibid

92 WMO, Climate change increased extreme rainfall in Southeast Africa storms, 12 avril 2022

93 Shelter Cluster/UNHCR, Gaza Escalation May 2023 Dashboard (09 - 13 May 2023) V2, 22 juin 2023; ICRC, Israel And the Occupied Territories: May 2023 Armed Hostilities Facts & Figures, 22 juin 2023; ACAPS, Briefing Note – Palestine: Escalation of violence in Gaza, 22 mai 2023

94 Times of Israel, Thousands of Gaza border residents evacuated by IDF as precaution, 10 mai 2023; Kibbutz mynet, Operation "Protection and Arrow": once again the mutual guarantee between the kibbutzim raised its head, 15 mai 2023 (hébreu)

95 OCHA, Israeli forces' operation in Jenin: Situation Report #2 as of 17:00, 11 July 2023; OCHA, Israeli forces' operation in Jenin: Flash Update #1 à 16:30, 3 juillet 2023

96 UNRWA, Situation Report # 1 on the Situation in the Gaza Strip, 7 octobre 2023; OCHA, Hostilities in Gaza Strip and Israel – reported impact, 14 novembre 2023.

97 AFP, Gazan workers in Israel stranded in occupied West Bank, 10 octobre 2023; Swisinfo.ch, Thousands of Gazan workers sent back from Israel, occupied West Bank – witnesses, 3 novembre 2023; NPR, As Israel forces workers from Gaza back, thousands more remain stuck in the West Bank, 3 novembre 2023.

98 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel I Flash Update #77, 26 décembre 2023

99 Times of Israel, At least 120,000 Israelis internally displaced by war, says Defense Ministry, 22 octobre 2023

100 IDF, Joint Ministry of Defense and IDF announcement, 16 October 2023; The New Arab, Residents flee Israeli bombing in south Lebanon following border clash, 9 October 2023; Politico, Israel could open second front in Lebanon, defense minister hints, 6 December 2023

101 ABNA, Fear of Hezbollah grips Israel's northern settlements, 13 octobre 2023; All Israel News, 200,000 Israelis have left their homes since start of war with Hamas, 23 octobre 2023; Government of Israel, Registration of evacuees, non daté.

102 UNRWA, Ongoing Armed Violence in Southern Lebanon Refugee Camp Leaves 11 Killed and Dozens Injured among Palestine Refugees, 31 juillet 2023; Save the Children, Lebanon: At least 12,000 children displaced in Ein el-Hilweh camp as violence enters its fifth day, 3 août 2023; IFRC, LBN: Civil Unrest – 2023-07 – Ain Al Helwe Clashes, 7 août 2023

103 UNRWA, More UNRWA Schools Taken Over by Armed Groups in Southern Lebanon Refugee Camp, 17 août 2023 (en anglais)

104 UNRWA/OCHA, Joint Sit-Rep Report #12 on the situation in Ein el Hilweh camp, Lebanon (As of 1200hrs, Friday 29 September 2023), 2 octobre 2023; UNRWA/OCHA, Joint Sit-Rep Report #11 on the situation in Ein el Hilweh camp, Lebanon (As of 1200hrs, Friday 22 September 2023), 22 septembre 2023.

105 UNIFIL, homepage, non daté; OCHA, Lebanon: Flash Update #9 – Escalation of hostilities in south Lebanon, 11 January 2024, 15 janvier 2024

106 UNSC, Implementation of Security Council resolution 1701 (2006) during the period from 21 June to 20 October 2023 – Report of the Secretary-General (S/2023/879), 16 novembre 2023

107 IFRC, Federation-wide National Society Response Plan: Lebanon, non daté; IOM DTM, Mobility Snapshot - Round 17, 28 décembre 2023

108 OCHA, Northern Syria Flash Update 1: Hostilities in Deir-ez-Zor, 4 septembre 2023; SOHR, About 10 members were killed and injured and houses were burned in violent clashes between the Fourth Division and an armed group in the Damascus countryside, 31 août 2023; Al Jazeera, Syrian rebel group Hayat Tahrir al-Sham steps up anti-government operations, 29 août 2023

109 UNSG, Secretary-General Deeply Concerned about Deadly Attack on Military Academy in Syria, 6 octobre 2023; OCHA, North-west Syria: Escalation of Hostilities - Flash Update No. 2, 8 octobre 2023; REACH, Rapid needs assessment in response to conflict escalation in Greater Idlib, Northwest Syria, 18 octobre 2023; OCHA, North-west Syria: Escalation of Hostilities - Flash Update No.4, 27 octobre 2023; CCCM cluster: Syria (Turkiye cross-border), non daté; OCHA, Syrian Arab Republic: IDP Movements and IDP Spontaneous Return Movements Data, extrait de la plateforme de données HDX le 12 mars 2024

110 UK Parliament, Yemen in 2023: Conflict and status of peace talks, 27 novembre 2023; Al Jazeera, Yemen warring parties commit to ceasefire, UN-led peace process, says envoy, 23 décembre 2023; UNSC, Amid Fragile Humanitarian Situation, Inclusive Peace Process Only Pathway to Permanently End War in Yemen, Many Speakers Tell Security Council, 16 août 2023; UNSC, Truce Providing Serious Opportunity for Ending Yemen's Long Conflict, Briefers Tell Security Council, 17 avril 2023

111 IOM, Yemen Dispatch December 2023, 18 janvier 2024; WFP, Yemen Emergency Appeal, non daté; NRC, NGOs express grave concern over suspension of food assistance in Yemen, 8 décembre 2023

112 IOM, DTM emergency Tracking: Arrivals in Sinjar and Al-Ba'aj Districts, 1^{er} avril - 1^{er} novembre 2023

113 IDMC, Displacement severity assessments homepage, non daté; IOM DTM, Iraq Master List, non daté

114 Government of Iraq, National Plan for Returning IDPs to their Liberated Areas, novembre 2020

115 ISHM, Iraq Shuts Down Second Sulaymaniyah IDP Camp, 14 décembre 2023; IOM, Reimagining Reintegration: An Analysis of Sustainable Returns after Conflict, mars 2023;

Gouvernement irakien, National Plan for Returning IDPs to their Liberated Areas, novembre 2020; Returns Working Group, Field Update, janvier 2024.

116 IOM, Iraq Crisis Response Plan 2024, 30 janvier 2024

117 *Ibid*; New Humanitarian, In Iraq, a rushed camp closure fuels unease over the safety of IS returns, 24 août 2023; RUDAW, Iraqi IDPs worried as deadline to close camps looms, 2 février 2024; RUDAW, UN 'concerned' about hasty closure of IDP camp in Nineveh, 19 avril 2023; IOM, Progress toward Durable Solutions in Iraq: Salah Al Din, décembre 2023

118 Swissinfo, Tripoli clashes widen in worst fighting this year, 15 août 2023; Al Jazeera, Worst fighting in months as clashes hit Libyan capital Tripoli, 14 août 2023; Al Jazeera, Libya fighting leaves 55 dead, dozens injured: Medics, 16 août 2023

119 OCHA, Libya Durable Solutions Strategy for internally displaced people: a necessary step towards long-term recovery, 24 août 2022; IOM, Libya – IDP and Returnee Report 43 (July - August 2022), 11 janvier 2023; OCHA, Libya: More displaced people are returning home, 18 mai 2021; IOM, Libya: Displacement and Solutions Report, août 2023

120 Reuters, Morocco earthquake affected 2.8 million people, says minister, 22 septembre 2023; IFRC, Morocco Earthquake 2023 Operation Update #2, 1 February 2024; ACAPS, Morocco Earthquake: Short Note, 10 septembre 2023; HOPE, 2023 Morocco Earthquakes Response Situation Report #5, 18 septembre 2023; Miyamoto International, Morocco M6.8 Earthquake 2023 Situation Report: Update #1, 13 septembre 2023; IFRC, Morocco earthquake: IFRC and Moroccan Red Crescent response to date, 9 septembre 2023; IFRC, 2023 Morocco Earthquake Disaster Brief, 11 septembre 2023

121 HOPE, 2023 Morocco Earthquakes Response Situation Report #5, 18 septembre 2023

122 IFRC, Iran: Khoy, West Azarbayegan Earthquake 2023 Operational Update, 28 mars 2023; UN Web TV, UN Humanitarian Response following the Khoy earthquake, 8 mars 2023

123 UN Web TV, UN Humanitarian Response following the Khoy earthquake, 8 mars 2023; WHO, WHO strengthens emergency response capacity in Khoy region with life-saving equipment and supplies, novembre 2023.

124 UNFPA, Yemen: Rapid Response Mechanism-First Line Response RRM Annual Snapshot, 3 janvier 2024; CCCM Yemen, Flooding Incidents Report, 2023; OCHA, Yemen Humanitarian Update: Issue 8, août 2023; CCCM Cluster/IOM/REACH, Flood Hazard Analysis of IDP Sites in Yemen, 16 février 2023; IOM, Yemen Dispatch May 2023: Updates on the humanitarian crisis, people on the move and IOM's response in Yemen, 11 juillet 2023.

125 OCHA, Yemen: Flash Update #1 - Cyclone Tej, 24 octobre 2023, IOM, Yemen DTM: Flash Alert – Cyclone Tej Update – Al Maharah and Hadramawt, 26 octobre 2023

126 Times of Oman, Cyclone 'Tej': 30 active shelters to accommodate over 4,000 people in Dhofar, 23 octobre 2023

127 IFRC, Libya, MENA region: Storm Daniel – Revised Emergency Appeal No: MDRLY005 (Revision #1), 30 novembre 2023

128 Government of Israel, Security Cabinet Approves War Situation, 8 octobre 2023; OCHA, Hostilities in Gaza and Israel – Flash Appeal for the Occupied Palestinian Territory – Version 1, 12 octobre 2023

129 Government of Israel, Swords of Iron: War in the South – Hamas' Attack on Israel, 7 octobre 2023

130 Ce chiffre représente la somme des mouvements de personnes vers et entre les abris de l'UNRWA entre les gouvernorats de la bande de Gaza du 7 octobre au 31 décembre 2023. Il n'inclut pas les mouvements entre les abris de l'UNRWA à l'intérieur de ces gouvernorats. Elle doit donc être considérée comme une sous-estimation.

131 OCHA, Hostilities in Gaza Strip and Israel – Flash Update #7, 13 octobre 2023; HDX, State of Palestine – Subnational Population Statistics, non daté; OHCHR, Israel must rescind evacuation order for northern Gaza and comply with international law: UN expert, 13 octobre 2023

132 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Flash Update #19, 25 octobre 2023; OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Flash Update #67, 12 décembre 2023

133 UNSC, As Israel's Aerial Bombardments Intensify, 'There Is No Safe Place in Gaza', Humanitarian Affairs Chief Warns Security Council, 12 janvier 2024

134 UN, Secretary-General's press encounter in front of the Rafah Border Crossing in Egypt, 20 octobre 2023; OCHA, Flash Appeal: Occupied Palestinian Territory, 6 novembre 2023

135 UNRWA, Situation Report #10 on the Gaza Strip and the West Bank (including East Jerusalem), 20 octobre 2023

136 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Flash Update #15, 21 octobre 2023; OCHA, Regional Office in Cairo: Aid Trucks Crossing From Egypt to Gaza, 9 novembre 2023

137 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Flash Update #272 novembre 2023

138 WHO, Women and newborns bearing the brunt of the conflict in Gaza, UN agencies warn, 3 novembre 2023; WHO, Agency leads very high-risk joint humanitarian mission to Al-Shifa Hospital in Gaza, 18 novembre 2023

139 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel - Flash Update #93, 15 janvier 2024

140 UN News, UN agency heads unite in urgent plea for women and children in Gaza, 22 Novembre 2023; HelpAge International, Older people face desolation in overcrowded shelters in Northern Gaza as war deepens, 1 Novembre 2023; WHO, Women and newborns bearing the brunt of the conflict in Gaza, UN agencies warn, 3 Novembre 2023; UNICEF, Gaza: "This war is a war against children", 18 janvier 2024

141 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel | Flash Update #39, 14 novembre 2023; UN News, Gaza flooding latest disaster to hit desperate Palestinians, 14 novembre 2023; UNRWA, The Gaza Strip: 100 days of death, destruction and displacement, 13 janvier 2024

142 OCHA, More aid delivered into Gaza on first day of humanitarian pause, 24 novembre 2023

143 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel - Flash Update #51, 26 novembre 2023

144 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel - Flash Update #56, 1 décembre 2023

145 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel - Flash Update #63, 8 décembre 2023

146 IPC, Gaza Strip: IPC Acute Food Insecurity – November 2023 - February 2024, 21 décembre 2023

147 UNICEF, Gaza and Israel: The cost of war will be counted in children's lives, 26 octobre 2023

148 UNICEF, UNICEF in the State of Palestine Escalation Humanitarian Situation Report No.13, 28 décembre 2023 au 3 janvier 2024

149 OCHA, Hostilities in the Gaza Strip and Israel – Flash Update #78, 27 décembre 2023

150 OCHA, Humanitarian Coordinator Lynn Hastings briefs the press in Geneva, 13 décembre 2023

151 Protection Cluster/Shelter Cluster/UNHCR, Shelter in Crisis: Joint Advocacy Statement, 24 novembre 2023

152 OCHA, North-west Syria starts new year with new cross-border countdown, 13 février 2023; ACAPS, Syria: Impact of winter in the Northwest – anticipatory note, 14 décembre 2022.

153 MSF, Northwest Syria: Providing health-care among the rubble in Jindires, 27 mars 2023; Conversation Media Group, Syria's earthquake survivors struggle in a disaster made far worse by civil war, bombed out hospitals and currency collapse, 8 mars 2023.

154 Action for Humanity, No Place But Displacement: A report into multiple displacement of IDPs in Northwest Syria due to 12 years of conflict and February 6th's earthquakes, 16 March 2023.

155 Floodlist, Syria – Thousands Evacuate After Earthquake Damages in North, 13 février 2023; ECHO, Syria - Dam break and floods: Daily flash, 14 février 2023

156 ACAPS, Syria: Assessing increased protection risks and vulnerabilities after the earthquakes – thematic report, 16 juin 2023; Protection cluster, Rapid Protection Assessment: North-West Syria, 7 juin 2023

157 UN News; Earthquake disaster latest: fresh snow compounds Syrians' misery, 8 February 2023; Syrian Observatory for Human Rights, Wind storm uproots dozens of tents for displaced and earthquake-affected people in northwest Syria, 6 March 2023; Reuters, Shielded from war, Syria town emptied out by earthquake and floods, 9 February 2023

158 OCHA, Syrian Arab Republic: Humanitarian Access Severity Overview, 27 juin 2023

159 UN News, Earthquake disaster: UN chief welcomes Syria decision to open aid corridors, 13 février 2023

160 OCHA, El-Mostafa Benlamlih statement on the Aleppo International Airport strikes, 8 mars

2023; UNSC, Briefing: United Nations Officials Describe Syria's Astounding Physical Destruction, Massive Humanitarian Needs following Earthquake, 23 mars 2023

161 OCHA, North-west Syria: Escalation of Hostilities – Flash Update No.4, 27 octobre 2023

162 New Humanitarian, How the earthquakes could spark progress for disaster risk reduction in Syria, 24 avril 2023; New Humanitarian, Earthquake funding gap exposes larger fault lines for emergency aid sector, 21 mars 2023; Syrian Centre for Policy Research, The Impact of the Earthquake in Syria: The Missing Developmental Perspective in the Shadow of Conflict, 7 septembre 2023

163 Devex, Exclusive: The day the data died in Syria, 12 mai 2023; ACAPS, Syria: Data and analysis ecosystem, 18 août 2023

164 WMO, Storm Daniel leads to extreme rain and floods in Mediterranean, heavy loss of life in Libya, 12 septembre 2023

165 REACH, Libya 2023 floods – Emergency Situation Overview, 13 septembre 2023; IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: Displacement and Needs Update: Derna Municipality, 31 octobre 2023; UNFPA, Libya flood response situation report # 1, 15 septembre 2023

166 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs, novembre 2023

167 ACAPS, Thematic report – Libya: Pre-crisis humanitarian situation in Derna, 19 septembre 2023

168 BBC, Libya floods: The flawed response that increased Derna death toll, 10 octobre 2023; France 24, Libya's deadly dam collapse was decades in the making, 13 septembre 2023; ACAPS, Thematic report – Libya: Situation humanitaire à Derna avant la crise, 19 septembre 2023

169 UN News, Libya: "Substantial civilian casualties" in Derna, UN humanitarian chief "deeply concerned", 11 janvier 2019; IDMC, A decade of displacement in the Middle East and North Africa, 15 février 2021; IOM DTM, Libya: Derna Flash Update 4, 11 - 14 juin 2018

170 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs, novembre 2023; IOM, Storm Daniel: Urgent Funding Scale-Up Needed Four Weeks After Libya Disaster, 7 octobre 2023.

171 The National, The double tragedy of Libya's floods for migrants, 29 septembre 2023; IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: Displacement and Needs Update: Derna Municipality, 31 octobre 2023; IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs, 17 novembre 2023; Info Migrants, Libya flood victims: Recherche difficile pour les migrants disparus, 22 septembre 2023

172 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: Displacement and Needs Update: Derna Municipality, 31 octobre 2023; IOM DTM, Libya – Storm Daniel Update: IDPs Baseline Assessment, 31 octobre 2023

173 REACH, Northeastern Libya Floods 2023 Multi-Thematic Rapid Needs Assessment, septembre 2023; OCHA, Libya: Flood update Flash Update No.6, 21 septembre 2023

174 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs , 17 novembre 2023

175 Insecurity Insight, Eastern Libya Situation Report , novembre 2023

176 OCHA, Libya: Flood update Flash Update No.6, 21 septembre 2023

177 OCHA, Libya: Flood Response Humanitarian Update, 11 octobre 2023

178 Insecurity Insight, Eastern Libya Situation Report, novembre 2023

179 IOM DTM, Libya – Impact of Storm Daniel: An Update on Displacement and Needs, novembre 2023

180 FAO/OCHA, Asia and the Pacific: El Niño Humanitarian Snapshot – Latest updates for Southeast Asia, South Asia, and the Pacific, 6 décembre 2023

181 Floodlist, Philippines: Death Toll Rises After Further Floods and Landslides, 23 janvier 2023

182 BNPB, Pascabanjir dan Longsor Kota Manado, Warga Lakukan Pembersihan, 30 janvier 2023; ASEAN, Weekly Disaster Update, 16 - 22 janvier 2023; Floodlist, Indonesia: Sumatra Island Floods Leave 3 Dead and 15,000 Homes Damaged, 24 janvier 2023

183 Kompas, Floods Hit South Aceh and Southeast Aceh, 21 novembre 2023; Kompas, Southeast Aceh Floods: Impact of Forest Damage, 24 août 2023

184 Floodlist, Malaysia: 630mm of Rain Triggers Floods in Johor, 1^{er} mars 2023

185 NIWA, Annual Climate Summary 2023, 9 janvier 2024; NZ Herald, Auckland weather, flooding: Coromandel declares state of emergency; warning for Waitangi weekend travellers, 3 février 2023

186 ECHO, Vanuatu: Tropical Cyclones and recent seismic activity, 3 mars 2023; UNOSAT, Tropical Cyclones KEVIN-23 and JUDY-23: Population Exposure Analysis in Vanuatu, 3 mars 2023; OCHA, Vanuatu: Tropical Cyclone Judy and Tropical Cyclone Kevin: Situation Report No. 6, 5 avril 2023

187 IOM, Vanuatu Situation Report , 28 mars 2023

188 OCHA, Myanmar Humanitarian Needs and Response Plan 2024, 18 décembre 2023

189 WFP, Cyclone Mocha survivors face new perils: monsoon season and shrinking funds, 26 mai 2023; IFRC, Myanmar: Cyclone Mocha, 18 mai 2023

190 FAO, Myanmar: The current critical food insecurity situation could deteriorate in the second half of 2023, 4 août 2023; ACAPS, Myanmar: Analysis ecosystem, 10 octobre 2023

191 Reinsurance News; PICC pays 60% of compensation claims from Typhoon Doksuri, 31 août 2023; Asia Financial, Typhoons, Floods, Heatwaves Cost China Economy \$5.7bn in July, 6 août 2023; Asia Insurance Review, China: Typhoon Doksuri leads to 7,000 claims totalling more than US\$23m to date, 3 août 2023; Government of China, Typhoon Doksuri exerted sweeping impacts on China, 4 août 2023

192 China Daily, Over 460,000 evacuated in China's Guangdong as super typhoon Saola triggers emergency response, 1 septembre 2023; ECHO, Taiwan, China: Tropical cyclone Haikui update, 5 septembre 2023; NASA, Typhoon Haikui, 6 août 2023

193 Global Times, N. China's Hebei uses seven storage areas and 155 reservoirs to control floods and reduce downstream pressure, 3 août 2023; Global Times, Hebei Province relocates over 1.2 mln people; floodwater in storage basins expected to redescend within one month, 3 août 2023; Government of Hong Kong, Disaster Relief Fund approves grants to provide relief in disaster-stricken Beijing-Tianjin-Hebei region and Northeast China, 15 août 2023

194 IDMC, Disaster Displacement in Asia and the Pacific, 18 septembre 2022

195 NDRRMC, SitRep No.18 for the Magnitude Mw7.4 and Mw6.8 Earthquakes in Surigao del Sur, 17 décembre 2023

196 OCHA, Philippines: 7.4 Earthquake Hinatuan, Surigao Del Sur – Flash Update No.1, 3 décembre 2023

197 PHIVOLCS, Mayon Volcano Bulletin, 5 mars 2023; IFRC, Philippines – Mount Mayon Imminent Volcanic Eruption 2023: DREF Operational Update MDRPH051, 19 septembre 2023

198 NDRRMC, Situational Report for the Mayon Volcanic Activity, non daté

199 IFRC, Philippines – Mount Mayon Imminent Volcanic Eruption 2023: DREF Operational Update MDRPH051, 19 septembre 2023

200 ECHO, China Earthquake Update, 20 décembre 2023; Give2Asia, China Earthquake Situation Report, 19 décembre 2023; Earthquake Research Advances, Rapid report of the December 18, 2023 M6.2 Jishishan earthquake, Gansu, China, 19 janvier 2024.

201 Reuters, Homes collapse as earthquake kills more than 100 in China's rural Gansu, 20 décembre 2023; ECHO, China Earthquake Update, 20 décembre 2023; Give2Asia, China Earthquake Situation Report, 19 décembre 2023.

202 CBAS, Analysis of Gansu Jishishan Earthquake Based on Nighttime Light, 31 décembre 2023; IFRC, Post earthquake, Red Cross China helps people heal and rebuild, 9 février 2024.

203 Earthquake Research Advances, Rapid report of the December 18, 2023 M6.2 Jishishan earthquake, Gansu, China, 19 janvier 2024

204 CGTN, China builds the world's largest earthquake early warning system, 8 juin 2023

205 ASEAN, Indonesia, M6.3 Earthquake in Central Sulawesi, 9 septembre 2023; Reuters, Magnitude 5.9 earthquake strikes Minahassa Peninsula in Indonesia's Sulawesi region, 9 septembre 2023; Kyodo News, Indonesia's Central Sulawesi still recovering 5 years after quake, 28 septembre 2023; ACAPS, Sulawesi Earthquake and Tsunami: Briefing Note, 1 octobre 2018; IDMC/ADB, Disaster Displacement: Indonesia Country Briefing, 9 février 2023

206 IOM, Papua New Guinea: Mount Ulawan Volcano Eruption, 1er décembre 2023

207 IOM, Papua New Guinea: Mt. Bagana Volcano Eruption Response, Autonomous Region of Bougainville - Situation Report, 15 août 2023

208 IDMC, GRID Working Paper: Comparing population displacement estimates from mobile network data and other sources, evidence from the Highlands earthquake in Papua New Guinea, mai 2019

209 ACAPS, Myanmar three years post-coup: recent developments and humanitarian situation, 20 février 2024

210 *Ibid*; OCHA, Myanmar: Intensification of Clashes Flash Update #9, 8 décembre 2023.

211 OCHA, Myanmar Humanitarian Update No. 35, 12 janvier 2024; ICG, A New Escalation of Armed Conflict in Myanmar, 17 novembre 2023; UNHCR, Myanmar Emergency Update, 26 janvier 2024.

212 ICG, A New Escalation of Armed Conflict in Myanmar, 17 novembre 2023; OCHA, Myanmar Humanitarian Update No. 24, 3 décembre 2022.

213 OCHA, Myanmar Humanitarian Needs and Response Plan 2024, 18 décembre 2023.

214 ACLED, The Communist Insurgency in the Philippines: A 'Protracted People's War' Continues, 13 juillet 2023

215 Government of the Philippines, Oslo Joint Communiqué, 28 novembre 2023

216 Berghof Foundation, From Entry Points to Sustainable Action: Equipping Peace Processes for Accountability and Integrity – The Case of the Bangsamoro, 21 janvier 2024

217 ABC News, Tribal fighting in PNG's highlands has escalated into guerilla warfare, leaving desperate villagers with nowhere to go, 11 septembre 2023; Loop, Call for Engans to Discuss Peace, 20 septembre 2023; Le Monde, Papua New Guinea's tribal wars see bows and arrows give way to drones and firearms, 2 septembre 2023.

218 Human Rights Monitor, IPD Update, Nov 2023: The IDP crisis persists across West Papua, 20 novembre 2023; Berita Satu, Teror KKB di Yahukimo, Ratusan Warga Sipil Mengungsi, 8 septembre 2023; Kompas, Ada Gangguan Keamanan, 40 KK di Yahukimo Mengungsi, 10 septembre 2023.

219 Carbon Brief, Heavy rainfall events comparable to the intense downpour that hit New Zealand in February 2023 during Cyclone Gabrielle are four times more frequent in today's climate, a new "rapid-attribution" study finds, 14 mars 2023; Government of New Zealand, Cyclone Gabrielle's impact on the New Zealand economy and exports, mars 2023

220 Hawke's Bay Regional Skills Leadership Group, Regional Data Snapshot, non daté; Carbon Brief, Heavy rainfall events comparable to the intense downpour that hit New Zealand in February 2023 during Cyclone Gabrielle are four times more frequent in today's climate, a new "rapid-attribution" study finds, 14 March 2023; Hawke's Bay regional council, Cyclone Gabrielle impacts, non daté

221 Government of New-Zealand, Cyclone Gabrielle by the numbers – A review at six months, 14 août 2023; Government of New-Zealand, Outrage to Optimism: Report of the Ministerial Inquiry into land uses associated with the mobilisation of wood debris (including forestry slash) and sediment in Tairāwhiti/Gisborne District and Wairoa District, 12 mai 2023; NZ Herald, Cyclone Gabrielle: Hawke's Bay flooding latest – two dead, hundreds evacuated and rescued, 14 février 2023

222 Temporary Accommodation Service, Cyclone Gabrielle and Auckland flooding 2023, 27 février 2023; *Ibid*, Our process, non daté

223 Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, Further business support for cyclone-affected regions, 20 septembre 2023; Government of New-Zealand, Department of Prime Minister and Cabinet, Cyclone Recovery Funds and Schemes for people in Affected Regions, non daté, consulté le 25 janvier 2025.

224 The Office for Māori Crown Relations, 2023 Iwi Response Funding for Adverse Weather Events fund, non daté, consulté le 25 janvier 2024; Ngati Kahungunu Iwi Incorporated, Tihei Maori Ora Emergency Response Centre, non daté, consulté le 25 janvier 2024

225 NZ Herald, "Our tipuna knew when to move": Difficult conversations about managed retreat for Māori, 30 avril 2023

226 Ministry of Māori Development, Cyclone Gabrielle Māori Communities Response Fund, 16 juin 2023

227 Carbon Brief, Heavy rainfall events comparable to the intense downpour that hit New Zealand in February 2023 during Cyclone

Gabrielle are four times more frequent in today's climate, a new "rapid-attribution" study find, 14 mars 2023; Government of New Zealand, RM reform update – Special Bulletin, 29 septembre 2023

228 Government of New Zealand, Land categorisation: Hawke's Bay, non daté

229 NZ Herald, Auckland weather, flooding: Coromandel declare state of emergency; warning for Waitangi weekend travellers, 3 février 2023

230 MetMatters, Cyclone Gabrielle causes national state of emergency in New Zealand, 16 février 2023

231 Temporary Accommodation Service, Cyclone Gabrielle and Auckland flooding 2023, 27 février 2023; NZ Herald, Cyclone Gabrielle, Auckland floods: Government offers payment to displaced homeowners, 18 juillet 2023

232 BBC, The "spongy" cities of the future, 24 août 2022; Water New Zealand, Turning Constraints into Innovative Flood Mitigation Opportunities, 24 juin 2016; Auckland council, Reduce flooding risks on your property, non daté

233 Government of New Zealand, Adapt and thrive: Building a climate-resilient New Zealand – New Zealand's first national adaptation plan, 3 août 2022

234 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2019, mai 2019

235 Protection Cluster, Mindanao Displacement Dashboard, décembre 2017; The New Humanitarian, Rubble, unexploded bombs, and more than 100,000 displaced: Marawi two years on, 23 mai 2019; ICRC, War in Cities: Marawi, Philippines, 17 février 2022; UNHCR/Protection Cluster, IDP Protection Assessment Report: Armed Confrontations and Displacement in Marawi, 16 avril 2018

236 Office of the President of the Philippines, Administrative Order no. 03 creating the Task Force Bangon Marawi, 6 juin 2017

237 ADB, Emergency Assistance for Reconstruction and Recovery of Marawi: Report and Recommendation of the President, novembre 2018

238 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2019: Philippines Spotlight, mai 2019

239 UNHCR, Mindanao Displacement Dashboards: homepage, non daté

240 Office of the President of the Philippines, Task Force Bangon Marawi reports accomplishments, 5 mai 2020

241 Bangsamoro Transition Authority, Resolution Creating the Special Committee on Marawi City Rehabilitation, juillet 2019

242 US Institute of Peace, The Challenges Facing the Philippines' Bangsamoro Autonomous Region at One Year, 10 juin 2020

243 MSF, Displaced communities in Marawi living with COVID-19 and ongoing uncertainty, 17 juillet 2020; UNHCR/GANRHI, Protecting Forcibly Displaced Persons in the Covid-19 Context, 3 juin 2020; BARMM, Maranao MPs highlight plight of Marawi IDPs on siege anniversary, vow continued efforts despite Covid, 23 mai 2020; Philippines Commission on Human Rights, Report on COVID-19 Emergency Situation in IDP Areas in Mindanao Regions, 5 novembre 2020

244 Mindanao State University, Pandemic After Marawi Siege: Effects And Coping Strategies Of Internally Displaced Persons In Government Transitory Shelters In Marawi City, octobre 2022; Philippines Commission on Human Rights, Report on the COVID-19 Emergency Situation in IDP Areas in Mindanao Regions, août 2020

245 Plan International, Marawi Response Project, non daté; Philippine News Agency, Marawi rehab to continue even after PRRD's term, 25 juin 2022; CARE Philippines, Empowering Women & Girls Building Community Resilience, 2019; ADB, Philippines: Emergency Assistance for the Reconstruction and Recovery of Marawi, avril 2021

246 TFBM, Rising from the Ashes: The Role of Coops in Marawi after the War, 2022

247 Gouvernement des Philippines, An act providing compensation for the loss or destruction of properties and loss of lives as a result of the 2017 Marawi siege, and appropriating funds therefor, 13 avril 2022

248 Philippine Information Agency, Compensation process for Marawi IDPs commences, 5 juillet 2023 Philippine Information Agency, LDS gov't culminates free legal aid program for Marawi IDPs, 22 octobre 2023

249 Philippine Information Agency, BARMM vows continuous support to Marawi IDPs, 22 octobre 2023; Government of the Philippines, National Development Plan 2023–2028, non daté

250 OPAPRU, Marcos admin, to expedite completion of all the Marawi rehab projects; to process victims' claims with greater urgency, 19 octobre 2023

251 Philippine News Agency, PBBM institutionalizes Marawi recovery, rehab efforts, 30 décembre 2023

252 India Meteorological Department, Monsoon information, non daté; WMO, World Meteorological Organization declares onset of El Niño conditions, 4 juillet 2023

253 Regional Specialized Meteorological Centre, homepage, non daté; WMO, Severe Weather Forecasting Programme homepage, non daté

254 ISCG/UN RC/UNHCR, Cyclone Mocha Humanitarian Response, Situation Report, 14 mai 2023; ISCG, Cyclone Mocha Flash Appeal Bangladesh, 1 juin 2023

255 Relief International, Cyclone Mocha devastates Rohingya and host communities in Bangladesh and Myanmar, 14 mai 2023; Oxfam, Oxfam responds in Bangladesh and Myanmar as Cyclone Mocha leaves a trail of destruction, 16 mai 2023; ISCG/UN RC/UNHCR, Cyclone Mocha Humanitarian Response, Situation Report, 14 mai 2023; MSF, It Shouldn't Take a Cyclone for Us to Care About the Rohingya, 25 mai 2023

256 Start Network, Briefing Note: Cyclone Mocha, Saint Martin Island, 18 mai 2023

257 Prothom Alo, Devastated St. Martin's: The Island should be brought back to life, 17 mai 2023

258 Bangladesh Red Crescent Society, Cyclone Hamoon Situation Report 01, 26 octobre 2023; IRC, Bangladesh: Cyclone Hamoon ravages Cox's Bazar as a severe cyclonic storm, affecting over 450,000 lives and damaging 13 IRC learning centres, 27 octobre 2023

259 IFRC, Cox's Bazar: The IFRC calls for global support and durable solutions to address pressing needs, 24 août 2023

260 RSMC, Extremely Severe Cyclonic Storm Biparjoy over the Arabian Sea: A Report, 22 juin 2023; ECHO, India, Pakistan – Tropical cyclone Biparjoy: update, 16 juin 2023; Disasters Charter, Cyclone Biparjoy in India, non daté; Indian Express, Over 6,500 evacuated from 8 coastal districts as Gujarat gears up for Biparjoy landfall, 14 juin 2023

261 Sindh PDMA, Cyclone Biparjoy: Situation Report, 20 juin 2023; Dawn, Evacuations under way as Biparjoy barrels toward Sindh's coastal belt, 13 juin 2023; OCHA, Pakistan: Cyclone tropical Biparjoy – Flash Update No. 1, 12 juin 2023

262 WMO, World Meteorological Organization declares onset of El Niño conditions, 4 juillet 2023

263 WFP, Pakistan Floods Situation Report, 29 septembre 2023; OCHA, Pakistan: 2022 Monsoon Floods – Situation Report No. 19, 12 août 2023; OCHA, Pakistan: Monsoon Rains Flash Update No.1, 24 juillet 2023

264 IFRC, Pakistan: Monsoon Floods Emergency Operation Update, 23 octobre 2023

265 UNICEF, Pakistan Humanitarian Situation Report No.14: July to October 2023, 7 décembre 2023; USAID, Pakistan Assistance Overview, 1 décembre 2023; WFP, Pakistan Floods Situation Report: September 2023, 2 novembre 2023; IFRC, Pakistan: Monsoon Floods Emergency Operation Update, 23 octobre 2023

266 IPC, Pakistan: Acute Food Insecurity Situation for April – October 2023 and Projection for November 2023 – January 2024

267 Floodlist, India: Over 100,000 Hit by Floods in 20 Districts of Assam, 22 juin 2023; HAI, LOCAL Situation Report 013/2023, 30 août 2023

268 Cahcar DDMA, Disaster Risk Reduction Roadmap, non daté; Gouvernement de l'Assam, Disaster Management Plan, non daté.

269 Floodlist, Inde: Thousands Evacuate Floods in Delhi After Yamuna River Reaches Record High, 14 juillet 2023; ECHO, India - Delhi Flood Situation, 14 juillet 2023

270 IRC, Bangladesh: Flash flooding in Cox's Bazar has impacted over 15,000 refugees and 300,000 people living in host communities, 8 août 2023

271 IFRC, Sri Lanka – Floods 2023: DREF Operational Update, 30 décembre 2023

272 Geospatial World, Tremors in Afghanistan: What Makes it the Epicenter of Earthquakes? 22 mars 2023

273 IFRC, Nepal, Asia Pacific | Karnali Earthquake - Emergency Appeal N° MDRNP016, 8 novembre 2023; UNCT Nepal, UN agencies launch a joint emergency response to earthquake in western Nepal, 6 novembre 2023

274 UN News, UN teams respond to deadly earthquake in western Nepal, 4 novembre 2023; Nepal Red Cross, Jarkot-Rukum Earthquake Response 2023 – Situation Bulletin 02, 7 novembre 2023, UNICEF, Nepal Humanitarian Situation Report No. 5, 20 décembre 2023

275 ACAPS, Briefing Note: Nepal Earthquake, 10 novembre 2023; CARE, CARE Nepal Launches Emergency Response to Earthquake, 4 novembre 2023

276 UN RC/UNCT, Nepal: Western Nepal Earthquake 2023 – Situation Report No. 01, 6 novembre 2023

277 NDTV, In “Sinking” Joshimath, 4,000 Evacuated After Survey Via Satellites, 10 janvier 2023; National Emergency Response Centre, Brief regarding ground subsidence around Joshimath, District Chamoli, Uttarakhand, 9 janvier 2023

278 NRC, Afghanistan: Eviction threats put hundreds of thousands of vulnerable families at risk of homelessness, 30 juin 2022; NRC, Afghanistan: Taliban authorities violently evict displaced people from makeshift camps in Kabul, 11 juillet 2023; IIED, Displaced people in Afghanistan's cities need support, janvier 2024

279 Cluster Protection, Gender-based Vulnerability to Evictions in Kabul Informal Settlements, 23 octobre 2023; NRC, Afghanistan: Taliban authorities violently evict displaced people from makeshift camps in Kabul, 11 juillet 2023

280 IRNA, Iran begins repatriation of unauthorized immigrants, 18 novembre 2023; UNHCR, Emergency Update #7: Pakistan - Afghanistan Returns Response, 21 décembre 2023; IOM, Border Consortium: Emergency Border Operations, 23 décembre 2023

281 OCHA, Afghanistan Humanitarian Needs and Response Plan 2024, 23 décembre 2023; UNHCR, Emergency Update #7: Pakistan – Afghanistan Returns Response, 22 décembre 2023

282 SCCT Times, Explained: Manipur High Court's Judgment that triggered violence in Manipur over inclusion of Meitei Community in Scheduled Tribe list, 6 mai 2023; National Commission for Scheduled Tribes, Frequently Asked Questions, non daté

283 HAI, LOCAL Situation Report 004/2023, 14 juin 2023; ACAPS, Briefing note: Conflict in Manipur state, 18 mai 2023

284 Outlook India, Why Kuki-Meitei Conflict In Manipur Is More Than Just An Ethnic Clash, 29 mai 2023; ICG, Ethnic Clashes Roiling Manipur Pose Test for India's Modi, 26 juillet 2023

285 JSTOR, Identity and Violence in Manipur, India, 26 octobre 2023; The Citizen, Internally Displaced Persons Crosses 9,500-Mark In Mizoram, 6 juin 2023; Reuters, Unrest in India's Northeast, 11 mai 2023; ACAPS, Briefing note: Conflict in Manipur state, 18 mai 2023

286 Hindustan Times, Over 2,000 people evacuated from violence-hit Manipur, 8 mai 2023

287 ICG, Ethnic Clashes Roiling Manipur Pose Test for India's Modi, 26 juillet 2023; ACLED, Regional Overview: Asie-Pacifique, 9 juin 2023

288 ICG, Ethnic Clashes Roiling Manipur Pose Test for India's Modi, 26 juillet 2023

289 The Nation, Displaced Tirah Valley tribals compelled to spend nights in open sky, 7 décembre 2023; Lead Pakistan, Tirah Valley IDPs complaint of lack of assistance, 7 décembre 2023; TPMM, Army launches major offensive in Tirah, 9 décembre 2023

290 OCHA, Afghanistan: Herat Earthquakes Multi-Sectorial Rapid Assessment Form, 8 novembre 2023; OCHA, Afghanistan: Revised Herat Earthquake Response Plan, novembre 2023; GFDRR, Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation Report: Mw 6.3 Herat Earthquake Sequence in Afghanistan, 4 janvier 2024

291 ONU Femmes, Trapped in their homes: Women and girls comprise majority of earthquake casualties in Afghanistan, 25 octobre 2023; REACH, Humanitarian Situation Monitoring Round 4: District Tables Factsheet, octobre 2023

292 IOM DTM, Afghanistan: Herat Province: Baseline Mobility and Community Based Needs Assessment, Round 16 (September-December 2022), 8 juillet 2023; IOM DTM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Report, Round 16 (September-December 2022), juin 2023; HPG, Climate change, conflict and internal displacement in Afghanistan, novembre 2022

293 IDMC, Global Report on Internal Displacement 2019: Afghanistan Spotlight, mai 2019; OCHA, Afghanistan: Drought – 2021-2024, non daté; OCHA, Afghanistan: Drought - 2018-2019, non daté

294 FAO, Afghanistan: To avert a catastrophe, agricultural assistance is urgently needed, 19 novembre 2021; NRC, Displaced by drought: Her

daughter froze to death in the desert, 18 octobre 2018; IOM DTM, Return Intention Survey: Herat and Badghis, avril 2019

295 UNICEF, Fighting COVID-19: Soap a Gem in Herat, 8 mai 2020

296 World Bank, Afghanistan's Contracted Economy Faces Uncertainty, Afghan Families Are Struggling, 3 octobre 2023; UN News, Afghanistan's farmers, herders desperate for seed, food and cash, 19 novembre 2021; IPS, Drought-Displaced Afghan Peasants Yearn for Their Rural Life, 17 juillet 2023.

297 FAO, Afghanistan: Data in Emergencies Monitoring Brief, Round 7 - Results and Recommendations, 8 janvier 2024

298 WFP, “We eat less, sometimes not at all”: Cuts to food relief deepen hunger in Afghanistan, 4 septembre 2023

299 IPC, Acute Food Insecurity Analysis: October 2023–March 2024, 14 décembre 2023

300 ACAPS, Briefing note – Afghanistan: Earthquakes in Herat province, 12 octobre 2023

301 OCHA, Afghanistan: Herat Earthquakes Multi-Sectorial Rapid Assessment Form, novembre 2023; IMPACT, Findings from the REACH market assessment to support earthquake response in Afghanistan, 20 octobre 2023.

302 IPC, Acute Food Insecurity Analysis: October 2023–March 2024, 14 December 2023; WFP, As Afghans dig out from deadly quakes, a difficult winter looms, 16 October 2023

303 UNHCR, Survivors of deadly earthquakes in Afghanistan struggle to recover, 7 novembre 2023; Islamic Relief, Four earthquakes and a sandstorm leave traumatised Afghans in need of mental health support, 17 octobre 2023

304 Gouvernement du Canada, Canada's top 10 weather stories of 2023, non daté; Gouvernement du Canada, Canada's record-breaking wildfires in 2023: A fiery wake-up call, non daté

305 UN Regional Collaborative Platform, El Evento de El Niño en América Latina y el Caribe 2023, août 2023; WMO, World Meteorological Organization declares onset of El Niño conditions, 4 juillet 2023

306 INMET, Eventos Extremos: Chuvas intensas e temperaturas elevadas marcam mês de março de 2023, 5 avril 2023

307 UNICEF, Brazil Humanitarian Situation Report No. 2: Amazon Drought, 22 novembre 2023; NASA, Drought on the Rio Negro, octobre 2023; Conversation Media Group, Amazon region hit by trio of droughts in grim snapshot of the century to come, 22 novembre 2023; FAPESP, El Niño, climate change and deforestation: scientists explain what may lie behind the drought in the Amazon, 8 novembre 2023

308 Floodlist, Brésil: Rains and Floods Wreak Havoc in Santa Catarina as Emergency Declarations Escalate, 11 octobre 2023; NASA, Flooding in Southern Brazil, novembre 2023; INMET, Novembro registra chuva acima da média em parte da Região Sul, 22 novembre 2023; INMET, El Niño 2023: boletim de novembro, 22 novembre 2023

309 El País, La Corte Constitucional tumba la declaración de emergencia económica en La Guajira, 2 octobre 2023; Gouvernement de la Colombie, Crisis humanitaria en La Guajira: Las intervenciones estratégicas del Gobierno, 6 août 2023; ACAPS, Briefing note: Colombia – Food insecurity in Alta Guajira region, 27 octobre 2023

310 IFRC, Colombia: Floods – DREF Operation DREF MDRCO024, 18 novembre 2023

311 ACAPS, Briefing note: Floods in Arauca department, 19 juin 2023

312 OCHA, Peru: Flooding Situation Report No. 07, 15 juin 2023; Gouvernement du Pérou, Lluvias Intensas en el Departamento de Piura, 16 mars 2023

313 OCHA, Peru: Flooding Situation Report No. 09, 23 août 2023

314 Floodlist, Chili: Over 30,000 Evacuate Floods in 6 Regions, 22 August 2023; NASA, Atmospheric Rivers Swamp Central Chile, August 2023; EFE, Inundaciones dejan muertos y miles de damnificados en Chile, 23 August 2023

315 UNICEF, Chile Flash Situation Report No. 1: Wildfires, 13 février 2023; Watchers, Raging wildfires claim 26 lives, destroy more than 100 homes in Chile, 4 février 2023

316 OCHA, Mexico: Hurricane Otis Flash Update No. 2, 1 November 2023; NASA, Acapulco después del huracán Otis, 7 November 2023; IFRC, Mexico: Hurricane Otis -DREF Operational Update, 28 décembre 2023

317 OCHA, Mexique: Hurricane Otis Situation Report No. 01, 8 novembre 2023; Gouvernement du Mexique, Día 31, informe de trabajos para la

reconstrucción y atención a población afectada por Otis, 25 novembre 2023

318 Christian Aid, Counting the Cost 2023: A year of climate breakdown, 27 décembre 2023; University of Buffalo, Acapulco prepared for quakes - but not Otis, 20 mars 2024

319 IFRC, Mexique: Hurricane Otis -DREF Operational Update, 28 décembre 2023; OCHA, Mexique: Hurricane Otis Situation Report No. 01, 8 novembre 2023

320 *Ibid*; World Bank Blogs, Building back Acapulco, 20 décembre 2023

321 NOAA, 2023 Atlantic hurricane season ranks 4th for most-named storms in a year, 28 novembre 2023

322 Reuters, Storm Idalia to intensify into major hurricane ahead of Florida landfall, 29 août 2023; WSJ, Idalia: Storm Weakens, Residents Assess Damage, 31 août 2023; UNICEF, Storm Idalia: UNICEF Cuba ready to support the country's response in caring for affected children and families, 30 août 2023

323 NOAA, Hurricane Idalia Strikes the Florida Big Bend, 30 août 2023; NOAA, Tropical Cyclone Report: Hurricane Idalia, 13 février 2024

324 NOAA, Atmospheric rivers take a chunk out of California drought, 25 janvier 2023; LA Times, String of brutal atmospheric rivers imperils a California already weakened by drought, 4 janvier 2023

325 FEMA, Daily Operations Briefing, 15 août 2023

326 Maui Communications Office, Wildfire Disaster Update, 24 septembre 2023; Maui Police Department, Preliminary After-Action Report: 2023 Maui Wildfire, 23 janvier 2024; FEMA, Daily Operations Briefing, 11 août 2023; Newsweek, Hawaii Lahaina Fire on Maui Causes Evacuations, Shelter Relocation During Hurricane Lane, 24 août 2018; NASA, Meteorologic Analysis of the August 2023 Maui Wildfires, non daté.

327 Gouvernement du Canada, Canada's top 10 weather stories of 2023, non daté; Gouvernement du Canada, Canada's record-breaking wildfires in 2023: A fiery wake-up call, non daté

328 NASA, Tracking Canada's Extreme 2023 Fire Season, 24 octobre 2023; Edmonton Journal, 'Learning to live with fire': New study details impact of 2023 wildfire season, 9 mars 2024

329 OCHA, Haiti: Humanitarian Response Plan 2023 At a Glance, 13 avril 2023

330 ACAPS, Briefing note: Humanitarian impact of Haiti gang violence, 2 juin 2023; ACLED, Regional Overview: Latin America & the Caribbean, mai 2023; Insight Crime, 9 mai 2023; CARDH, Impact Of The “ Bwa Kale “ Movement Over Insecurity And Kidnapping In Haiti, 3 juillet 2023

331 UN Haiti, \$720 million plan to support millions facing gangs, hunger and cholera, 14 avril 2023; OCHA, Haïti: Humanitarian Response Plan 2023 At a Glance, 13 avril 2023; OCHA, Haiti: Humanitarian Response Overview – Situation Report, 17 juillet 2023; CARE, Three humanitarian crises you should know about in 2024, 29 décembre 2023

332 IOM DTM, Haïti: Fiche d'information sur la situation de déplacement dans le Centre - Round 1, 16-22 juin 2023; ICG, New Gang Battle Lines Scar Haiti as Political Deadlock Persists, 27 juillet 2022

333 IOM, As Displacement Soars, Haiti Requires USD 21 Million for Emergency Shelter, Protection Services, 10 octobre 2023; IOM DTM, Haïti: Profils, conditions de vie et besoins multisectoriels des populations affectées par les déplacements dans la ZMPP, octobre 2023; IOM DTM, Haïti: Testimonies from IDPs in MAPAP, juillet 2023

334 IOM, Displaced Haitians Face Greater Risks in Improvised Sites, 16 août 2023; IOM, As Displacement Soars, Haiti Requires USD 21 Million for Emergency Shelter, Protection Services, 10 octobre 2023; New Humanitarian, Haiti offers glaring example of aid sector's growing urban response challenges, 14 décembre 2022; OCHA, Haïti: Humanitarian note - The impact of violence on access to health care, 23 avril 2023

335 IFRC, Haïti: Haiti: Floods – June 2023 – DREF Operational Update, Appeal MDRHT020, 20 octobre 2023; IOM DTM, Haïti: Emergency Tracking Tool 18.3 – Displacement in the West department following floods, June 2023; Floodlist, Haiti: 42 Dead, 11 Missing After Flooding and Landslides Cause Widespread Damage, 6 June 2023; OCHA, Haiti: Humanitarian Response Overview, Situation Report, 17 juillet 2023

336 UNSC, Heralding Progress towards Peace in Colombia, Security Council Extends Mandate of Verification Mission, Unanimously Adopting Resolution 2704, 30 octobre 2023

337 OCHA, Informe Tendencias e Impacto Humanitario en Colombia 2023, 13 février 2024

338 Indepaz, El Accionar de los Grupos Armados en el Contexto de la Paz Total, 6 février 2024; OCHA, Informe Tendencias e Impacto Humanitario en Colombia 2023, 13 février 2024

339 OCHA, Situación Humanitaria Colombia, non daté; OCHA, Colombia Panorama de las Necesidades Humanitarias 2023, 13 mars 2023.

340 Comissão Pastoral Da Terra, page d'accueil, non daté

341 El Universal, Chiapas a merced de la violencia de cárteles, 29 juin 2023; Insight Crime, Guerra entre CJNG y Cartel de Sinaloa por rutas de tráfico desde Guatemala desangra a Chiapas, 2 juin 2023; Insight Crime, Sanciones de EE. U. van tras Los Huistas en Guatemala, 23 mars 2022; Insight Crime, La silenciosa expansión del CJNG en Guatemala, 18 mai 2022

342 Quinto Elemento, Honduras-Frontera Comalapa: La ruta de la trata, 28 février 2024; El Universal, Chiapas a merced de la violencia de cárteles, 29 juin 2023; Animal Político, Chiapas: suman más de 3 mil personas desplazadas desde Frontera Comalapa por la violencia entre grupos criminales, 29 mai 2023; El País, Monstruos, balaceras y reclutamiento forzado: el crimen golpea a la población en la frontera de Chiapas con Guatemala, 30 mai 2023; La Jornada, Balaceras y bloqueos paralizan a Frontera Comalapa, Chiapas, 26 mai 2023

343 Ideas para la Paz, Luces y sombras de los ceses al fuego: análisis del impacto desde los datos, 31 mai 2023

344 Sur la base des données de l'Unité pour l'attention et la réparation intégrale des victimes (UARIV) concernant les déplacements survenus en 2023 et enregistrés auprès de l'Unité.

345 InSight Crime, En un puerto estratégico de Colombia, las pandillas esperan la Paz Total, 12 octobre 2023; InSight Crime, Un comercio tóxico: La minería ilegal en el Pacífico colombiano, 11 mars 2021; ICG, Tranquilizar el Pacífico tormentoso: violencia y gobernanza en la costa de Colombia, 8 août 2019; CSIS, A Closer Look at Colombia's Illegal, Artisanal, and Small-Scale Mining, 20 décembre 2021

346 IOM, Colombia Crisis Response Plan 2023-2024

347 ICRC, Colombie: Retos Humanitarios 2023, 22 mars 2023; Defensoría del Pueblo,

Alrededor de 36 000 familias fueron víctimas de desplazamiento forzado y confinamiento en 2022, 26 janvier 2023; UNSC, Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Colombia - Informe del Secretario General, 5 octobre 2023

348 OCHA, Informe Tendencias e Impacto Humanitario en Colombia 2023, 1er novembre 2023

349 NRC, 5 things you should know about confinement in Colombia, 7 juin 2023, OCHA, Colombia: Humanitarian Access Balance Sheet between January and July 2023, 18 août 2023

350 OCHA, Colombie: Informe de situación humanitaria 2023, 24 novembre 2023; Cluster Protection, Humanitarian Context Analysis: Mine Action Sector in Colombia, 29 novembre 2023

351 NRC, 5 things you should know about confinement in Colombia, 7 juin 2023; ACAPS, Colombia confinements: Thematic report, 18 février 2022

352 UNHCR, Situación Colombia: Afrodescendientes, 2012; OEA, Colombia: CIDH expresa preocupación por la violencia en la región Pacífico y el impacto en pueblos indígenas, comunidades afrodescendientes y campesinas, 1 septembre 2023; UNHCR, IDPs in Colombia, El Salvador, Haiti, Honduras and Mexico, 7 décembre 2023; ICRC, Colombia: Humanitarian Challenges 2023, 8 mars 2023; OCHA, Colombia: Briefing Departamental, Nariño, julio a diciembre de 2022, 8 juillet 2023; donées d'OCHA; Gouvernement de Colombie, Departamento Nacional de Estadística (DANE): Departamento de Nariño, non daté.

353 Comision de la Verdad, La propiedad colectiva del pueblo negro cumple 27 años, 11 septembre 2020; CIFOR, La tenencia de tierras colectivas en Colombia: Datos y tendencias, 2017; Ideas para la Paz, Rezagos en la Implementación del Acuerdo de Paz en el Pacífico Medio, 9 juin 2023

354 UNSC, Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Colombia – Informe del Secretario General, 5 octobre 2023

355 UARIV, Humanizar los datos, apuesta de la Unidad para las Víctimas para construir paz, 7 décembre 2023

356 Unidad de Implementación del Acuerdo de Paz, homepage, non daté; Departamento Nacional de Planeación, Plan Marco de Implementación del Acuerdo de Paz, 13 décembre 2017; Gouvernement de la Colombie, Ministry of

Interior, National Government installs Monitoring, Promotion and Verification Commission for the Implementation of the Final Agreement – CSIVI, 2 octobre 2022.

357 Gouvernement du Canada, Canada's top 10 weather stories of 2023, non daté; Gouvernement du Canada, Canada's record-breaking wildfires in 2023: A fiery wake-up call, non daté

358 Copernicus, Canada produced 23% of the global wildfire carbon emissions for 2023, 12 décembre 2023

359 Barnes C et al, Climate change more than doubled the likelihood of extreme fire weather conditions in Eastern Canada, non daté; CBS News, Climate change was the driving force behind destructive 2017 B.C. wildfire season, study says, 8 janvier 2019.

360 Public Safety Canada, Impacts of wildland fires in Canada, 11 mai 2023

361 CBC Lite, Dozens more evacuated from Lytton First Nation reserves as winds fan nearby wildfire, 23 août 2023; The Guardian, "I came home to fight for my land": First Nations battle Canada blaze that displaced them, 4 août 2021

362 The Globe and Mail, Canada must change how it approaches and funds wildfire management, 6 juin 2023

363 Public Safety Canada, First Public Report of the National Risk Profile, mai 2023; Climate Atlas of Canada, Wildfires, Water, and Our Health, non daté.

364 CBC News, B.C. restricts travel in southern Interior as wildfires force 30,000 out of homes, 19 août 2023; City of West Kelowna, Status of McDougall Creek Wildfire, 1 septembre 2023; City of West Kelowna, About the McDougall Creek Wildfire, non daté

365 City of Yellowknife, Evacuation Order, 18 août 2023; CIFFC, Wildfire Statistics, non daté; Politico, "Literally off the charts": Canada's fire season sets records - and is far from over, 7 juin 2023

366 Government of Northwest Territories, Canadian Armed Forces To Assist With Wildfire And Emergency Response, 14 août 2023; Risk Frontiers Holdings Pty Ltd, Implications of changing and unstoppable nature of Canadian wildfires, 24 août 2023

367 The Guardian, Yellowknife wildfire: traffic clogs road out of town as residents race

to evacuate, 17 août 2023; CBC, Yellowknife never had a plan for a city-wide evacuation, 5 septembre 2023

368 Associated Press, Nova Scotia wildfires grow, prompt air quality warnings as far south as Virginia, 2 juin 2023

369 Halifax Regional Council, Upper Tantallon Wildfire Lessons Learned, 10 juillet 2023

370 Public Safety Canada, First Public Report of the National Risk Profile, mai 2023; CBC News, Climate change was the driving force behind destructive 2017 B.C. wildfire season, study says, 8 janvier 2019

371 FireSmart Canada homepage, non daté

372 Health in a Changing Climate, Climate Change and Indigenous Peoples' Health in Canada Box 2.3 Peavine Métis Settlement FireSmart Program, 2022

373 Human Concern International, Empowering Indigenous Communities: Human Concern International's Efforts in Combating Drought and Water Challenges, 19 juin 2023; Government of British Columbia, Cultural burning and prescribed fire, non daté

374 Natural Resources Canada, Synthesis Report, non daté

375 Conversation Media Group, As we fight the Alberta and B.C. wildfires, we must also plan for future disasters, 17 mai 2023; CBC News, 'It blows my mind': How B.C. destroys a key natural wildfire defence every year, 17 novembre 2018; Vancouver Sun, New firefighting strategies needed in era of climate-fuelled wildfires, 12 septembre 2023; Nature, Abrupt, climate-induced increase in wildfires in British Columbia since the mid-2000s, 5 septembre 2023.

376 British Red Cross, Europe heatwave 2023: extreme heat spirals into wildfires, 27 juillet 2023

377 Reuters, Wildfire outside Athens as hundreds of blazes ravage Greece, 24 août 2023; Greek Reporter, Huge Wildfire Rages Near Mount Parnitha, North of Athens, 23 août 2023

378 Greek City Times, The battle against wildfires continues in Greece, two casualties reported, 22 août 2023; AMNA, Emergency interministerial meeting at the Climate Crisis and Civil Protection Ministry on the wildfires, 21 août 2023

379 ECHO, Wildfires: biggest rescEU aerial firefighting operation in Greece, 29 août 2023; Associated Press, European Union to rush more than \$2 billion to disaster-hit Greece, using untapped funds, 12 septembre 2023; ECHO, Wildfires: EU mobilises new planes and firefighters for Greece, 21 August 2023

380 Greek Reporter, Alexandroupolis Hospital Evacuated as Wildfires Rage in Greece, 22 août 2023; TRT World, Patients evacuated from hospital as Greece wildfires rage for fourth day, août 2023

381 European Geosciences Union, Storm Daniel Flood Impact in Greece 2023: Mapping Crop and Livestock Exposure from SAR, 12 octobre 2023; The Guardian, 'The earth is sick': Storm Daniel has passed, but Greeks fear its deadly legacy, 29 septembre 2023.

382 Al Jazeera, Homes flooded as Storm Elias hits battered Volos in central Greece, 28 septembre 2023; Associated Press, Flood-hit central Greece braces for new storm as military crews help bolster flood defenses, 26 septembre 2023; Greek Ministry of Climate Crisis and Civil Protection, The Emergency Weather Worsening Bulletin issued on 09-22-2023 is being upgraded to a Hazardous Weather Emergency Bulletin, 25 septembre 2023

383 IFRC, Slovenia Flood 2023 – DREF Operation (MDRSI003), 17 août 2023; Floodlist, Slovenia: Record Rain and Floods Cause Widespread Damage, 5 août 2023; EFAS, Flooding in Slovenia - August 2023, 12 septembre 2023

384 Floodlist, Italy (Updated): 8 Dead After More Flooding in Emilia-Romagna, 17 mai 2023; IFRC, Italy Flood 2023- DREF Operation (MDRIT004), 2 juin 2023

385 Italian Civil Protection Department, Emilia-Romagna bad weather: relief activities continue to support the affected populations, 17 mai 2023

386 Italian Civil Protection Department, Bad weather in Emilia-Romagna: over 36,000 people in alternative accommodation, 20 mai 2023; IFRC, Italy Flood 2023 - DREF Operation (MDRIT004), 2 juin 2023.

387 The Guardian, Death toll mounts in Italy's worst flooding for 100 years, 18 mai 2023.

388 ECHO, Italy Wildfires: update, 27 juillet 2023

389 BFMTV, Incendies: La France Relative-ment Épargnée Cet Été, Par Rapport À L'an Dernier, 3 octobre 2023; Le Monde, France's costly but effective fire-fighting strategy, 6 août 2023; Gouvernement de la France, Le dispositif pour 2023 contre les feux de forêt, 12 avril 2023; Banque des Territoires, Emmanuel Macron lance sa stratégie de lutte contre les feux de forêt, 28 octobre 2023.

390 BFMTV, Incendies: La France Relativement Épargnée Cet Été, Par Rapport À L'an Dernier, 3 octobre 2023

391 ECHO, Daily Flash: France Wildfires, 16 août 2023; Ouest-France, Incendie près d'Argèles-sur-Mer: «lutte acharnée» pour éteindre le feu, plus de 3000 évacués, 18 août 2023

392 Préfet des Pyrénées-Orientales, CP Incendie sur le secteur de Cerbère et Banyuls sur Mer, 19 avril 2023; Associated Press, Firefighters battle France's 1st major forest blaze of 2023, 17 avril 2023

393 La Provincia, Los recursos de emergencia trabajan en el incendio forestal de La Palma, 15 juillet 2023

394 Government of Spain, Canarias: Incendio Forestal, 5 octobre 2023; El País, El incendio forestal de Tenerife se complica y obliga a evacuar a 12.279 personas, 19 août 2023

395 Government of Russia, The Ministry of Emergency Situations evacuated 7.1 thousand people from Primorye, 525 were rescued, 3 septembre 2023; Government of Russia, More than 350 houses and 750 adjacent areas were freed from water in Primorye per day, 2 septembre 2023; Moscow Times, Intense Rain-fall Brings Floods to Russia's Far East Primorye Region, 31 août 2023; Moscow Times, Tropical Storm Brings Flooding to Russia's Far East, 11 août 2023

396 DV, The planned prevention fee is moderate and there is a cross-political will in Alþingi to stand with Grindvíking, 13 novembre 2023; CBS News, Iceland warns likelihood of volcanic eruption is significant after hundreds of earthquakes, 14 novembre 2023; NPR, A volcano in Iceland erupts weeks after thousands were evacuated from a nearby town, 19 décembre 2023; Phys.org, A volcano may keep residents out of an evacuated Iceland town for months, 18 novembre 2023

397 EU News, The year that brought EU Solidarity Fund for natural disaster relief to its knees, 28 décembre 2023

398 IOM DTM, Ukraine Internal Displacement Report: General Population Survey Round 15, 27 décembre 2023

399 Council of Europe, The Government of Ukraine approved the Strategy of State Policy on Internal Displacement for the period until 2025, 8 avril 2023

400 L'Express, Incursions armées en Russie: "Ces groupes partagent un même dessein, renverser Poutine", 24 mai 2023; Lenta.ru, The head of the Belgorod region announced the evacuation of almost 60 thousand people, 6 juin 2023; Reuters, Ukraine shelling continues in Russia's Belgorod as thousands relocated, governor says, 4 juin 2023

401 RIA Novosti, About 60 thousand people were evacuated in the Belgorod region, 6 juin 2023

402 UNSC, Latest Clash between Armenia, Azerbaijan Undermines Prospects of Peace, Speakers Warn Security Council, Calling for Genuine Dialogue to Settle Outstanding Issues, 21 septembre 2023; The Guardian, Azerbaijan launches 'anti-terrorist' attack in disputed Nagorno-Karabakh, 19 septembre 2023; Reuters, Azerbaijan halts Karabakh offensive after ceasefire deal with Armenian separatists, 20 septembre 2023

403 Russian Defence Ministry, Information bulletin of the Ministry of Defense of the Russian Federation on the activities of the Russian peacekeeping contingent in the Nagorno-Karabakh conflict zone, 28 septembre 2023; *Ibid*, 29 septembre 2023.

404 UN News, Armenia: UN launches urgent appeal to help refugees fleeing Karabakh, 7 octobre 2023; UNFPA, Refugee Response in Armenia: Situation Report #2, 16 octobre 2023

405 UNHCR, Azerbaijan Factsheet, 30 septembre 2023; Government of Azerbaijan, State Committee for Affairs of Refugees and Internally Displaced Persons of the Republic of Azerbaijan, consulté le 27 mars 2024

406 Government of Türkiye/UNDP/World Bank/EU, Türkiye Recovery and Reconstruction Assessment, 7 avril 2023; Government of Türkiye, Post-Earthquake Assessment, mars 2023

407 Government of Türkiye/UNDP/World Bank/EU, Türkiye Recovery and Reconstruction Assessment, 7 avril 2023

408 *Ibid*.

409 WHO, Kahramanmaraş Earthquakes – Türkiye and Syria: Situation Report, 20 juillet 2023; Ground Truth Solutions, "We constantly worry, we are always on edge." Perceptions de la réponse au tremblement de terre en Turquie, 7 novembre 2023

410 OCHA, Türkiye: 2023 Earthquakes Situation Report No. 13, 6 avril 2023; Government of Türkiye/UNDP/World Bank/EU, Türkiye Recovery and Reconstruction Assessment, 7 avril 2023; CORUS, Situation Report: Earthquakes in Türkiye, 2 mars 2023

411 OCHA, Türkiye Earthquake 2023 Humanitarian Response Overview, 30 juin 2023

412 Shelter Sector Türkiye/IFRC, Rental Price Changes: February – April 2023, 24 avril 2023; Cluster Protection/UNHCR, Türkiye Earthquake Emergency Response – The Meeting Minutes of the Protection Sector Meeting, 28 septembre 2023

413 Shelter Sector Türkiye, Earthquake Response, 19 octobre 2023

414 ESSN, Back at Rock Bottom: Refugees Escaping Yet Another Disaster: Focus Group Discussion Analysis Report, juin 2023

415 OCHA, Türkiye Earthquake 2023 Humanitarian Response Overview, 30 juin 2023; Shelter Sector Türkiye, Earthquake Response, 19 octobre 2023.

416 UNDP, Recovery and Reconstruction after the 2023 Earthquakes in Türkiye: Project Catalogue, 27 mars 2023

417 AFAD, Disaster Victims will be able to get their Temporary Identity Documents from e-Government, 18 février 2023

418 IFRC, Turquie: Addressing private risks – the Turkey Catastrophe Insurance Pool (TCIP); Reinsurance News, Turkish Catastrophe Insurance Pool pays \$340.4mn to earthquake victims, 29 mars 2023

419 CBI, Case Study – Türkiye earthquakes 2023: Lessons learned on business engagement in the humanitarian response, 6 février 2024

420 AFAD, Türkiye: Local disaster risk reduction plans for 81 provinces, 15 juin 2022; AFAD, Mid-Term Review of the Sendai Framework: National Report of Türkiye, septembre 2022

421 Conversation Media Group, Buildings left standing in Turkey offer design guidance for future earthquake-resilient construction, 4 avril 2023

422 IOM DTM, Ukraine – Internal Displacement Report – General Population Survey Round 14, octobre 2023

423 IOM DTM, Ukraine – Conditions of Return Assessment Factsheet – Round 5, October 2023; IOM DTM, Ukraine – Internal Displacement Report - General Population Survey Round 14, October 2023.

424 IOM DTM, Ukraine – Internal Displacement Report – General Population Survey Round 14, octobre 2023

425 CEE, UNECE helps Ukraine draft law to address housing challenges and develops municipal investment tracker for greater transparency in reconstruction projects, 11 octobre 2023; UN4UkrainianCities, The New Draft Law of Ukraine: presentation and discussion with local government associations, 28 novembre 2023; UN4UkrainianCities, Conceptual directions for reforming Ukraine's housing policy, 20 novembre 2023; Government of Ukraine, Prime Minister: Payments for major repairs of damaged residential property start under the eVidnovlennia programme, 12 décembre 2023.

426 IDMC, Gender dynamics in internal displacement, 22 août 2023; ACAPS, Ukraine: Estimates and sources of population data, 18 août 2023

427 IDMC, Gender dynamics in internal displacement, 22 août 2023

428 HelpAge International, Older people in Ukraine: One year of endurance, 24 février 2023; HelpAge International, "I've lost the life I knew": Older people's experiences of the Ukraine war and their inclusion in the humanitarian response, 24 février 2023

429 PNUD, SHARP: Assessing Social Cohesion, Resistance, and People's Needs in Ukraine Amid Russian Full-Scale Invasion – Wave 2, 17 janvier 2024; IOM DTM, Ukraine – Thematic Brief - Social Cohesion and Public Trust – General Population Survey Round 14, octobre 2023; IOM DTM, Ukraine – Conditions of Return Assessment Factsheet – Round 5, octobre 2023

430 SSS, Addressing the Immediate Multi-Sectoral Humanitarian Needs of IDPs and Conflict-Affected Populations Inside Ukraine, non daté; IREX, IDP Councils emerge as a vital

advocacy approach in Ukraine, 8 novembre 2023; SSS, Projects and programs homepage, non daté

Résumé des chiffres clés

Pays	Déplacements internes en 2023 (catastrophes)	Déplacements internes en 2023 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (conflits et violence)
Abiyé	1 000	7 900	4 400	42 000
Afghanistan	418 000		1 502 000	4 187 000
Afrique du Sud	20 000	620	6 000	620
Albanie	13			
Algérie	23 000		3 900	
Allemagne	3 300		100	
Angola	79 000		26 000	
Antigua-et-Barbuda	300			
Argentine	9 800		14	
Arménie				7 600
Australie	4 700		1 300	
Autriche	670		4	
Azerbaïdjan	1 700	5 100		658 000
Bangladesh	1 791 000		55 000	426 000
Barbade	29			
Belgique	100			
Bénin		6 500		8 800
Biélorussie	48			
Bolivie	3 800		800	
Bosnie-Herzégovine	130			91 000
Botswana	99		99	
Brésil	745 000	16 000	16 000	16 000
Bulgarie	250			
Burkina Faso	24 000	707 000		2 063 000
Burundi	21 000	230	66 000	8 100
Cambodge	46 000		5 200	
Cameroun	2 900	164 000	31 000	1 044 000
Canada	192 000		700	
Chili	44 000		5 000	
Chine	4 702 000		639 000	
Chypre	57			248 000
Colombie	351 000	293 000		5 077 000
Corée du Sud	40 000		6 000	
Costa Rica	290			
Côte d'Ivoire	1 200			
Croatie	86			
Cuba	42 000		290	
Danemark	530			
Égypte	8			
Équateur(pays)	16 000		4 900	
Espagne	24 000			
États fédérés de Micronésie	5			

Dans le cadre d'une révision méthodologique, certains chiffres publiés peuvent différer des publications précédentes en raison de changements rétroactifs ou de l'inclusion de données précédemment indisponibles. Les pays et territoires concernés sont: Afghanistan, Arménie, Bangladesh, Indonésie, Inde, Kenya, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Porto Rico, Russie et Ouganda.

Les cellules vides signifient qu'aucune donnée n'était disponible pour ces indicateurs.

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Pays	Déplacements internes en 2023 (catastrophes)	Déplacements internes en 2023 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (conflits et violence)
États-Unis	202 000		19 000	
Éthiopie	618 000	794 000	881 000	2 852 000
Fidji	6 700		350	
Finlande	2			
France	7 900		23	
Gabon	900		820	
Gambie	5 300			5 700
Géorgie	850		39 000	311 000
Ghana	47 000	680	39 000	3 800
Grèce	91 000			
Guam	1 600			
Guatemala	48 000	580		242 000
Guinée	35 000		2 600	
Guyana	40		30	
Haïti	9 800	245 000	2 600	311 000
Honduras	5 800	5 100		101 000
Hong Kong, Chine	1 300			
Hongrie	66			
Île de Man	5			
Île Maurice	2 300		73	
Îles Mariannes du Nord	1 100			
Inde	528 000	67 000	90 000	613 000
Indonésie	238 000	2 200	9 000	55 000
Irak	36 000	21 000	135 000	1 124 000
Iran	124 000		25	
Irlande	17			
Islande	4 600		3 400	
Israël	42	203 000		200 000
Italie	42 000		5	
Japon	8 600		30 000	
Jersey	84			
Jordanie	340			
Kazakhstan	1 700			120
Kenya	641 000	7 700	131 000	40 000
Kirghizistan	39			4 000
Kosovo	1 100			16 000
La Réunion	80			
Laos	1 100		1 100	
Liban	170	139 000		74 000
Liberia	14 000		170	
Libye	53 000	1 700		119 000
Macao	3 100			

Pays	Déplacements internes en 2023 (catastrophes)	Déplacements internes en 2023 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (conflits et violence)
Macédoine du Nord				110
Madagascar	117 000			2 800
Malaisie	206 000		9 800	
Malawi	660 000		26 000	
Maldives	54		54	
Mali	1 300	152 000	8 000	344 000
Maroc	146 000		146 000	
Mauritanie	1 100			
Mexique	196 000	11 000		392 000
Mongolie	3 900		1 100	
Monténégro	1			
Mozambique	655 000	41 000	115 000	592 000
Myanmar	995 000	1 298 000	235 000	2 625 000
Namibie	650		620	
Népal	110 000		43 000	
Nicaragua	660	280		1 300
Niger	95 000	181 000	32 000	347 000
Nigeria	166 000	291 000	81 000	3 340 000
Norvège	5 800			
Nouvelle-Calédonie	2			150
Nouvelle-Zélande	14 000		2 300	
Oman	4 500			
Ouganda	50 000	640	150	4 800
Pakistan	732 000	2 800	1 216 000	23 000
Palestine		3 438 000		1 710 000
Panama	26			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 000	2 000	7 500	87 000
Paraguay	16 000			
Pérou	188 000			75 000
Philippines	2 594 000	160 000	291 000	113 000
Portugal	1 700			
République centrafricaine	70 000	214 000		512 000
République démocratique du Congo	133 000	3 772 000	147 000	6 734 000
République dominicaine	41 000		390	
République du Congo	159 000		4 700	
Roumanie	51			
Royaume-Uni	4 600			
Russie	15 000	60 000	1 200	60 000
Rwanda	70 000		24 000	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	150			
Salomon	640		640	1 000

Pays	Déplacements internes en 2023 (catastrophes)	Déplacements internes en 2023 (conflits et violence)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (catastrophes)	Nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la fin de 2023 (conflits et violence)
Salvador	5 300	66 000		49 000
Samoa	14			
Sénégal				8 400
Serbie	400			194 000
Sierra Leone				3 000
Slovaquie	86			
Slovénie	8 200		10	
Somalie	2 043 000	673 000		3 862 000
Soudan	58 000	6 039 000		9 053 000
Soudan du Sud	167 000	282 000	563 000	1 121 000
Sri Lanka	17 000		1 400	12 000
Suisse	410		79	
Syrie	702 000	174 000		7 248 000
Tadjikistan	5 100		24	
Taiwan, Chine	18 000		1 200	
Tanzanie	46 000		31 000	
Tchad	16 000	118 000	86 000	452 000
Tchéquie	64			
Thaïlande	2 800		19	41 000
Togo		12 000		18 000
Tunisie	2 600			
Turquie	4 053 000		822 000	1 099 000
Ukraine	600	714 000		3 689 000
Uruguay	4 300		60	
Vanuatu	69 000		2 400	
Venezuela	730		500	
Viêt Nam	68 000		2 600	
Yémen	240 000	80 000		4 516 000
Zambie	9 300		9 000	
Zimbabwe	690		610	

Remerciements

L'équipe de l'IDMC

Direction: Alexandra Bilak

Coordination: Vicente Anzellini

Monitoring:

Suivi mondial: Ivana Hajžmanová

Afrique subsaharienne, Moyen-Orient et Afrique du Nord: Clémentine André, Katharina Börsig, Tomás Martins Paes de Almeida, Anca Paducel, Laura Jullien et Damian Uebersax

Asie et Pacifique: Thannaletchimy Housset, Ryan Mitra et Christopher Strub

Amériques, Europe et Asie centrale: Daniela Bachi, Elisa Binon, Ricardo Fal-Dutra Santos, Elise Filo, Ursulina Ossa et Lis Zandberg

Analyse mondiale et régionale: Vicente Anzellini et Xiao-Fen Hernan

Données et analyse: María Teresa Miranda Espinosa, Sylvain Ponserre et Fanny Teppe

Recherche: Christelle Cazabat, Alesia O'Connor, Beatrice Riva, Chiara Valenti et Louisa Yasukawa

Design, mise en page, cartes et graphiques: Vivcie Bendo, Sylvain Ponserre et Fanny Teppe

Communications: Vivcie Bendo, Johanna Bohl, Mark Gnadt et Bram Verweij

Relations extérieures: Lia Bergara, Dawn Vout et Susie Zaragoza

Engagement politique: Alice Baillat, Nacanieli Bolo et Youssef Jai

Renforcement des capacités: Saad Karim et Marta Lindström

Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage: Anca Paducel

Soutien administratif: Moulay Thami Essabih Eddafali et Vela Serukalou

Traduction: Xiao-Fen Hernan

Contributions et soutiens extérieurs

Soutien au design graphique: Julie Schneider

Éditeur: Jeremy Lennard

Cartes: Stéphane Kluser (Komplo)

Relecture et révisions: Isabel Holme et Paula Davis (Tate & Clayburn)

Avis d'experts et examen par les pairs:

L'IDMC souhaite remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour leurs conseils d'experts et leur évaluation par les pairs: Zeine Alkhabidina Assadek, Alison Bottomley, William Carter, Wendy McCance, David Felipe García Herrera, Joachim Giaminardi, Andrés González, Samah Hadid, Nisrine Hammoud, Christelle Huré, Ivan Karakashian, Ernesto Lorda, Shaina Low, Emilie Luciani, Mikel Mendezona, Isaac Odhiambo Ooko, Marine Olivesi, Elise Ponson, Giovanni Rizzo, Becky Roby, Laura Diez Ron, Dax Roque, Jeremy Taylor, Anne Trehondart, Daniel Tyler, Magalie Vairetto, Kimja Vanderheyden, Roberto Vila-Sexto, Elena Vicario et Mathilde Vu (Conseil norvégien pour les réfugiés); Alih Faisal Abdul et Steven Goldfinch (Banque asiatique de développement); Felipe González (CERAC); Samuel Gama (Département des affaires de gestion des catastrophes du Malawi); Paola Rios (Foro de ONG Humanitarias en Colombie); Amos Banda et Gift Richard Maloya (The Initiative for Climate Action and Development); Yaseen Alshereda, Alexandra Bate, Jordan Alexandra de Lorenzo, Perry de Marché, Ewa Joanna Gheeraert, Sarper Hira, Caleb Ikyernum, Sharif Mohammad

Jalalzai, Henry Kwenin, Bradley Mellicker, Master Batson Simon et Ahmed Waqas (Organisation internationale pour les migrations); Nina Huynh, Bruce Macnab, Dawn McVittie et David Young (Ressources naturelles Canada); Johana Botia, Sylvia Milena Echeverry Vargas, Albert Abou Hamra, Shannon O'Hara, Jessica Marie Page et Pascal Pillokeit (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies); Laura Catalina Fajardo Torres et Cristian Morales Vargas (Unidad Para las Víctimas, gouvernement de Colombie); Ben Christophe Mbaura (Bureau des Nations unies en Ukraine); Bienvenido Dagpin et Christopher Richard Macoun (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés); Estefanía Díaz et Ana Nikonorow (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

Avec des remerciements particuliers à:

Nous remercions tout particulièrement les gouvernements des pays suivants pour leur engagement et leur soutien à la collecte et à l'analyse des données sur les déplacements internes: Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, El Salvador, Équateur, Fidji, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Géorgie, Japon, Iraq, Lituanie, Madagascar, Malawi, Mali, Mexique, Tchad, Mozambique, Népal, Niger, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République du Congo, Serbie, Somalie, Îles Salomon, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Ouganda, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Yémen et Zambie.

Nous remercions les bureaux du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en Afghanistan, au Bangladesh, au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Équateur, en Éthiopie, en Irak, en Iran, au Bureau régional pour l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale et au Mexique, Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe, Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale, Bureau régional

pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Kenya/Tanzanie, Liban, Libye, Mali, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigeria, Palestine, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Syrie, Ouganda, Ukraine, Venezuela et Yémen.

Nous remercions l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en particulier Laura Nistri, Muhammad Rizki, Raúl Soto, Robert Trigwell, les coordinateurs régionaux de DTM (Luisa Baptista de Freitas, Lea Mahfouz, Chiara Lucchini, Lorenza Rossi) et les bureaux nationaux en Afghanistan, aux Bahamas, au Bangladesh, au Burundi, au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, en Irak, au Kenya, en Libye, au Mali, à Madagascar, en Mauritanie, au Myanmar, au Pakistan et au Mozambique, Tchad, République démocratique du Congo, Éthiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Irak, Kenya, Libye, Mali, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Mozambique, Népal, Nigeria, Niger, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Thaïlande, Tonga, Togo, Ouganda, Ukraine, Vanuatu et Yémen.

Nous remercions les bureaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Afghanistan, le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, la Colombie, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Myanmar, le Mali, le Nigeria, le Territoire palestinien occupé (TPO), le Bureau des îles du Pacifique, le Pakistan, les Philippines, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande (bureau régional), le Tchad, l'Ukraine, le Venezuela, le bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale, le bureau régional pour l'Afrique australe et orientale, et le Yémen.

Nous remercions l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), en particulier Edgar Scarse et ses collègues du Service mondial de données de l'UNHCR, ainsi que les bureaux d'Afghanistan, de la République démocratique du Congo, de l'Équateur, du siège de Genève, du Guatemala, du Honduras, du Kenya, du Kosovo, du Mexique, du Myanmar, du Niger, du Pakistan, des Philippines, de la Somalie, du Sri Lanka, de l'Ukraine et le Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Nous remercions le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) au Nicaragua.

Nous remercions les institutions suivantes pour leur collaboration continue: Andrés Bello Catholic University; Assessment Capacities Project (ACAPS); Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED); ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on disaster management (AHA Centre); Asia Pacific Disaster Displacement Working Group (AP DDWG); Bangladesh Red Crescent Society; Benin Red Cross; Caribbean Development Bank; CCCM Cluster for Myanmar; CCCM Cluster for Nigeria; Civic United Nations Holding Group of Influence; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH); Comissão Pastoral da Terra (CPT); Cristosal; Data Friendly Space (DFS); Commision Mouvement de Populations de la République Centrafricaine (CMP CAR); Department of Environmental Systems Science of ETH Zurich (ETH); Displacement Management Cluster (Bangladesh); Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne; Foro de ONG Humanitarias en Colombia; Groupe de Coordination Opérationnelle de la Rapid Response (GCORR); IDP Working Group in Mexico; IDP Working Group in Somalia; IDP Task Force in Syria; Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana (UCA); Comité international de la Croix-Rouge (CICR); International Crisis Group; Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR); FICR Libéria; FICR Togo; Bureau régional de l'Afrique australe de la FICR; Centre national de coordination de la Croix-Rouge australienne; Réseau national des déplacés internes du Kenya; Groupe de travail sur l'évaluation des besoins (Bangladesh); Forum de coexistence du Néguev pour l'égalité civile; Société de la Croix-Rouge du Népal (NRCS); Groupe de protection (Mozambique, Niger, Ukraine); R2P - Droit à la protection; Université Rafael Landivar; Initiative REACH (Afghanistan, Ukraine); Shelter Cluster (Myanmar, Palestine, Yémen); Comité d'État pour les affaires des réfugiés et des personnes déplacées de la République d'Azerbaïdjan; Société de la Croix-Rouge sud-africaine; Réseau sud-américain pour les migrations environnementales (RESAMA); Institut technologique de Shenzhen pour la sécurité publique urbaine; Unité pour l'attention intégrale et la réparation des victimes

(Colombie); Société de la Croix-Rouge de Tanzanie; togglecorp, Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR); Programme des Nations unies pour le développement (PNUD); Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP); Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA); Bureau de la population, des réfugiés et des migrations des États-Unis d'Amérique; Programme alimentaire mondial (PAM); West Bank Protection Consortium; The Yemen Population Task Force; Disaster Response Operations Monitoring and Information Centre (DROMIC); National Disaster Risk Reduction and Management Council (NDRRMC); Disaster Management Centre (Sri Lanka); Humanitarian Response Forum (Cambodge); National Drought Management Authority (NDMA) au Kenya, Kenya National Commission on Human Rights (KNCHR); Earth Observatory of Singapore; Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR - Asia Pacific); National Society for Earthquake Technology (NSET); Badan Nasional Penanggulangan Bencana (BNPB); Cabinet Office (Japon); Thailand Department of Disaster Prevention & Mitigation (DDPM); National Disaster Management Authority (Pakistan) et National Disaster Risk Management Office (Tonga).

Nous remercions les personnes suivantes pour leur soutien à la saisie des données et à pour assurer la qualité du rapport: Clémence Leduc, Safar Lugal et José María Tárraga Habas.

Comment lire nos données

DÉPLACEMENTS INTERNES

Déplacements internes (« flux »)

Un « déplacement interne » est défini comme tout nouveau mouvement forcé d'une personne dans les frontières de son pays enregistré pendant l'année.

Qu'est-ce qu'un déplacement répété ?

Un déplacement répété se produit lorsqu'une personne est obligée de se déplacer plus d'une fois. Certaines personnes peuvent être déplacées à de nombreuses reprises avant de trouver une solution à leur déplacement.

x1	x2	x3
100 personnes ont été déplacées pour la première fois	100 personnes déplacées deux fois sont comptées comme 200 déplacements	100 personnes déplacées trois fois sont comptées comme 300 déplacements

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DÉPLACÉES

Nombre total de personnes déplacées (« stocks »)

Le « nombre total de personnes déplacées » est un aperçu à un moment précis de toutes les personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

Une mère et sa fille sont forcées de fuir leur ville dans le pays X lorsque des affrontements éclatent entre des gangs rivaux, ce qui aboutit à deux déplacements internes.



Il y avait déjà huit personnes vivant en situation de déplacement interne à cause des conflits précédents. Deux autres personnes ont été ajoutées au nombre total de personnes déplacées.



La recrudescence de l'insécurité dans la communauté d'accueil abritant la mère et sa fille les forces à fuir vers un camp pour personnes déplacées.



Cela correspond à deux déplacements internes supplémentaires, mais le nombre de personnes vivant en situation de déplacement reste identique.



Une attaque contre ce camp force la mère et sa fille, ainsi que deux autres personnes déplacées, à fuir à nouveau pour se mettre à l'abri. En d'autres termes, quatre autres déplacements internes sont déclenchés.



En même temps, deux des 10 personnes en situation de déplacements sont rentrées chez elles.



Nous recensons huit déplacements internes provoqués par le conflit dans le pays X à la fin de l'année.



$$2 + 2 + 4 = 8$$

Nous recensons un total de huit personnes vivant en situation de déplacement à la fin de l'année.



$$8 + 2 - 2 = 8$$

Pourquoi le nombre total de personnes déplacées est parfois plus élevé que le nombre de déplacements internes ?

Le nombre total de personnes déplacées inclut les personnes déplacées lors des années précédentes et qui sont toujours en situation de déplacement interne.

$$\text{Années précédentes} + \text{Année actuelle} = \text{Nombre total de personnes déplacées}$$

Chaque jour, des personnes sont obligées de fuir les conflits et les catastrophes et sont déplacées dans leur propre pays. L'IDMC fournit des données, des analyses, et soutient ses partenaires afin d'identifier et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre le déplacement interne.

Rejoignez-nous dans nos efforts pour instaurer de véritables changements durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans la décennie à venir.



Observatoire des situations de déplacement interne

Humanitarian Hub Office, La Voie Creuse 16, 1202 Genève

info@idmc.ch



internal-displacement.org



twitter.com/IDMC_Geneva



facebook.com/IDMC.Geneva



youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC



linkedin.com/company/idmc-geneva